John Adams
Library
IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY

ŒUVRES POSTHUMES

DE

M. L'ABBÉ DE MABLY.

TOME SECOND.

A PARIS,

Chez BARROIS l'aîné, Libraire, Quai des Augustins, N°. 19.

1790.

CATALOGUE DES OUVRAGES

DE M. L'ABBÉ DE MABLY.

PARALLÈLE des Romains & des François, 2 vol. in-12. brochés. 5 liv.

Voir sur cet ouvrage le jugement qu'en porte M. l'abbé de Mably dans son Avertissement des Observations sur les Romains. Nous n'en donnons le titre que pour éviter le reproche de n'en avoir pas parlé.

Droit public, 3 vol. in-12. br. 7. 10.
Observations sur l'histoire de la Grèce, 12. br. 2. 10.
Observations sur les Romains, in-12. br. 2. 10.
Principes des Négociations, in-12. br. 2. 10.
Entretiens de Phocion, in 12. 2 part. br. 3.
Doutes proposés aux Philosophes économistes sur l'ordre naturel & essentiel des sociétés politiques, in-12. br. 2.
De la Législation, in-12. br. 2. 10.
De l'Étude de l'Histoire, in-12. br. 2.
De la Manière d'écrire l'Histoire, in-12. br. 2. 8.
Principes de Morale, in-12. br. 2. 8.
Observations sur le Gouvernement & les Lois des États-Unis de l'Amérique, in-12. br. 1. 16.
Des droits & des devoirs du Citoyen, 12. br. 2. 10.
Observations sur l'Histoire de France, 6 vol. in-12. br. 15.

Dans le premier volume de cette édition, on trouve l'Éloge historique de l'auteur, par M. l'abbé Brizard : discours qui a partagé le prix au jugement de l'académie des Inscriptions & Belles-Lettres en 1787.

Du Gouvernement & des Lois de Pologne.
De la Situation politique de la Pologne en 1776.
Le Banquet des Politiques.
} 2 vol. in-12. br. 3. 12.

DU GOUVERNEMENT ET DES LOIS DE POLOGNE.

Nouvelle Édition, corrigée & augmentée.

DE LA SITUATION DE LA POLOGNE EN 1776.

LE BANQUET DES POLITIQUES.

Par M. l'abbé DE MABLY.

TOME SECOND.

A PARIS,
Chez BARROIS l'aîné, Libraire, Quai des Augustins.

1790.

ADA 3163.4
v.6

AVERTISSEMENT.

Le mémoire qu'on vient de lire, fut envoyé à la Confédération de Bar, dont le conseil ou la généralité s'étoit réfugié à Epériez, petite ville de Hongrie. M. le comte Wielhorski l'adressa en même-temps à quelques-uns de ses collègues qui négocioient en différentes cours, ou qui étoient restés dans leur patrie pour veiller à ses intérets & servir les Confédérés. L'ouvrage de M. l'abbé de Mably fut examiné avec soin, & chacun adressa à M. le comte Wielhorski ses remarques, ses difficultés & ses doutes. Tous ces écrits furent communiqués à l'auteur, qui les étudia, les médita, & fit un second mémoire qui contient tous les éclaircissemens qu'on pouvoit désirer sur le projet de réformer le gouvernement & les lois de la république de Pologne.

TABLE
DES CHAPITRES.

SECONDE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER. *Des Objections proposées contre le mémoire précédent, & auxquelles il est inutile de répondre.* page 1

CHAP. II. *En quoi & comment les lois polonoises sont vicieuses.* 5

CHAP. III. *De la manière de présenter les lois en réformant une république.* 15

CHAP. IV. *Du* liberum veto *& des Confédérations.* 25

CHAP. V. *De l'hérédité de la Couronne.* 41

CHAP. VI. *Des négociations que les Confédérés doivent entamer dans les cours étrangères. Avantages qui en résulteront pour les Confédérés.* 76

DE LA SITUATION POLITIQUE DE LA POLOGNE EN 1776. 113

LE BANQUET DES POLITIQUES. 187

DU

DU GOUVERNEMENT ET DES LOIS DE POLOGNE.

SECONDE PARTIE.

ÉCLAIRCISSEMENS A M. LE COMTE WIELHORSKI.

CHAPITRE PREMIER.

Des Objections proposées contre le mémoire précédent, & auxquelles il est inutile de répondre.

JE viens de lire, monsieur le Comte, avec toute l'attention dont je suis capable, les différens écrits qui vous ont été envoyés par les personnes à qui vous avez communiqué le mémoire

que vous m'avez fait l'honneur de me demander sur la réforme de votre gouvernement & de vos lois ; & je me hâte de vous remettre les éclaircissemens qu'on paroît désirer, & qui dissiperont peut-être tous les doutes qu'on m'oppose. Je crois avoir remarqué dans quelques-uns de ces écrits, que l'auteur n'y considère assez souvent le bien public que relativement à ses intérêts particuliers. On n'y juge des vices et des désordres de la république, que par le mal qu'on a souffert dans sa personne ou dans ses terres. Que résulte-t-il de cette erreur, qui n'est que trop générale parmi les hommes ? C'est que chacun propose de commencer la réforme des lois par la suppression des abus qui l'incommodent davantage ; chacun croit que le gouvernement seroit parfait, si l'on proscrivoit le vice dont il se plaint. Qu'on me permette de le dire, je n'ai point d'éclaircissement à donner à des personnes qui ne soupçonnent pas que la législation demande plus d'art & de méthode.

Il faudroit faire des volumes, si je

voulois entrer dans l'examen de plusieurs articles curieux, mais plus propres à faire connoître les principes de votre ancien gouvernement, que ceux qu'on doit se proposer & suivre dans la réforme que médite la Confédération. Je n'ai pas les connoissances nécessaires pour entreprendre un pareil ouvrage; & quand je les aurois, je ne crois pas que ce fût ici l'occasion d'étaler mes connoissances. A quoi serviroit de prouver que vous avez toujours formé une nation libre, et qu'il n'est pas vraisemblable que les Sarmates, dont vous descendez, & qui n'étoient pas moins jaloux de leur liberté que tous les peuples du Nord et de la Germanie, aient commencé par confier à leur général un pouvoir absolu? Quel seroit le fruit de ces savantes recherches? en seriez-vous plus en droit de corriger les vices de votre gouvernement? Quand vous auriez obéi autrefois à une vraie monarchie, quand vous auriez dans les mains les traités passés entre la nation & le prince, je ne conçois point comment on pourroit conclure que vous n'êtes

pas les maîtres aujourd'hui de dreſſer à votre gré vos *pacta conventa*, & régler les conditions auxquelles vous conſentez à vous donner un roi. Si vos pères n'ont pas d'abord été libres, il eſt du moins certain qu'ils le ſont devenus par une ſuite de révolutions; & ſans qu'on puiſſe vous reprocher la moindre injuſtice, vous êtes en droit de profiter de cette liberté pour établir parmi vous la forme de gouvernement que vous jugerez la plus ſalutaire.

Abandonnons toutes ces diſcuſſions inutiles, monſieur le Comte, pour nous en tenir à la réforme de vos lois & de votre gouvernement. Il ne s'agit pas de ſavoir quelle a été la condition de vos pères, mais d'établir la vôtre & celle de votre poſtérité. Il faut arrêter le cours des malheurs qui déſolent votre patrie, & lui aſſurer un avenir heureux. Me ſuis-je trompé dans le choix des moyens que j'ai indiqués pour parvenir à cette double fin? Voilà ce qui vous intéreſſe, & ce qu'il ſuffit d'examiner.

CHAPITRE II.

En quoi & comment les lois polonoises sont vicieuses.

J'AI dit dans mon mémoire que la Pologne devoit ses malheurs à ses mauvaises lois ; & l'on me répond dans la plûpart des écrits que vous avez eu la bonté de me communiquer, que le roi, le sénat & l'ordre équestre ont des devoirs très-sévères à remplir, & que tous ces devoirs sont clairement désignés & formellement prescrits par les lois. De-là on conclut que les lois sont bonnes, & qu'on ne doit attribuer qu'à la dépravation des mœurs tous les désordres dont les Polonois sont les victimes. Fort bien : je sens à merveille que de bonnes mœurs, en portant le roi, les sénateurs & tous les citoyens au bien, suppléroient à ce qui manque aux lois, & vous rendroient tous également heureux. Mais recherchons, je vous prie, pourquoi les Polonois ont

ces mauvaises mœurs dont on se plaint, & auxquelles on attribue tout le mal. Je demande pourquoi l'on désobéit ouvertement et sans pudeur à ces lois dont on loue la sagesse ? N'est-ce point parce qu'ayant été jetées au hasard & sans ordre, elles ne sont point étroitement liées entr'elles ? Au lieu de se prêter une force mutuelle, ne se nuisent-elles pas, ne se contrarient-elles point ? Partent-elles du même principe, tendent-elles au même but, veillent-elles à la fois à la sûreté & à l'innocence du citoyen, ont-elles pris en un mot des mesures efficaces pour affermir leur empire ? Il faut nécessairement que les lois polonoises aient plusieurs défauts, puisqu'elles n'ont pu prévenir la dégradation des mœurs dont ont se plaint ; ou que les personnes qui louent la sagesse de vos lois, conviennent qu'il y a des effets sans cause.

Mais quand vos lois, auxquelles on peut faire des reproches si graves, formeroient un système entier, exact & régulier de morale, ne serois-je pas en droit de les regarder comme l'ou-

vrage d'un législateur ignorant, qui se contentant d'ordonner le bien & de défendre le mal, auroit négligé les mesures nécessaires pour s'assurer de l'obéissance des magistrats et des citoyens ? On a encouragé, me dit-on, les bons par des récompenses, & intimidé les méchans par des punitions. C'est quelque chose : mais si on voit que les gens de mérite n'ont presque jamais été honorés d'aucune récompense, & que les méchans ont presque toujours échappé au châtiment, ne dois-je pas blâmer vos législateurs, de n'avoir pas donné aux lois la protection dont elles ont besoin, & d'avoir laissé une libre carrière aux passions & aux mauvaises mœurs. Vous voyez, monsieur le Comte, que ces lois particulières dont on se vante, ne sont d'aucune utilité ; parce que des lois d'un ordre supérieur n'ont pas établi une puissance publique qui en rendît la pratique nécessaire : en voulant élever un édifice, on a oublié les fondations.

Ces lois d'un ordre supérieur, c'est ce qu'on appelle les lois fondamen-

tales. Si elles ſont vicieuſes, ſi elles ne ſont pas proportionnées à la nature du cœur humain & de la ſociété, l'on eſt en droit de les regarder comme les cauſes de tous les déſordres de l'état. Or, je le demande, & qu'on me réponde de bonne foi, en réglant la forme de leur gouvernement, en formant une puiſſance publique, les Polonois ont-ils confié à chaque magiſtrat une force ou un pouvoir dont il lui fût impoſſible d'abuſer, tandis qu'il contiendroit les citoyens dans les bornes des devoirs qui leur ſont preſcrits? Vos lois n'ont-elles pas rendu le roi trop puiſſant, pour qu'il puiſſe remplir exactement l'obligation qu'on lui preſcrit d'oublier ſes intérêts perſonnels pour ne s'occuper que du bien public? Ses prérogatives au contraire ne ſont-elles pas aſſez grandes pour exciter en lui une vanité, une ambition & même une avarice qui, en le rendant injuſte, doivent troubler toute l'harmonie politique? Ne lui a-t-on pas laiſſé aſſez de grâces & de faveurs à répandre, pour qu'il achète des courtiſans qui achèveront aiſément de le

corrompre, après avoir été eux-mêmes encore plus aisément corrompus? Une législation qui ne fait pas que nos passions acquièrent plus de force à mesure que nous avons plus de pouvoir, qui ignore que la sagesse est rarement assise sur le trône, & que les courtisans sont toujours prêts à tout sacrifier à leur fortune, est une législation bien aveugle, & devient elle-même une source intarissable d'abus.

En plaçant dans le sénat vos évêques, vos palatins & vos castellans, la loi a-t-elle pris des mesures pour que leur dignité fût la récompense du mérite, & non pas le prix de la faveur? A-t-elle partagé leur pouvoir de façon qu'ils ne fussent que ses organes? A-t-elle pris les moyens nécessaires pour leur faire aimer les devoirs auxquels elle vouloit les assujettir? Non, sans doute, puisque toute la Pologne se plaint de leur extrême négligence, & que le corps entier du sénat est devenu presqu'inutile à la république. Peut-on ne pas blâmer un législateur qui, n'ayant pas eu l'esprit de se défier de l'avarice & de l'ambition des mi-

niſtres, leur a en quelque ſorte permis de devenir des tyrans, & expoſe des citoyens qu'elle déclare libres, à tous les caprices d'un pouvoir deſpotique ? En voyant ce qui ſe paſſe dans vos Diètes & vos Diétines, on juge que votre légiſlateur a cru que pour conſerver la liberté il étoit néceſſaire de réunir les citoyens dans des grandes aſſemblées ; mais pourquoi a-t-il négligé les règlemens qui rendroient ces aſſemblées utiles ? Pourquoi n'a-t-il pas préparé les Polonois par une bonne éducation, à ne pas confondre la liberté & la licence ? Ce ſont ces précautions entièrement oubliées parmi vous, qui font cependant la ſageſſe des lois, parce qu'elles en aſſurent l'exécution. Voilà en un mot les principes & les baſes d'une bonne légiſlation ; & dès que je ne les trouve pas dans un peuple, je ſuis en droit d'accuſer les lois de produire elles-mêmes tous les déſordres & les malheurs qu'il éprouve.

Raſſemblez tout ce que les philoſophes les plus profonds ont écrit ſur les devoirs des rois, des magiſtrats &

des citoyens ; de toutes ces excellentes maximes faites un code ſublime de lois ; publiez-le avec la ſolennité la plus propre à frapper les eſprits, & je vous prédis hardiment que, malgré toute votre prétendue ſageſſe, vous n'aurez bientôt qu'une république miſérable. A peine ſera-t-on revenu de ce premier étonnement qu'aura produit la publication de vos lois, que chacun ſongera à ſe mettre plus à ſon aiſe. Les paſſions auxquelles on n'aura pas donné de nouveaux intérêts, en les liant ſagement au bien public, regarderont autour d'elles, & chercheront quelles reſſources on leur a laiſſées pour ſe ſatisfaire d'abord. Elles eſſaieront leurs forces avec une ſorte de pudeur ; un premier ſuccès les rendra plus hardies, & les lois ébranlées ſeront promptement négligées, & enſuite avilies. C'eſt alors que ſe montrant à viſage découvert, les coupables, par leur nombre, s'aſſureront de l'impunité. La puiſſance légiſlative en ſera corrompue. Ne pouvant plus protéger l'auſtérité des anciennes lois, on leur en ſubſtituera

de nouvelles & plus indulgentes ; mais on n'y obéira pas, parce que les paſſions, plus libres, ſeront de jour en jour plus entreprenantes. Les magiſtrats chargés de la puiſſance exécutrice ſeront entraînés par le torrent des mauvaiſes mœurs, & profiteront des abus nouveaux pour étendre le pouvoir dont ils ſont revêtus, & s'élever ſur les ruines de la puiſſance légiſlative.

Je n'annonce point des malheurs chimériques, & je ſuis perſuadé, monſieur le Comte, que les défenſeurs de la ſageſſe de vos lois penſeront comme moi, quand vous aurez eu la bonté de leur faire paſſer ces réflexions. Je les prierai encore de comparer la conſtitution politique des peuples les plus célèbres par leur ſageſſe & leurs ſuccès, à celle des républiques qui ont été les plus malheureuſes & les plus mépriſées. On verra que ces états diffèrent moins entr'eux par leurs lois civiles ou leurs règlemens particuliers, que par leurs lois fondamentales ou la forme de leur conſtitution. Tous les deux ont preſcrit des règles de juſ-

tice, de bienveillance & de sageſſe aux citoyens, mais avec un ſuccès qui devoit être très-différent. Pourquoi ? C'eſt que chez les uns, la puiſſance légiſlative s'étant défiée d'elle-même, ayant pris des ſages précautions contre les foibleſſes & les erreurs ſi naturelles aux hommes, conſervoit toute ſa force, ne pouvoit en quelque ſorte s'égarer, ou du moins étoit toujours prête à réparer ſes fautes. Chez les autres au contraire, ne s'étant point preſcrit une méthode ſûre pour aimer & chercher la vérité, elle étoit la dupe de ſes propres caprices ; & loin d'éclairer & de guider conſtamment les citoyens, elle étoit enfin forcée elle-même d'obéir à toutes leurs paſſions. Là des magiſtrats diſtribués en différentes claſſes, & dont le pouvoir ſe balançoit, n'avoient & ne pouvoient avoir d'autre ambition que de ſervir utilement la patrie : ici vous trouverez des magiſtrats qui jouiſſent trop longtemps d'un pouvoir trop étendu, & qui pouvant eſpérer de ſe rendre les maîtres de la république, la corrompent par leurs intrigues, pour la dé-

goûter de ſa liberté & la rendre eſclave.

Je me ſuis arrêté ſur cette matière, monſieur le Comte, peut-être beaucoup plus long-temps que je n'aurois dû : mais puiſqu'il eſt queſtion de refondre votre gouvernement & vos lois, il eſt de la plus grande importance de ne laiſſer ſubſiſter aucun doute ſur la nature & la dignité des lois, & de connoître ce qui doit ſervir de fondement à une bonne légiſlation. Il importe de ſavoir & d'être convaincu qu'avec une foule de bonnes lois particulières, on peut fort bien n'avoir qu'une mauvaiſe république. Qu'il ſeroit malheureux pour vos réformateurs, qu'après avoir pris beaucoup de peine pour corriger leur nation & la rendre heureuſe, leur travail ne produiſît en effet aucun bien réel ! Je paſſe à une autre objet.

CHAPITRE III.

De la manière de présenter les lois en réformant une république.

Il me semble, dit le rédacteur des réflexions qui vous sont venues d'Epériez, *que le projet de réforme doit être fait comme par pièces détachées, qu'on présenteroit aux citoyens suivant les circonstances, & qu'on pourroit rassembler pour former un tout régulier.* Cette proposition est vrai, si on ne l'applique qu'aux lois particulières qui seront nécessaires pour réformer quelques coutumes, quelques abus ou quelques vices, avec lesquels la Pologne ne peut être florissante. En effet, je suis persuadé que le législateur le plus habile à préparer & manier les esprits, n'évitera des obstacles sans nombre, & peut-être insurmontables, qu'en ne laissant pas appercevoir tous les objets de réforme qu'il médite. Je l'ai déjà dit dans mon premier mémoire; c'est un principe inconteſtable en politique que le lé-

giſlateur doit ſe prêter aux circonſtances, & pour nous rendre meilleurs, ne pas heurter les erreurs, les préjugés, les vices, les caprices auxquels nous ſommes trop fortement attachés. Tout le prouve : telle opinion qui eſt aujourd'hui inſurmontable, dans peu de temps, dans quelques jours, s'humiliera peut-être ſans peine ſous le joug d'une loi ſalutaire. Je conviens qu'à cet égard il faut n'agir qu'au jour le jour; & c'eſt pour cela que j'ai invité la Confédération à ne propoſer que les lois qui pourroient être agréables. Mais cette condeſcendance doit être l'ouvrage d'une ſageſſe qui embraſſe à la fois toutes les parties de l'objet qu'elle ſe propoſe, & qui les ait arrangées & diſpoſées pour agir de concert, s'aider mutuellement & tendre au même but.

Qu'on me permette de le dire, l'auteur des réflexions d'Epériez ſemble trop s'abandonner aux circonſtances. Il eſpère que ces lois diverſes & dictées ſuivant les conjonctures, on pourra, en les raſſemblant, former un tout régulier. Vaine eſpérance ! Je crains que ces lois éparſes & décou-

ſues ne puiſſent jamais former un corps raiſonnable de légiſlation, ſi elles ne ſont détachées du plan régulier & général que les réformateurs ſe ſeront fait avant que de les propoſer par parties à la Diète. Voulez-vous que le légiſlateur reſſemble à ces perſonnes qu'on rencontre dans toutes nos ſociétés, & qui ſur l'apparence du moindre bien, nous propoſent libéralement cent nouvelles lois? Les ſots en admirent la ſageſſe; mais elles paroiſſent ridicules aux gens ſenſés, parce qu'elles ne peuvent point s'aſſocier avec le reſte de la légiſlation. N'eſt-il pas vrai que la plupart de ces lois particulières n'ont qu'une bonté relative? Telle d'entr'elles ſert dans un ſyſtème, qui nuiroit dans un autre. Tant que je n'aurai pas un plan fixe & arrêté de légiſlation, comment jugerai-je que la loi que je porte aujourd'hui ne nuira pas à celle que je croirai important de publier demain?

Un légiſlateur doit ſans doute connoître les vices, les abus, les préjugés qu'il doit proſcrire quand les conjonctures ſeront favorables à ſes entre-

prises ; mais s'il ne se propose pas une fin générale à laquelle il rapporte toutes ses démarches, ne s'expose-t-il pas à attaquer des défauts légers qui tiennent quelquefois à des choses très-utiles ? Si je ne suis pas parfaitement instruit de la route que je dois tenir, je tomberai dans Carybde en voulant éviter Scylla. Dès que le public s'apperçoit de l'embarras de ses guides, il retire sa confiance, & ses soupçons donnent une nouvelle force à ses passions & aux caprices de la fortune. C'est à cette manière de procéder au hasard, & pour ainsi dire à bâtons rompus, que les peuples doivent la plupart de ces lois incohérentes qui ont réduit leur caractère & réformé tous les gouvernemens. De-là cette foule de lois qui se sont accumulées les unes sur les autres, dont on seroit accablé si on n'avoit pas pris le parti de les ignorer & de les mépriser, & qui doivent produire tantôt séparément & tantôt à la fois l'anarchie & le despotisme.

Des lois particulières de police, d'ordre & d'administration, passons,

je vous prie, monsieur le Comte, à la réforme des lois fondamentales & constitutives d'une république. C'est ici, si je ne me trompe, qu'on voit évidemment combien il seroit puéril & dangereux de ne présenter aux citoyens que des pièces détachées de leur gouvernement. A quoi serviroit d'attribuer à la puissance législative la souveraineté suprême qui lui appartient, & qui doit s'étendre également sur toutes les parties de la république, si dans le même instant vous ne réglez avec la plus grande précision les formes & les procédés auxquels elle doit s'assujettir, pour que ses lois ne soient jamais l'ouvrage de la corruption, de la partialité ou de l'engouement? Qu'importe d'établir la puissance législative, si vous ne placez pas à ses côtés la puissance exécutrice pour lui servir de ministre? De quelle utilité nous seront des magistrats, si leurs droits, leur dignité, leurs fonctions & leurs devoirs ne sont pas établis & réglés dans le même moment & par la même loi?

Tant que l'ouvrage de la constitu-

tion n'eſt pas achevé, j'oſerois preſque aſſurer qu'il n'eſt pas même ébauché. En effet, ſi vos lois fondamentales ne ſont pas pour ainſi dire du même jet, il me ſemble qu'il vous ſera impoſſible de les raſſembler pour en former un corps régulier. Pourquoi ? C'eſt que vous aurez laiſſé aux paſſions le temps de ſe former de grandes prétentions & des eſpérances encore plus grandes; je m'explique. Si votre Diète légiſlative jouiſſoit de la ſouveraineté avant que les prérogatives & les devoirs de la puiſſance exécutrice fuſſent établies, je craindrois que les nonces, par une ſuite de cette vanité ambitieuſe qui infecte le cœur humain, n'accordaſſent enſuite qu'avec beaucoup de peine aux magiſtrats l'autorité dont ils ont beſoin pour faire obſerver les lois. Peut-être que n'étant pas entièrement défaits de leurs préjugés & de leurs habitudes anarchiques, ils refuſeroient de former une puiſſance qu'ils ſeroient obligés de craindre & de reſpecter après la ſéparation de la Diète. Si vous commencez par créer d'abord ces magiſtrats, ſoyez

ſûrs qu'ils ſeront d'avance les ennemis de la puiſſance légiſlative qui doit avoir le droit de les juger. Tout le pouvoir que vous voudrez accorder à la Diète générale, ils le regarderont comme un vol fait à leur magiſtrature. Ils auront aſſez de force ou d'art pour empêcher qu'on ne donne aux nonces la ſouveraineté pleine & entière dont ils doivent jouir. Les réformateurs ſeront obligés de fléchir; & en courbant les lois, ils donneront de l'ambition à la puiſſance exécutrice, & lui fourniront des prétextes pour lutter avec avantage contre la puiſſance de la Diète. Ne croyez pas, monſieur le Comte, qu'en vous parlant des entrepriſes de nos paſſions, je me livre à des terreurs chimériques. Vous ſavez qu'elles ont détruit les gouvernemens les plus ſages, c'eſt-à-dire, les plus propres à donner de mœurs aux citoyens. Quels ravages ne feroient-elles donc pas dans un pays où depuis longtemps l'anarchie leur a tout permis? Que les Confédérés ſoient donc convaincus que tous leurs projets échoueront, s'ils n'établiſſent pas dans le

même jour & par la même loi la forme entière & complète de votre gouvernement.

Les Confédérés ne doivent donc rien négliger, ils doivent donc tout tenter dès ce moment pour préparer leurs concitoyens à la révolution qu'ils méditent. Leurs peines ne seront point perdues, puisqu'on vous mande, monsieur le Comte, dans toutes les dépêches que vous recevez, soit du conseil de la Confédération, soit de Varsovie même, qu'il n'y a point de Polonois qui, en souffrant beaucoup des désordres & des malheurs de la république, ne commence à soupçonner que son gouvernement est très-vicieux, & n'ait besoin d'une réforme considérable. Profitez de ces heureuses dispositions, que vos malheurs ne soient pas perdus pour vous & pour votre postérité. Je crois que vos correspondans ne veulent point vous tromper ou vous consoler par de fausses espérances. En effet, si la leçon terrible que la Pologne reçoit n'étoit pas capable de lui ouvrir les yeux & de la corriger, il faudroit convenir qu'il n'y a qu'une

ruine entière qui puisse l'instruire de ses erreurs.

Il est vraisemblable que plus vos compatriotes auront souffert, plus ils seront dociles & complaisans, dans le rétablissement de la paix, à l'égard des hommes qui n'auront pas abandonné la république pendant la tempête, & qui par leur fermeté l'auront empêchée de faire naufrage. Mettez-vous en état dès aujourd'hui de profiter de la joie à laquelle on se livrera dans ce moment, & de l'espèce d'enthousiasme ou d'engouement qui l'accompagne, non pas pour ébaucher, mais pour faire une véritable révolution. Si les Confédérés, dans ces circonstances, portent à l'assemblée de la nation un plan entier & complet de gouvernement, on l'acceptera selon les apparences par acclamation; car la joie qu'on éprouve en échappant à de grands malheurs, n'est ni scrupuleuse, ni sévère, ni soupçonneuse. Mais si, ne connoissant pas le prix d'une conjoncture si favorable, ils la laissent échapper, qu'ils craignent de n'être plus les maîtres des esprits.

Un instant de paix, de calme & de bonheur, peut faire oublier tout le passé à des hommes peu exercés à s'occuper de l'avenir. Alors les habitudes anciennes reprendront leur empire, & je ne voudrois point répondre qu'à force de joie & de paresse, les Polonois ne revinssent à croire qu'un gouvernement qui a été mis à de si fortes épreuves, & qui les a sauvés, ne fût très-sage & doit être précieusement conservé. N'en doutez pas, monsieur le Comte, toute nouveauté choquera vos compatriotes, & ils voudront être encore ce qu'ils ont été jusqu'à présent. Ce n'est point ici une prophétie aventurée; & il me seroit aisé de justifier mes craintes, si je voulois prouver par des exemples, que ce qui est arrivé tant de fois dans le monde peut également arriver en Pologne.

CHAPITRE

CHAPITRE IV.

Du liberum veto *& des Confédérations.*

Comme le liberum veto, ajoute le même mémoire, *eſt la ſource de notre anarchie, c'eſt pour détruire ce mal primitif qu'il faut employer tous les moyens poſſibles; & lorſqu'une fois cet abus ſera anéanti, la puiſſance légiſlative reprendra vigueur, & nous recouvrerons la faculté d'agir.* Je conviens qu'avec le *liberum veto* l'on ne peut rien eſpérer de bon, & je crois même l'avoir démontré; mais je doute fort qu'en le détruiſant, on rende à la puiſſance légiſlative la faculté d'agir, & qu'elle ne s'en ſerve que pour faire le bien. Je nie que ce *veto* ſoit la ſource de tous les maux que vous éprouvez, il n'eſt au contraire lui-même que l'effet ou la ſuite d'un vice plus ancien, qui perdoit votre république; & ſi vous ne remontez pas juſqu'à cette cauſe qui l'a produit, il me ſemble qu'il eſt inutile de le proſcrire; car en le proſcrivant,

vous n'appliquerez à vos maux qu'un palliatif & non pas un vrai remède. Cette cause qui l'a déjà produit, le reproduira encore, ou fera naître d'autres abus qui ne feront pas moins funestes à votre liberté.

Je ne vous annonce point, monsieur le Comte, des malheurs chimériques. Votre ami justifie lui-même mes alarmes, & c'est avec bien de la sagesse qu'il dit que ce seroit l'imprudence la plus blâmable de substituer la pluralité des suffrages au *veto*, avant que d'avoir dépouillé le roi de la prérogative de disposer à son gré de toutes les dignités & de toutes les grâces de la république. Il est visible, en effet, qu'un prince qui pourroit corrompre & gagner par ses bienfaits, le sénat, les grands & tout l'ordre équestre, ne tarderoit pas, à la faveur des suffrages qu'il auroit achetés, d'avoir pour lui la pluralité des voix, de s'emparer de toute la puissance publique, &, si je puis parler ainsi, de vous opprimer légalement. Mais en voilà assez sur cette matière, & je vais examiner si la suppression des

prérogatives royales & du *veto* ſuffit, ainſi que s'en flatte l'auteur du mémoire d'Epériez, pour rendre votre république floriſſante.

Je ſuppoſe que ces deux nouveautés ſoient établies en même-temps & par la même loi; & je vous avoue que cet établiſſement, tant je ſuis timide, ne ſuffira point pour me raſſurer. Le roi ne pourra plus vous corrompre; mais il ne s'enſuit pas de-là que la puiſſance légiſlative puiſſe ſe montrer avec dignité dans la Diète, & agir avec cette juſtice qui la fera reſpecter, ſi vous ne donnez pas à cette aſſemblée une nouvelle forme, & ne la réduiſez pas au ſeul droit de faire des lois. Voyez, je vous prie, ce qui ſe paſſe en Suède. Les états, en voulant ſe mêler de trop de choſes & uſurper les fonctions des magiſtrats, entretiennent dans la république une incertitude & une fluctuation qui ébranlent les ſages principes du gouvernement, & retardent les progrès de la légiſlation. Que les Confédérés n'en doutent pas; votre Diète, monſieur le Comte, abuſera, comme le roi,

de ſon pouvoir, ſi vous ne la ſoumettez pas elle-même à des lois & à des règles qui gênent ſes caprices, & la forcent à faire le bien. Que vous importe d'avoir abaiſſé le roi, ſi vous laiſſez à vos miniſtres leur autorité ? Serez-vous plus libres ſous leur oligarchie, que vous ne le ſeriez ſous le pouvoir arbitraire d'un ſeul ? Vous voyez, monſieur le Comte, qu'en détruiſant ſeulement la prérogative royale & le *veto*, vous ne trouverez point le calme, l'ordre & la proſpérité que vous déſirez.

Il ne faut point ſe flatter ; les Polonois conſerveront encore malgré eux, les mœurs, les préjugés & les habitudes qu'un mauvais gouvernement, & auſſi ancien que leur république, leur a donnés : il eſt même certain que la ſuppreſſion de la prérogative royale & du *veto* donnera à ces habitudes une nouvelle force & une nouvelle vigueur. Il ne ſuffit pas que le roi ne diſpoſe plus à ſon gré des dignités & des terres ou ſtaroſties de la république, pour que les cabales, les factions & les intrigues diſparoiſſent.

Je prie d'examiner avec soin ce qui doit nécessairement arriver, si vous ne donnez pas à votre Diète générale & à vos Diétines un nouvel esprit par une nouvelle composition. Pourquoi ces assemblées, accoutumées à la plus parfaite anarchie, conféreroient-elles les charges, les emplois & les starosties aux citoyens qui en sont les plus dignes, si on ne les anime pas par un nouvel intérêt qui serve à rompre leurs anciennes habitudes, & diriger leurs passions vers le bien public? Soyez-en sûr, les Diétines seront plus inconsidérées & plus tumultueuses que jamais; & les hommes de la Diète, fiers d'avoir entre leurs mains un pouvoir inconnu, ne pourront jamais s'entendre, & termineront à coups de sabre ce que la raison la plus tempérée & la plus juste doit seule décider.

Dans le système actuel de votre gouvernement, tout se dirige à un point; c'est le roi qu'on peut braver si on ne lui demande rien, & qu'il faut gagner par ses complaisances ou intimider par ses forces, si on désire

ſes faveurs. Après avoir détruit cette idole, ſans avoir mis à ſa place une puiſſance reconnue & légitimée par les lois, il me ſemble qu'il faudroit bien peu connoître la marche des paſſions humaines, pour ne pas prévoir que vos principales maiſons, gâtées par l'antique conſidération dont elles jouiſſent, ne voudront pas hériter du pouvoir qu'on aura arraché au roi, & dont la Diète générale ne ſaura pas jouir.

Non, monſieur le Comte, dans ces circonſtances l'ambition des grands ne ſeroit point oiſive, elle rempliroit la Diète d'intrigues & de cabales, comme elle en rempliſſoit la cour. Au milieu de ce chaos, vous verriez vraiſemblablement ſe former parmi vous une monſtrueuſe oligarchie. Vous verriez la nation ſe partager entre pluſieurs maiſons puiſſantes, qui ont des cliens, des créatures, des flatteurs & une fortune trop conſidérable pour préférer les intérêts de la république à leurs intérêts particuliers. Elles ont profité des longs déſordres de votre gouvernement, pour acquérir une

considération qui leur est chère, & à laquelle la plupart de vos gentilshommes sont trop accoutumés pour qu'elle leur soit odieuse ou suspecte.

Plus il y a d'inégalité dans la fortune de la noblesse, moins elle doit avoir le sentiment de la liberté. Les riches conserveront encore long-temps leur orgueil, leur ambition, leur despotisme; & les pauvres ne prendront pas subitement les sentimens élevés que doit avoir un républicain. J'ajouterai que l'usage de vos fréquentes Confédérations a familiarisé les Polonois avec les voies de fait, & même avec la guerre civile, qu'on craint peut-être trop dans de certains pays, mais que certainement la Pologne ne craint pas assez. Voilà, monsieur le Comte, les mœurs, les abus, les préjugés & les habitudes qui m'inquiètent pour votre république. Si je pouvois vous entretenir ici de tous les maux que je crains, tous vos compatriotes jugeroient sans peine, qu'il ne vous suffit pas de proscrire le *veto*, & de ne plus avoir un roi qui vous corrompe par ses bienfaits; mais que

les réformateurs doivent former un plan qui embraſſe toutes les parties de l'état. S'ils ne le font pas, on peut vous prédire hardiment que vous vous trouverez enfin dans le cas de la république romaine, lorſque ſes citoyens trop puiſſans, trop foibles, trop riches & trop pauvres pour aimer leur liberté & reſpecter l'empire des lois, ne formèrent que des partis & des factions, & par laſſitude de leurs maux, aimèrent enfin le joug modéré d'Auguſte, qui les préparoit au deſpotiſme ſanguinaire de ſes ſucceſſeurs.

Au lieu de regarder la ſuppreſſion du *veto* & de la prérogative royale comme le premier & l'unique objet de votre politique, au lieu de penſer qu'après cette double opération, l'établiſſement des lois ne trouvera aucun obſtacle, et que vous n'aurez qu'à jouir de votre bonheur, je voudrois au contraire que les réformateurs cruſſent n'avoir rien fait, tandis qu'ils n'auront pas établi la puiſſance exécutrice ſur de bons & ſolides principes. Qui ne voit pas que plus un pays a été abandonné à une liberté licen-

cieuſe, plus les magiſtrats doivent être jaloux d'exercer un pouvoir arbitraire? Qui ne voit pas que le légiſlateur & les lois ſeront mépriſés, ſi, loin de les ſeconder, leurs miniſtres travaillent à s'élever ſur leurs ruines? Non, monſieur le Comte; je l'eſpère, vous perſuaderez cette vérité à vos collègues, que ce n'eſt que par la vigilance, le courage, la patience des magiſtrats, qu'on parviendra à faire diſparoître ces mœurs, ces abus & ces habitudes dont je viens de parler. Les magiſtrats ſeuls pouvant donner de la majeſté à la puiſſance légiſlative & faire reſpecter les lois, la Diète ſeroit donc inutilement débarraſſée de l'abſurdité du *veto* & de la corruption de la cour, ſi par l'acte même qui établira ſon pouvoir, elle ne régloit les droits, les devoirs & les fonctions de la puiſſance exécutrice.

Si cette puiſſance eſt partagée en différens colléges de magiſtratures, chargés de veiller aux différens beſoins de la ſociété; ſi les bornes qui les ſéparent ſont placées avec ſageſſe; ſi ces corps perpétuels ſont ſans ceſſe

renouvellés par de nouveaux magiſtrats ; ſi les forces qu'on leur confiera ne ſont ni trop étendues ni trop reſſerrées ; une ſorte d'étonnement ſalutaire ſuſpendra l'ambition des grands, & une confiance éclairée retirera la petite nobleſſe de l'humiliation où elle languit. Les paſſions intimidées apprendront à ſe déguiſer, & ce déguiſement les préparera peu à peu à obéir au frein des lois. A meſure que les motifs d'aimer le bien ſe multiplieront, les mœurs de jour en jour moins mauvaiſes, permettront de faire de jour en jour de nouveaux progrès, & la république jouira enfin du bonheur qu'elle aura mérité. Je conclurai de ces raiſonnemens que l'abolition du *veto*, la réforme de la prérogative royale, la ſouveraineté de l'ordre équeſtre aſſemblé en Diète, la dignité des Diétines & l'établiſſement de la puiſſance exécutrice diſtribuée en différens colléges ou conſeils, & exercée par des magiſtrats dont la magiſtrature ſoit courte & paſſagère, doivent marcher de front, & ne former que les différens articles de la même loi.

Je vous demande pardon, monsieur le Comte, de m'être arrêté si long-temps sur cette matière ; mais il me semble que quand on combat des préjugés anciens, & qu'il est question pour un peuple de se faire une nouvelle politique, on ne doit point se piquer d'une brièveté que vous aimez ; parce qu'un mot suffit pour vous faire connoître une vérité, & que vous en démêlez promptement toutes les conséquences : mais tous les Polonois n'ont pas le bonheur de vous ressembler. Je vois, en lisant un des mémoires que vous avez eu la bonté de me communiquer, que ce que j'ai dit des Confédérations n'a pas persuadé tous mes lecteurs. Je me doutois que l'usage des Confédérations devoit plaire extrêmement à des hommes qui ne trouvoient pas le *veto* déraisonnable ; aussi n'ai-je point proposé de les proscrire par une loi expresse. Je n'ai songé qu'à les faire oublier, en mettant la république dans le cas de n'avoir plus besoin de recourir à cette ressource funeste. Bien loin d'approuver ma condescendance, on la

blâme : on veut conſerver précieuſement l'uſage des Confédérations & l'autoriſer par une loi expreſſe : on prétend que le droit que les gentilshommes auront de ſe confédérer, entretiendra l'amour de l'indépendance ; & que dans les extrémités malheureuſes où la ſucceſſion des temps & les caprices de la fortune jettent les peuples les plus ſages, votre république ſe ſervira des Confédérations comme d'un dernier moyen pour ſauver ſa liberté.

Je conviens avec l'auteur du mémoire, que les Confédérations ont ſouvent été utiles à la Pologne ; mais je le prie de rechercher avec moi quelle en été la cauſe. C'eſt parce que votre gouvernement extrêmement vicieux vous expoſoit ſans ceſſe aux maux de la tyrannie, & que ne vous offrant aucune manière légale de vous y oppoſer, vous ne pouviez conſerver votre liberté que par la voie de la force & de la violence. Un vice, comme je l'ai dit, pouvoit alors remédier à un autre vice : de deux maux il faut choiſir celui qui paroît le moindre ; & je

conviens que ſi on vous eût propoſé de renoncer aux Confédérations avant que de vous donner des lois ſalutaires, vous auriez eu raiſon de répondre avec ce palatin, aïeul, je crois, de votre roi Staniſlas, que vous préférez une liberté inquiète & agitée à une ſervitude tranquille. Mais ce palatin dont les Polonois admirent le courage, s'il eût pu ſe flatter de jouir d'une liberté ſûre & tranquille ſous la protection d'un ſage gouvernement, croyez-vous qu'il eût aimé les Confédérations, & autoriſé par une loi la guerre civile dont, ſelon les apparences, on n'auroit plus eu beſoin ?

Si la réforme qu'on médite aſſure la liberté des Polonois, ſi elle doit fournir à la Diète légiſlative & à vos magiſtrats mille moyens faciles de s'oppoſer aux atteintes qu'on pourroit porter à la liberté, & de conſerver la république au milieu des ſecouſſes auxquelles nos paſſions expoſent éternellement les ſociétés, ne ſeroit-il pas inſenſé (l'expreſſion n'eſt pas trop forte) de vouloir autoriſer le préjugé des Confédérations, au lieu de les

faire oublier ? C'eſt pour jouir tranquillement des douceurs de la paix, que les hommes ſe ſont réunis, & ont formé une puiſſance publique qui peut intimider par des forces ſupérieures tout citoyen qui ne voudroit pas obéir aux lois. Pourquoi donc veut-on autoriſer la guerre civile par une loi expreſſe ?

Je prie l'auteur du mémoire que j'examine, & les personnes qui penſent comme lui, d'étudier l'hiſtoire de vos Confédérations. Ils en trouveront ſans doute pluſieurs qui n'ont été formées que pour venir au ſecours de la liberté en danger ; mais je ſuis perſuadé que la plupart des autres leur paroîtront l'ouvrage de quelques hommes inquiets, emportés & ambitieux, qui ſe faiſoient un jeu de ſacrifier la patrie à leurs intérêts particuliers. Je vous avertis, monſieur le Comte, que ce n'eſt point d'après la connoiſſance que j'ai de votre hiſtoire que je parle ainſi ; je l'ai lue, mais ne l'ai pas étudiée : c'eſt d'après les réflexions générales que j'ai faites ſur les paſſions humaines, & ſur les formes diffé-

rentes qu'elles prennent suivant la nature différente des gouvernemens. En effet, ne seroit-il pas prodigieux que les lois qui permettent de conjurer contre la puissance publique pour venir au secours de la liberté, n'eussent jamais porté qu'à des entreprises avouées par la justice & l'amour du bien; tandis que nous savons, tandis que nous éprouvons tous les jours que nos passions abusent de tout, & triomphent si aisément de notre foible raison?

J'ai dit dans mon mémoire, qu'il ne falloit point par une loi expresse défendre les Confédérations, & les déclarer des crimes contre l'état; car je craignois, en attaquant un préjugé trop ancien & trop répandu, de lui donner une nouvelle force. J'ai espéré de le faire oublier, en offrant aux citoyens des voies légales & pacifiques pour protéger leur liberté. Je me suis flatté qu'un gouvernement qui inspireroit de la confiance, & par conséquent beaucoup d'amour pour la patrie & beaucoup de respect pour les lois & le bon ordre, feroit tom-

ber en désuétude les Confédérations, & ne permettroit plus aux citoyens de se porter aux dernières extrémités. Sans cette espérance, monsieur le Comte, je vous aurois démandé une loi expresse pour déclarer ennemis publics tous ceux qui auroient signé une Confédération. Je vous la demanderois encore aujourd'hui; car je suis persuadé, malgré les raisonnemens qu'on m'oppose, que les Confédérés de Bar en sentiroient l'importance & ne se feroient aucune difficulté de la publier. On a beau me dire qu'une Confédération doit par honneur, protéger les Confédérations, & qu'il seroit indécent, & même ridicule, que dans le moment qu'elle sauve la république, elle condamnât sa conduite. J'ai déjà répondu à cette objection. Les Confédérés de Bar diront que par amour de la patrie, ils se sont servis d'un remède dangereux, terrible, mais nécessaire dans votre anarchie, & qu'ils veulent apprendre à la république à n'en plus avoir besoin.

CHAPITRE V.

De l'hérédité de la Couronne.

Nous voici parvenus, monsieur le le Comte, à l'objet le plus important de votre législation, ou du moins à un article sans lequel je ne prévois pas que vous puissiez assurer le bonheur de votre postérité; je veux parler de la grande question qui concerne la couronne. Doit-elle rester élective, ou vous est-il utile de la rendre héréditaire? En supposant que votre patrie soit tellement attachée à l'éligibilité, qu'on ne puisse lui proposer l'hérédité sans révolter les esprits, la question est décidée, & je me tais; car personne n'est plus convaincu que moi qu'il seroit insensé de présenter une loi qu'on doit rejeter avec indignation, & qui, rendant odieux les réformateurs, ne leur laisseroit aucune espérance de porter quelque soulagement à vos maux. Heureusement

il s'en faut bien que les choſes en ſoient réduites à cette extrémité. Vos amis particuliers en jugent ainſi, & je vois, d'après les différens écrits qui vous ont été envoyés de la part de la Confédération, que la Pologne eſt partagée ſur cette grande affaire. Je me bornerai à faire ici quelques réflexions nouvelles ſur les avantages & les inconvéniens attachés à chaque parti; & je ne doute pas que les Confédérés ne faſſent, autant que le permettra l'opinion publique, tout ce qui ſera le plus utile à leur patrie.

Les lois les plus prudentes, dit un mémoire venu d'Epériez, *les plus clairement énoncées & les plus poſitives auront beau borner l'autorité d'un roi héréditaire, il rompra à la fin toutes les barrières qu'on lui oppoſe. Les exemples*, ajoute-t-on, *nous font trembler. Nous voyons quantité de nations ou de royaumes qui, ayant admis une fois l'hérédité, ont été forcés dans la ſuite de reconnoître un maître tout-puiſſant & abſolu, quoiqu'ils euſſent pris toutes les meſures poſſibles pour conſerver leur liberté.*

Je conviens que l'hérédité du trône

a presque toujours conduit au despotisme; mais je nie que ce despotisme soit une suite nécessaire de l'hérédité. Pour me convaincre que je suis dans l'erreur, il faudroit me prouver que la prudence humaine n'a & ne peut avoir aucun moyen pour concilier la liberté des citoyens & l'hérédité de la couronne. Je sais que des princes héréditaires, regardant leur nation comme le patrimoine de leur maison, doivent avoir beaucoup plus d'ambition que des rois électifs, dont les enfans restent confondus dans la foule des sujets. Mais je demande si cette ambition qui est très-grande, ne connoît & ne doit plus connoître aucune borne. Après avoir étudié le jeu, la force & la ruse des passions humaines, a-t-on découvert que l'hérédité qui les exalte dans le cœur d'un prince héréditaire, en ait changé la nature? Ses espérances, il est vrai, sont propres à exciter son ambition; mais ses craintes le sont-elles moins pour les contenir? Non, monsieur le Comte, la nature y a pourvu. Un roi, quoiqu'héréditaire, a les mêmes passions

que le dernier de ſes ſujets. Dans l'un comme dans l'autre, elles ſe combat-battent, ſe balancent, ſe tempèrent, ſe modifient de la même manière ; & ſi la politique peut tenir dans la ſoumiſſion un peuple entier dont les forces paroiſſent ſi redoutables, pourquoi ignoreroit-elle l'art de contraindre un prince héréditaire à ſe contenter du pouvoir qu'on lui auroit abandonné ?

C'eſt inutilement, dit-on, qu'on a fait les lois les plus prudentes pour borner l'autorité d'un roi héréditaire. Mais je voudrois qu'on me citât quelques-unes de ces lois, & je ſuis bien ſûr que j'y découvrirois quelqu'imprudence groſſière. L'hérédité, ajoute-t-on, a toujours rompu toutes les barrières qu'on avoit oppoſées au pouvoir arbitraire. Je répondrai que ces barrières n'étoient qu'une légère paliſſade facile à franchir. On dit encore que les nations aujourd'hui les plus aſſujetties, ont pris toutes les meſures poſſibles pour conſerver leur liberté : ne ſeroit-il pas plus vrai de dire qu'elles ont fait au contraire

tout ce qu'il falloit pour la perdre ?

Je vous prie, monsieur le Comte, d'examiner l'histoire des peuples qui ont été subjugués par des rois héréditaires ; & bien loin qu'ils aient fait tout ce qu'exigeoit la prudence pour conserver leur liberté & fixer des bornes inébranlables à la prérogative royale, vous verrez que leur gouvernement s'est presque toujours formé au hasard, & que n'ayant jamais eu l'esprit de se défier des passions, ils ont cru qu'il suffisoit de faire un règlement pour qu'il fût observé. Vous verrez que, toujours conduits plus par l'espérance trompeuse du bien que par la crainte salutaire du mal, un éternel engouement les a portés au-devant du joug. Vous verrez en un mot que ce despotisme dont tant de nations se plaignent, est plutôt leur ouvrage que celui des princes auquels elles obéissent.

Puisque des lois grossières, incohérentes, & qui ne forment point un système régulier & proportionné à la nature des hommes (telles que sont, par exemple, les lois d'Angleterre),

ne laiſſent pas cependant de s'oppoſer depuis long-temps aux progrès des abus que doit produire l'hérédité ; pourquoi des lois ſages, habilement combinées entr'elles, & capables de diriger & de gouverner nos paſſions, ne pourroient-elles pas contraindre des princes héréditaires à reſpecter la liberté publique ? Si les Anglois ſont encore libres, malgré les mœurs, les lois & les uſages qui favoriſent la prérogative royale & hâtent la corruption du parlement ; pourquoi ne pourroit-on pas imaginer ſans beaucoup de peine des lois plus ſages, qui préſerveroient la Pologne des dangers dont l'Angleterre eſt menacée ? il eſt vrai que les Anglois n'ayant rien qui les invite & les prépare à réparer dans leur gouvernement les parties que le temps ou des circonſtances malheureuſes peuvent affoiblir ou déranger, leur conſtitution doit devenir un jour plus mauvaiſe. Mais il me ſemble que ſans trop exiger de la politique des Polonois, on doit s'attendre qu'ils trouveront le moyen de prévenir cette décadence inſenſible & d'au-

tant plus funeſte, qu'on ne l'apperçoit que quand il n'eſt plus temps d'y remédier. Je ne dois pas m'arréter à indiquer ici en détail les règlemens ou les meſures que la prudence leur conſeille ; je ne ferai que répéter ce que j'ai déjà dit dans mon mémoire, & je m'en rapporte aux lumières des Confédérés. Sûrement ils ne trahiront pas les eſpérances de leur nation, & ils affermiront ſa liberté, en n'accordant à aucun magiſtrat une autorité qui lui donne la confiance d'en uſurper une plus grande.

On n'entreroit point dans ma penſée, ſi l'on croyoit que je conſeille l'hérédité de la couronne comme un établiſſement très-ſage en lui-même, & dans tous les cas préférable à votre élection. Je connois trop la foibleſſe, la ſottiſe des hommes, & les déſordres qui en doivent réſulter, pour ne pas ſavoir que plus une magiſtrature eſt importante, plus il eſt néceſſaire de ne la conférer que pour un temps très-court ; & que votre élection eſt par conſéquent préférable par ſa nature à l'hérédité que je

propoſe, & qui revêtiroit non pas un homme ſeul, mais une famille entière d'une magiſtrature perpétuelle.

Si je ne me trompe, c'eſt ſous un autre point de vue & d'une manière moins arbitraire qu'il faut examiner cette queſtion. Partons, monſieur le Comte, de votre ſituation actuelle. Avec les mœurs dont les Confédérés ſe plaignent, avec l'immenſe diſproportion qu'il y a dans les fortunes de votre nobleſſe, avec la vaſte étendue de vos provinces, avec vos idées du *veto* & des Confédérations, la Pologne ne peut point ſe flatter de remonter aux principes de ces anciennes républiques que nous admirons. Elle n'eſt pas même capable d'établir une ariſtocratie tempérée. A l'exemple de vos pères, voudriez-vous aujourd'hui ſubſtituer à la royauté un ſénat compoſé de vos palatins ? Vous ne tarderiez pas, comme eux, à vous en repentir ; car vos grands autrefois, aimoient la liberté, & aujourd'hui, m'a-t-on dit, ils n'aiment que le deſpotiſme.

Venons au fait. Si les cabales, les factions

factions & les partis dont la Pologne eſt le théâtre, lui permettent de placer ſur le trône le citoyen le plus digne de cet honneur par ſes vertus & ſes lumières. Si les Polonois, incorruptibles, ſont incapables de vendre leurs ſuffrages; s'ils peuvent réſiſter aux ſollicitations des princes étrangers; s'ils ſont aſſez forts pour en impoſer aux puiſſances voiſines qui voudront diſpoſer de leur couronne; dans ce cas ils peuvent conſerver l'élection. Mais ſi cette élection, toujours vicieuſe, doit être toujours l'ouvrage de la violence & de la corruption, ſi elle ne ſert, comme je l'ai dit dans mon mémoire, qu'à renouveller ſans ceſſe les abus, les vices & les déſordres qui affligent la Pologne & qui la perdront, je crois qu'il eſt abſolument néceſſaire de recourir au remède unique de l'hérédité.

Je prie les Confédérés, monſieur le Comte, d'examiner avec ſoin s'ils peuvent, en n'établiſſant pas l'hérédité, ſe flatter d'arracher des mains du roi les grâces & les faveurs de la république, dont il abuſe, & dont

la distribution renouvelle continuellement les haines, les rivalités, les partis & les conjurations des grands. Tant que la couronne sera élective, aucun de vos seigneurs, car c'est leur maladie, ne permettra qu'on dégrade une dignité à laquelle il aspire, & dont il espère d'être un jour revêtu. Tandis que votre roi électif continuera d'abuser de sa prérogative, n'est-il pas évident que les grands, qui attachent toute la noblesse subalterne à leurs intérêts opposés, continueront à se conduire par les mêmes intrigues que vous voulez bannir de votre république ? Au milieu de cette fermentation générale, qui doit sans cesse donner une face nouvelle aux affaires, pourroit-on, je ne dis pas établir des règles constantes du bien public, mais seulement penser qu'il doive y en avoir ? Si les réformateurs profitoient d'un moment de faveur ou d'enthousiasme, pour faire adopter quelques règlemens par la première Diète libre que vous aurez, j'ose vous répondre que ne changeant point l'esprit national, ils tomberont bientôt dans le mépris.

Donner la couronne à un piaſte, c'eſt pour ainſi dire, allumer la guerre civile dans la république. Un Polonois peut bien ſe conſoler de n'être pas roi, mais non pas de devenir le ſujet de ſon égal, qu'il regardera alors par vanité comme ſon inférieur. Si les paſſions ſont ſecondées dans ces circonſtances par un grand courage & de grands talens, l'état ébranlé recevra des ſecouſſes violentes: ſi cette ambition, dégradée dans des ames communes, dégénère en baſſe jalouſie & en folle vanité, le corps entier de la nation ſera infecté du venin ſourd & lent de l'intrigue, de la fraude, du menſonge; & je ne crois pas qu'il y ait une maladie plus incurable ni plus dangereuſe pour une république.

La loi, pour éviter ces inconvéniens, ordonnera-t-elle de ne prendre qu'un prince étranger pour roi? C'eſt inviter les puiſſances étrangères à venir cabaler parmi vous & vous déſunir par leurs intrigues; c'eſt introduire dans votre patrie la plus funeſte des corruptions; c'eſt vous apprendre à

vendre votre suffrage, & tout continuera à être vénal parmi vous. Mais je demande quel avantage la Pologne se promet, en mettant à la tête de ses affaires un premier magistrat qui n'aura ni les mœurs, ni le génie, ni les principes, ni même les préjugés de la nation. Dès-lors les Polonois seront condamnés à n'avoir aucun caractère. L'intérêt des familles les plus puissantes sera d'élever sur le trône un prince qui leur doive sa fortune, & qu'elles haïront bientôt, parce qu'elles ne le trouveront jamais assez reconnoissant. Elles entretiendront au-dehors des correspondances & des négociations toujours suspectes & souvent criminelles.

Si la loi permet de placer sur le trône un prince qui ait au-dehors des états héréditaires, la Pologne éprouvera nécessairement tous les inconvéniens dont j'ai parlé dans mon mémoire, pour la détourner de se donner à la maison de Saxe. Si la loi vous ordonne de choisir un prince qui ne possède aucune souveraineté patrimoniale, je dirai que, trouvant très-

doux de vous laiſſer corrompre par les libéralités & les bienfaits d'un prince riche, vous parviendrez bientôt à éluder & violer ſans ſcrupule une loi deſtinée à prévenir la corruption. Qui ne prévoit pas d'avance, que l'avarice trouvera cent ſophiſmes pour démontrer de la manière la plus évidente, combien il vous importe de profiter des richeſſes d'un roi qui vous promettra de faire beaucoup de bien, & qui ne fera que du mal? Pourquoi l'avarice ſeroit-elle moins éloquente en Pologne que dans le reſte de l'Europe? N'a-t-elle pas perſuadé par-tout que l'argent doit être le nerf & l'ame de la politique, & que les opérations les plus ſavantes & les plus ſages doivent tendre à le multiplier? Un roi riche, quoique électif, aura preſque l'autorité d'un roi héréditaire. En obéiſſant par complaiſance, on s'accoutumera inſenſiblement à moins aimer ſa liberté; on la perdroit enfin, ſi chaque interrègne ne donnoit naiſſance à de nouveaux partis, de nouvelles haines, de nouveaux intérêts de famille, & ne ſem-

bloit faire prendre une nouvelle force au caractère national. Mais au lieu de la liberté, ces vices ne produiront qu'une anarchie qui se perpétuera après l'élection du roi. Elle peut ne pas effrayer un Polonois, parce qu'il y est accoutumé; mais s'il rentre pour un moment en lui-même, il jugera sans doute qu'il y a un terme fatal pour tous les vices, & qu'il arrive enfin des conjonctures où ils perdent nécessairement le peuple qu'ils ont corrompu, & qui les aime.

Les maux qui résultent de l'élection sont des maux présens, ils sont certains, ils sont inévitables; ceux qu'on peut craindre de l'hérédité sont éloignés, il est possible d'y remédier, & certainement le goût des Polonois pour la monarchie ne s'opposera à aucune des mesures que vous conseillera la politique la plus soupçonneuse & la plus prévoyante. Le parti que la raison vous ordonne de choisir en cette occasion n'est donc pas douteux. Je dis que les maux de l'élection sont présens & certains; comment pourroit-on en douter, puisque les

désordres dont je viens de parler, ne sont pas des désordres que l'élection doive produire peu à peu & d'une manière lente & insensible, comme les maux que vous craignez de l'hérédité? Ce sont des désordres dont votre république se plaint depuis que la famille des Jagellons est éteinte, & qui subsisteront jusqu'à ce qu'une nouvelle famille ait acquis parmi vous le même crédit & inspiré la même confiance.

Je dis au contraire, que les maux dont l'hérédité vous effraie sont éloignés & incertains; & si on se rappelle tout ce que j'ai dit sur cette nouvelle constitution, on se convaincra aisément de cette vérité. En effet, comment votre roi héréditaire oseroit-il attenter à votre liberté, après que vous lui aurez ôté tous les moyens de gagner les ambitieux par des dignités, & que sa modique fortune ne lui permettra pas d'acheter les avares? Personne, monsieur le Comte, n'est plus persuadé que moi du pouvoir des passions; mais je sais aussi qu'elles ne sont actives, agissantes & opiniâtres qu'autant qu'elles sont nourries &

ſoutenues par quelqu'eſpérance de ſuccès. Je ne doute point que la maiſon que vous aurez élevée ſur le trône, ne forme d'abord de vaſtes projets dont l'exécution ruineroit votre liberté ; mais à chaque inſtant votre roi s'appercevra des entraves qu'on lui aura miſes : par-tout il trouvera une barrière entre le deſpotiſme & lui. S'il veut la franchir avec audace, ſa folle témérité ne ſera point à craindre, parce qu'elle ſoulèvera tous les eſprits: s'il eſt prudent & veut vous tromper par la ruſe, l'adreſſe, le temps & l'inſinuation, ſon ambition elle-même s'affoiblira, parce qu'elle n'agira pas ouvertement, & que peu à peu il s'établira une routine d'ambition timide qui deviendra la politique générale de vos rois.

J'ajoute que vos rois héréditaires n'auront que les penſées & les projets d'un magiſtrat dont la magiſtrature eſt courte & paſſagère. Réduits à préſider les conſeils de la république, & ne pouvant point avoir d'autre volonté que le ſénat, ce ſera le ſénat qui vous gouvernera, & non pas vos rois. Il me ſemble

que les réformateurs doivent être tranquilles sur l'avenir, & compter sur la fidélité des différens conseils qu'ils auront établis pour l'administration des affaires. Que pourroit-on en craindre, puisque se renouvellant en partie à chaque tenue de Diète, c'est-à-dire tous les deux ans, ils ne pourront jamais former le projet d'usurper pour eux-mêmes le pouvoir arbitraire, ou de le conférer au prince ? L'intervalle d'une Diète à l'autre est trop court, pour méditer, projeter, préparer & consommer une révolution. Je demande quel motif auront ces conseils de se vendre au roi ; je demande par quels moyens le roi les achètera. Par quelle fatalité ces différens conseils, chargés chacun d'une branche différente de l'administration, & qui doivent être les uns pour les autres des censeurs, ne seront-ils composés que de traîtres ? Par quel aveuglement prodigieux plusieurs Diètes consécutives se tromperont-elles constamment dans leur choix ? Quand on se trompe de bonne foi, il me semble qu'il n'est pas possible qu'on se trompe

toujours. Comment arrivera-t-il que ces conseils forment une conjuration, sans qu'on en apperçoive aucun indice ? & comment votre Diète sera-t-elle assez aveugle, assez stupide & à la fois assez corrompue, pour renoncer à sa liberté ? Que toutes ces absurdités se réunissent pour vous perdre, j'y consens. Mais ne vous reste-t-il pas une dernière ressource dans vos Diétines Ne condamneront-elles pas leurs nonces qui auroient trahi la patrie, & leur réclamation générale ne sera-t-elle pas capable de rétablir la liberté ?

Sans doute, monsieur le Comte, que l'hérédité de la couronne produiroit enfin en Pologne le despotisme & la servitude qu'elle a produits dans plusieurs autres pays, si vous vous contentiez de vous précautionner contre les suites funestes de l'avarice & de l'ambition. Il en faut convenir, la sécurité que la sagesse du gouvernement & des lois inspire à tous les citoyens, devient elle-même un principe de corruption & de décadence. On oublie que la liberté est un bien

fragile qu'on n'obtient qu'à force de soins, & qu'on ne conserve qu'autant qu'on craint de le perdre. La nation la plus libre & la plus jalouse de ses droits s'endort quelquefois ou s'assoupit à force de bonheur. Il se forme une rouille qui ralentit, détraque & use les ressorts du gouvernement ; il survient cependant des affaires importantes & des circonstances malheureuses, où un peuple auroit besoin de la vertu qu'il a perdue : ne la retrouvant pas, il a recours aux ressources les plus extraordinaires ; & soit qu'elles réussissent ou non, l'esprit national s'altère, & se perd enfin sans retour.

Quelque fréquentes qu'aient été ces révolutions, il faut cependant se garder de croire qu'elles soient inévitables. Qui empêche qu'on ne porte une loi qui ordonne expressément que tous les cinquante ans, à chaque nouveau règne, après chaque guerre étrangère, la nation sera convoquée extraordinairement ; qu'on créera des magistrats extraordinaires, sous les noms de dictateurs ou de consuls, &

revêtus d'un pouvoir nouveau, pour examiner les atteintes portées au gouvernement, & rétablir la forme ancienne, en réparant les abus que le temps, la sécurité, la fortune, le bonheur, les malheurs & les passions en un mot peuvent avoir introduits sous le nom de coutume, de prérogative & de privilége, & dont la négligence des magistratures ordinaires n'aura pas empêché les progrès ? Une expérience malheureusement trop commune nous prouve qu'on se familiarise aisément avec les abus. A peine le premier nous plaît-il, qu'il en entraîne un second à sa suite qui plaît également : ils s'accumulent, & de-là cette dégradation insensible qui nous jette enfin dans des vices extrêmes auxquels il n'est plus possible de remédier, parce qu'il en coûteroit trop pour s'en séparer. C'est contre ces accidens que la politique doit se prémunir, & on ne les auroit point éprouvés, si les législateurs avoient soin de donner à leur gouvernement des moyens de se corriger, de se rétablir & de se reproduire,

pour ainsi dire, par ses propres forces.

Il me semble que l'hérédité, accompagnée de toutes les précautions que je propose, ne peut inspirer aucune alarme. Mais en supposant que ces précautions soient inutiles, il faudra du moins convenir qu'il s'écoulera plusieurs générations avant que le despotisme soit établi. Après cela je demande hardiment s'il seroit sage de préferer en ce moment une anarchie certaine à une tyrannie douteuse & reculée. Pour vous délivrer des jalousies, des haines, des rivalités, des brigues, des partis, des factions, des intrigues qui vous désolent depuis si long-temps & peuvent vous conduire enfin à la servitude, la politique ne vous ordonne-t-elle pas d'avoir recours à un établissement qui vous donneroit le temps de respirer, & qui subsisteroit au moins pendant quelques siècles ? Plus l'hérédité vous effraie, moins vous aurez dans la suite de raisons de la redouter. Cette crainte même je la regarde comme un bon augure pour l'avenir. Elle préparera les esprits à recevoir plus facilement

les lois que les Confédérés croiront les plus néceſſaires. Elle vous rendra plus attentifs à toutes les démarches de votre roi, & vous en contracterez l'habitude. En voyant votre liberté en danger, vous prendrez, ſans vous en appercevoir, les mœurs & le génie convenables à votre gouvernement. Il eſt donc du devoir de tous les citoyens qui aiment véritablement leur patrie, d'employer toutes leurs forces, toute leur induſtrie, tous leurs talens, tous les moyens praticables, pour établir l'hérédité. Il n'y a pas juſqu'à l'intrigue, que je hais, ou plutôt que je mépriſe, dont on ne doive ſe ſervir; elle s'ennoblira par la fin à laquelle elle ſera employée. Ne craignez point de vous égarer ſur les traces de Lycurgue, qui, ſans autre droit que celui que donne l'amour de la juſtice & de la patrie, fit une conjuration avec trente de ſes concitoyens, pour forcer ſa république à être heureuſe.

Je ſuis d'autant plus frappé des inconvéniens attachés à votre couronne élective, qu'après avoir cherché quelque remède aux maux qui en ré-

fussent, je n'ai rien imaginé qui ait pu me satisfaire. J'ai étudié cette matière avec toute l'attention dont je suis capable, & je vous avouerai qu'après les plus sérieuses réflexions, je n'ai pu trouver que des lois pareilles à celles qu'on publie tous les jours inutilement dans la plupart des états. Elles seroient bonnes si on avoit la complaisance d'y obéir, mais il ne faut pas s'y attendre; je me suis apperçu que mes règlemens seroient mepriſés, & que l'élection continueroit à causer beaucoup plus de trouble & de fermentation, que mes lois ne pourroient apporter de calme & de concorde. Je suis bien long sur cet article; mais je le regarde comme le fondement de toute votre nouvelle législation, &, je vous prie, monsieur le Comte, que je m'arrête encore à répondre à quelques objections qu'on m'a faites, & qu'il est important d'examiner.

On dit que l'hérédité fera ombrage aux puissances étrangères, & je conviens que la Russie la verra établir avec chagrin; mais ce chagrin même qui vous instruit de vos intérêts, est

un nouveau motif pour que vous faſſiez cet établiſſement. La cour de Pétersbourg voyant ſans doute qu'après cette révolution elle ne pourroit plus conſerver ſon influence dans vos affaires, vous accoutumer à lui obéir, & ſe préparer une conquête aiſée à la faveur de vos diviſions, s'oppoſera de toutes ſes forces à l'hérédité de votre couronne. Si elle réuſſit à terminer la guerre préſente, en forçant le grand-ſeigneur à vous abandonner, j'avoue que tous vos projets de réforme s'évanouiront, & que la Ruſſie ne vous permettra pas de vous corriger des vices auxquels elle doit l'empire qu'elle exerce ſur vous. Mais la Pologne, monſieur le Comte, n'eſt pas réduite à cette malheureuſe extrémité. Après une paix de trente ans, qui a dû dégrader la milice des Turcs, je me ſuis attendu aux diſgraces qu'ils éprouvent; mais j'eſpère qu'inſtruits par leurs défaites même, ils retrouveront cet ancien courage que Montecuculli redoutoit. J'eſpère encore que vous en profiterez, & que pour conſoler la Ruſſie de ſes pertes & favoriſer

ſon ambition, vous ne conſerverez pas un gouvernement qui vous empêche de connoître vos forces & de les réunir contre vos ennemis.

Les cours de Vienne & de Berlin ne ſont pas vos ennemies comme la cour de Ruſſie, mais elles ne ſont point vos amies : juſqu'à préſent elles ne vous ont fait ni bien ni mal. Elles ont ſans doute leurs raiſons pour aimer votre anarchie : il eſt ſi commode pour elles d'avoir un voiſin dont elles n'ont rien à craindre, & qui n'entrant point dans le ſyſtème de l'Europe, leur permet de tourner toute leur ambition d'un côté qui leur paroît plus avantageux. Je crois que ces puiſſances déſirent de voir ſubſiſter vos troubles, ou du moins la cauſe qui les produit. Soyez donc perſuadés que l'hérédité de votre couronne leur déplaira. Elles s'oppoſeront à tous vos projets de réforme, mais on peut les gagner. Il eſt très-vraiſemblable que vous mettriez la cour de Vienne dans vos intérêts, en élevant ſur le trône un prince qui lui ſeroit agréable ; je ne répéterai point ici ce que j'ai dit dans mon mémoire.

Si le roi de Prusse est seul à s'opposer à votre réforme, est-il vraisemblable qu'il emploie la voie de la force, qui seule est redoutable ? Ce prince paroît moins pressé qu'autrefois de faire la guerre. Les années se sont accumulées : content de régner sur l'Europe par la crainte & le respect qu'inspire sa réputation, il craindroit peut-être de compromettre sa gloire. Sa santé, dit-on, ne lui permettant plus de commander en personne ses armées, il sent que sous un autre général elles perdroient la moitié de leurs forces. On pourroit donc traiter avec lui, & acheter son consentement, en lui abandonnant quelques terres qui sont à sa bienséance, & qui ne vous sont en aucune manière nécessaires pour former une république heureuse & respectable. Pourquoi les Confédérés ne sonderoient-ils pas ses dispositions à cet égard, s'ils peuvent se flatter de se conduire avec assez d'habileté & de secret dans cette négociation, pour ne se compromettre ni en Pologne ni à la cour de Berlin ? Si les trois puissances dont je parle,

ſont d'accord pour vous tenir dans la malheureuſe ſituation où vous êtes, j'avoue que je ne vois aucune reſſource contre ce malheur. Vos alliés naturels ne ſeroient peut-être pas en état de vous ſervir. D'ailleurs votre alliance n'étant d'aucun ſecours, vous ne devez pas vous attendre qu'on défende vos intérêts avec chaleur. Réduits à vous-mêmes, que pouvez-vous faire? Vos propres diviſions vous perdront, & le déſeſpoir de quelques bons citoyens ne ſauvera pas la patrie: ils s'enſeveliront inutilement ſous ſes ruines.

On m'objecte que la nation voyant naître & s'élever ſous ſes yeux des princes héréditaires, s'accoutumera à un reſpect & une ſoumiſſion incompatibles avec la liberté. Je conviens qu'on reſpectera une maiſon privilégiée à qui appartiendra la couronne, & qui repréſentera la majeſté de la république; mais je nie que ce reſpect propre à contenir les grands dans le devoir, détruire l'anarchie, donner de la force aux lois, & unir toutes les parties de la ſociété juſqu'à préſent

diviſées, puiſſe dégénérer en une ſoumiſſion ſervile. Ce qui nuit à la liberté, ce ne ſont ni les reſpects ni les hommages que la loi preſcrit, & qu'on rend par étiquette à la perſonne du prince, mais les faveurs qu'on attend de ſa libréalité, & qu'on veut acheter par des flatteries & des baſſeſſes. Ce qui nuiroit, ce ſeroit des forces qu'il pourroit employer arbitrairement pour favoriſer l'injuſtice, & contraindre l'innocence & la vérité à ſe taire.

Si un roi héréditaire, ajonte-t-on, *n'a point d'états au-dehors, il ſera pauvre, & ſes enfans cadets ſeront toujours à la charge de la république. Ils ne pourront ſubſiſter qu'aux dépens des autres citoyens en jouiſſant des ſtaroſties. Ils rempliront toutes les charges au préjudice des citoyens vertueux; & la famille royale, en devenant plus nombreuſe, changeroit la forme du gouvernement.* Je réponds qu'un roi qui n'aura point d'états héréditaires hors de la Pologne, ne ſera pas pauvre, ſoit qu'on lui conſerve la plupart des domaines attachés actuellement à la couronne pour les faire valoir à ſon profit, ſoit qu'on prenne le parti plus

ſage de lui faire une liſte civile proportionnée à ſes beſoins, & qui le mettra en état d'avoir une maiſon convenable à la dignité d'un homme qui vit des ſubſides de ſon peuple. Ce n'eſt pas la pauvreté, mais les richeſſes que la politique doit craindre dans un roi; & s'il eſt obligé d'être économe, ſoyez ſûr qu'il ne ſera pas ambitieux, & que ſa cour ne ſera point une école de mauvaiſes mœurs.

Je dis en ſecond lieu que les princes ne ſeront point à charge à la république; car je ſuppoſe qu'elle aura ſoin de les accoutumer à la modeſtie, & la médiocrité de leur fortune ſera d'un bon exemple pour vos grands ſeigneurs. Pourquoi ne retiendroit-on pas un dixième ſur le revenu du roi, pour former un tréſor qui ſerviroit à doter ſes enfans? Quand il en coûteroit quelque choſe à la république, à peine s'appercevroit-elle de cette charge. Je prie les Polonois de conſidérer tout ce que leur coûte leur anarchie, & combien ils doivent s'enrichir ſous un bon gouvernement. Cette ſorte d'inertie peſante qui engourdit

aujourd'hui leur patrie, disparoîtra promptement : une grande partie de vos terres n'est point cultivée faute d'habitans, & l'industrie qui les peuplera les rendra fécondes. Vous deviendrez riches en apprennant à connoître vos richesses ; & les arts utiles que vous ignorez, parce que vos lois ne les protégent pas, porteront la vie & l'abondance dans tous les palatinats.

Puisque le roi ne conférera plus les charges & les staroſties, pourquoi les princes les envahiroient-ils ? S'ils veulent les obtenir, ils tâcheront de les mériter en se faisant estimer de la république. Je ne vois point comment en se multipliant les branches de la maison royale changeroient la forme du gouvernement ; elles auront au contraire des intérêts opposés qui ne leur permettront pas de se réunir. Quand on est parvenu à donner des bornes fixes à l'autorité du roi, comment pourroit-on craindre les entreprises des princes de la maison ? Sous des rois que votre constitution aura mis dans l'heureuse impuissance d'abuser de leur pouvoir, les princes seront

invités par leurs passions mêmes à n'avoir que des pensées de républicains. Ils jouiront de la liberté, ils en connoîtront le prix, & ne voudront pas sacrifier un bien présent à l'espérance incertaine d'une succession dont leur postérité même ne jouira peut-être jamais.

On souhaiteroit encore, monsieur le Comte, que j'eusse examiné quelle doit être la prérogative du roi quand il commandera les armées, & comment on empêchera qu'il ne s'empare de toute la puissance militaire, dont il ne tarderoit pas à se servir pour se mettre au-dessus des lois. J'aurai donc l'honneur de vous dire qu'il seroit à propos qu'il ne prît le commandement de l'armée, que quand la Diète ou le sénat l'en chargeroit; & même on lui donneroit alors un général qui commanderoit sous ses ordres. On pourroit encore gêner son ambition, en le faisant accompagner par deux membres du conseil de guerre & du conseil des affaires étrangères, qui rendroient compte à leurs collègues des opérations militaires & po-

litiques. Si vos troupes étoient compoſées de déſerteurs & de mercenaires ramaſſés au haſard, il faudroit être ſûr qu'incapables de s'intéreſſer au ſort de la république, elles aimeroient autant lui faire la guerre qu'à ſes ennemis. Cependant ne craignez rien; un roi qui ne ſera le maître que de la garde de décoration que vous lui donnerez, ne tentera point de gagner la bienveillance de vos milices; ou s'il eſt aſſez préſomptueux pour le tenter, le conſeil de guerre ſera toujours aſſez habile pour tromper ſes eſpérances. Mais ſi vos armées ſont compoſées comme elles doivent l'être dans un état libre, ſoyez perſuadés que le prince ne les débauchera jamais. Un roi qui n'a pas fait les officiers de ſes troupes, & qui ne paye pas les ſoldats, n'acquiert point aiſément une autorité dangereuſe.

Quels que ſoient les projets de réforme que méditent les Confédérés, ils doivent dès ce moment préparer les diſcours qu'ils prononceront à la Diète, & dreſſer les édits qu'ils lui préſenteront, pour qu'elle leur donne

force

force de lois. Si vous négligez ce travail, rien ne sera prêt quand la paix entre la Porte & la Russie amènera le moment de rétablir l'ordre. Vous serez pris au dépourvu, comme les Suédois le furent à la mort inattendue de Charles XII. Les grands hommes qui vouloient établir chez eux un nouvel ordre de choses, n'avoient pas eu le temps d'achever leur ouvrage. De-là vient que l'excellent gouvernement de la Suède a quelque peine à s'affermir sur ses fondemens. L'esprit ancien qu'on a négligé d'attaquer & de détruire, se défend encore, & résiste aux progrès du nouveau génie que la nouvelle constitution doit faire naître. Que les Confédérés, monsieur le Comte, ne s'exposent point aux mêmes inconvéniens, en ne présentant à la Diète qu'une législation ébauchée. Vous seriez moins excusable que les Suédois. Leur roi fut tué dans le moment qu'on s'y attendoit le moins, & son âge lui permettoit de vivre encore plusieurs années. Le temps presse au contraire les Polonois, la paix doit dans peu succéder à la guerre;

& si vous ne profitez pas du temps précieux qui vous reste pour achever l'ouvrage de vos lois, vous manquerez à ce que vous devez à votre patrie & à votre gloire.

Il faut même préparer dès aujourd'hui les esprits à la révolution que les Confédérés méditent. Vous sentez, monsieur le Comte, que cette préparation tient à mille détails dont il est impossible qu'un étranger qui ne connoît que très-imparfaitement vos mœurs & vos usages particuliers, parle avec une certaine justesse. Tout ce que je puis dire, c'est que dans ce moment on ne doit rien négliger pour faire comprendre à vos compatriotes que leurs malheurs tiennent à la grossiéreté de leurs lois, & qu'ils ne deviendront heureux qu'en les réformant. Ménagez-vous la confiance & l'amitié des gentilshommes qui ont le plus de crédit dans leur palatinat. Plus on s'approchera de cette paix qui permettra enfin de convoquer une Diète libre, plus vous devez redoubler vos efforts pour que les Diétines choisissent des nonces qui vous soient agréables. S'il est d'usage

dans ces assemblées de nommer des comités pour étudier plus particulièrement les affaires & en dresser le rapport, il est de la plus grande importance de vous attacher ces commissaires. Si les comités sont inconnus parmi vous, il faut dès aujourd'hui en préparer l'établissement, & au moment de la paix il sera facile aux Confédérés de Bar de s'emparer de la principale autorité, & de diriger la Diète.

Toute leur conduite, qu'on me permette cette expression, doit être une négociation continuelle. Il faut ne rien oublier pour calmer les haines, les jalousies & les rivalités qui déchirent la république, & concilier les intérêts de vos grandes maisons. Par une conduite juste & modérée il faut inviter vos ennemis à vous moins haïr, & leur faire croire que vous avez oublié les injures & les torts qu'ils vous ont faits. En augmentant vos forces, votre crédit & votre considération, il faut inviter ces Confédérés timides & secrets qui n'osent encore se montrer & ne font que des vœux pour vous, à se déclarer ouvertement vos amis. Je

ne puis m'empêcher de vous le dire, monsieur le Comte, je vois dans la Confédération une sorte d'inaction, de molleſſe, de lenteur qui n'eſt propre ni à vous faire craindre de vos ennemis, ni à inſpirer de la confiance à vos amis. A force d'attendre des circonſtances plus favorables pour agir, craignez qu'elles n'arrivent jamais; c'eſt en agiſſant qu'il faut les faire naître. Pour mieux expliquer ma penſée, je vais terminer cet éclairciſſement par quelques remarques ſur les négociations que je croirois néceſſaire d'entamer avec les puiſſances étrangères.

CHAPITRE VI.

Des négociations que les Confédérés doivent entamer dans les cours étrangères. Avantages qui en réſulteront pour les Confédérés.

QUELQUE mal que la Porte faſſe la guerre, c'eſt cependant, dans les conjectures préſentes, la puiſſance ſur

laquelle la Pologne doit le plus compter. Elle s'eſt ouvertement déclarée en votre faveur, & ſans elle vous ſeriez aujourd'hui opprimés par les forces réunies de la Ruſſie. Plus cette diverſion vous eſt néceſſaire, plus on a raiſon d'être étonné que vous n'ayez pas un miniſtre à Conſtantinople pour veiller à vos intérêts. Ne ſavez-vous pas combien le divan eſt peu inſtruit des affaires de la chrétienté; combien on le trompe par ces fauſſes relations, & que l'intrigue & la corruption décident de ſa politique? L'Europe, qui a ſes raiſons pour aimer la paix, ne demande qu'à oublier la Pologne; & les Confédérés, il faut l'avouer, ſecondent cette indifférence, en ne ſongeant pas aſſez à faire du ſalut de leur patrie l'affaire générale de tous les états. Cette conduite trop inſolente de leur part diminue leur crédit; & puiſqu'ils paroiſſent s'oublier eux-mêmes, je craindrois que tout le monde ne finît par les oublier. Je voudrois que la Confédération parût toujours agiſſante, pour donner plus d'inquiétude à ceux de vos compa-

triotes qui trahiſſent leur patrie, & plus de confiance à ceux qui vous aiment ſecrétement, & n'oſent ſe montrer. On s'accoutumera à la regarder comme exilée en Hongrie : & de jour en jour, monſieur le Comte, on ſera moins empreſſé à vous donner des ſecours ; parce qu'on craindra de vous ſervir inutilement. Quoi qu'il en ſoit, il eſt queſtion de réparer le paſſé, & d'examiner ce que vous devez entreprendre, & ce que vous pouvez raiſonnablement eſpérer des étrangers.

Rien n'eſt plus preſſé, rien n'eſt plus important que de faire tous vos efforts pour empêcher que le grand-ſeigneur ne ſe prête aux conditions de paix qu'on lui propoſe. Il faut ſans ceſſe lui repréſenter que ſes armées, dégradées par une paix de trente ans & contraire à tous les principes que doit avoir une puiſſance deſpotique, ont beſoin d'une longue guerre pour recouvrer leur courage, leur diſcipline & leur réputation. Dites que la Ruſſie s'épuiſe, dérange ſes finances, perd ſes meilleures troupes, & qu'on la vaincra enfin, ſi on a contr'elle la

patience magnanime que le czar Pierre premier oppoſa à Charles XII, & qui lui donna la victoire à Pultava. Il faut ajouter qu'une paix honteuſe n'a jamais fait le ſalut d'un état, parce que l'injuſtice des hommes eſt telle, qu'on abuſe toujours de ſa ſupériorité ſur un ennemi qui s'eſt fait mépriſer. Dans les plus grands malheurs, une grande puiſſance qui ne veut pas s'avilir & s'accoutumer à ſa honte, c'eſt-à-dire à préparer ſa ruine, ne doit ſonger à la paix que quand elle a fait aſſez long-temps la guerre pour rendre à ſes ſoldats leur courage & leur diſcipline, développer des talens dans ſes généraux, & qu'elle a enfin rétabli ſa réputation par quelqu'avantage qui lui donne l'envie & l'eſpérance de ſe venger. La Porte a de grands tréſors, que ne tente-t-elle donc la fidélité des généraux Ruſſes par les mêmes moyens qui ont ſi ſouvent réuſſi auprès des viſirs & des bachas ? On diroit que le divan n'oſe ou ne ſait pas penſer ; c'eſt aux Confédérés à penſer pour lui, & de vous ſervir de ſon ſtupide orgueil pour

réveiller ſes autres paſſions, & les porter à faire les entrepriſes qui vous ſeront les plus utiles.

Un article eſſentiel & capital dans cette négociation, doit être d'obtenir des ſecours en argent, qui vous mettent en état d'augmenter vos forces en Pologne ; car je vois avec beaucoup de chagrin que la Confédération ne puiſſe pas tenir en ſûreté ſon conſeil dans un de vos palatinats. Quelqu'ignorans que ſoient les Turcs, il eſt impoſſible qu'ils ne comprennent pas combien il leur importe que vous faſſiez en leur faveur une diverſion puiſſante, & qui forceroit la Ruſſie à rappeller dans vos provinces une partie des corps qui leur font la guerre. Si ces demandes ſont d'abord rejetées, il ne faut pas ſe rebuter : on eſt bien fort quand on propoſe à la puiſſance même la plus deſpotique & la plus aveugle, des choſes qui lui ſont véritablement utiles. A force de préſenter un objet ſous différentes faces & avec des motifs nouveaux, bons ou mauvais, il n'importe, on parvient enfin à perſuader ces cours, où tout ſe

décide par des intrigues & des intérêts particuliers. Rien n'y eſt fixe, tout change continuellement de ſituation; & tandis qu'on ne daigne pas vous écouter, il ſe prépare déjà de nouvelles circonſtances qui vous feront rechercher.

Si les Confédérés obtenoient des ſubſides de la Porte, ce ſeroit une preuve qu'elle n'eſt point abattue par ſes diſgraces, & veut continuer la guerre. Votre réputation augmenteroit, ce qui eſt de la plus grande importance; & vous verriez que les Polonois, qui craignent la Ruſſie, qui ſe défient des Turcs, & qui ne ſachant quel ſera enfin le ſort de la Confédération, n'oſent ſe déclarer, ſeroient plus hardis. Si vos troupes étoient mieux payées, il vous ſeroit vraiſemblablement aiſé d'établir une diſcipline plus régulière. Elles ſe feroient craindre davantage des Ruſſes, & moins de vos citoyens, ſur leſquels elles exercent, dit-on, quelquefois des violences qui peuvent rendre odieux le pouvoir qui les emploie. Tout ce qui eſt utile aux Confédérés, devient

avantageux pour la Porte ; c'eſt ſur ce principe que doit être établie la négociation que je propoſe. Quelques Polonois, monſieur le Comte, voudroient que les ſubſides du grand-ſeigneur vous miſſent en état de lever un corps de troupes aſſez conſidérable pour faire quelqu'incurſion dans les provinces de Ruſſie. Cette puiſſance ſi fière d'avoir une eſcadre dans la Méditerranée, perdroit, diſent-ils, une partie de ſa réputation, parce que la vôtre augmenteroit ; & voyant ſon territoire ouvert à vos armes, ne prétendroit plus dicter impérieuſement les conditions de la paix. Mais qu'arriveroit-il, ſi par haſard les événemens ne répondoient pas à vos eſpérances ? La Porte croiroit que vous l'avez trompée ; & indignée d'avoir été votre dupe, elle n'auroit plus pour vous les ſentimens d'un allié fidelle & conſtant. Je puis être dans l'erreur ; mais il me ſemble que pour affermir une alliance, il ne faut promettre à ſon allié que ce qu'on peut vraiſemblablement exécuter. Or, je le demande, ne ſeroit-il pas imprudent d'oppoſer

à la discipline servile & machinale des Russes, des soldats nouvellement levés, qui ne savent ni obéir ni marcher ensemble ? La petite guerre doit être la guerre des Confédérés ; que leurs soldats partagés en pelotons ne soient nulle part, se portent & se fassent craindre par-tout par leurs surprises : craignez de former un corps d'armée dont la défaite vous laisseroit peut-être sans ressource.

La cour de Berlin est la seule de l'Europe où vous êtes excusables de n'avoir pas négocié. Si l'indépendance de la Pologne entroit dans le système du roi de Prusse, il n'auroit pas manqué de vous en instruire. Puisqu'il ne vous a point prévenus, quels auroient été le fruit & l'objet de vos négociations ? Ce prince, peut-être plus habile politique encore que grand capitaine, a calculé ses intérêts, & sait d'avance la conduite qu'il doit tenir, soit que la fortune conserve ou change la situation présente de l'Europe. On ne peut se flatter ni de l'éblouir ni de le tromper, parce qu'il est lui seul son conseil, & que l'intri-

gue bornée dans sa cour, comme elle doit l'être, à des objets minutieux, n'ose point s'élever jusqu'à lui.

Dans une guerre où les droits de la religion catholique sont attaqués & compromis, il me semble que vous ne pouvez vous dispenser d'avoir un ministre à Rome; c'est par-là que vous auriez dû commencer. Je sais que cette cour n'est plus ce qu'elle a été autrefois: elle n'a aucune influence dans les affaires de l'Europe, elle obéit au contraire à des impressions étrangères, & pour étayer un pouvoir en décadence, c'est aux vertus de l'évangile & non aux ressorts de ce qu'on appelle la politique, qu'il faut avoir recours; enfin il n'est plus temps de publier des bulles & de prêcher des croisades pour venir au secours de la religion. Aussi ne prétendez pas que le ministre de la Confédération supplie le S. Père d'ordonner aux princes de sa communion de se déclarer contre les *dissidens* de Pologne & contre les puissances qui les protégent; mais il auroit pu vous ménager la faveur du saint siége. Si vous l'aviez recher-

chée avec empreſſement, il eût été bien difficile que le pape n'eût pas donné aux Confédérés quelque marque d'eſtime, de bienveillance & de protection ; & vous, monſieur le Comte, qui connoiſſez mieux que perſonne tout le crédit & tout le pouvoir qu'il conſerve dans votre religieuſe patrie, vous jugerez mieux que tout autre quel immenſe avantage les Confédérés en auroient tiré.

La négligence des Confédérés a donné le temps à vos ennemis de négocier à Rome ; & heureuſement pour vous le nonce apoſtolique a été plus habile & plus courageux que ſon maître. Après avoir obtenu par les ſollicitations de vos amis qu'il ne ſeroit point rappelé, il eſt temps que vous agiſſiez par vous-mêmes. Mais notre miniſtre, m'ont dit ici pluſieurs Polonois, ne ſera pas reçu avec la dignité convenable à ſon caractère. Qu'importe ! les grandes affaires tiennent-elles, je vous prie, à ces petites formalités d'étiquette ? D'ailleurs j'oſerois vous répondre, d'après les lumières que vous m'avez communiquées,

qu'il ſera ſecondé dans toutes ſes démarches par les miniſtres de la maiſon de Bourbon. Après vous avoir concilié l'amitié du grand Turc, pourquoi ne vous concilieroit-on pas celle du S. Père ? Si votre agent eſt, comme il doit l'être, homme de qualité, on aura ſans doute pour lui les égards dus à ſa naiſſance & à ſon rang. Mais, ajoutoit-on, il ne pourra pas faire une dépenſe convenable à ſa dignité. Tant mieux ; ſes demandes en auront plus de poids, & l'on jugera qu'il donne aux beſoins de ſa patrie ce qu'il refuſe à ſon luxe. Les catholiques de Pologne ſauront que vous négociez à Rome ; & cela ſeul, quand vous n'obtiendriez preſque rien, ne laiſſeroit pas de donner beaucoup de conſidération aux Confédérés ; parce qu'on eſpérera qu'ils obtiendront davantage. Le nonce du ſaint ſiége, qui ſe ſentira ſoutenu par vos négociations, agira avec plus de zèle à Varſovie. Son exemple décidera de la conduite du clergé, & les Confédérés n'ignorent pas quel eſt ſon crédit. Quelques-uns de vos prélats qui n'oſent prendre aucun parti, ou qui

en changent tous les jours, oseront ne plus blâmer le courage de l'évêque de Cracovie, & s'associer même aux vues nobles, grandes & patriotiques de l'évêque de Caminieck : alors chanoines, curés, moines, tout parlera en votre faveur.

Quoiqu'il soit presque certain que vous ne réussirez pas à obtenir aujourd'hui les secours dont vous avez besoin, il n'est pas moins vrai qu'il faut tâcher d'intéresser toute l'Europe en votre faveur. Il n'y a aucune des puissances qui ne peuvent profiter de votre foiblesse pour s'agrandir, qui pour son honneur ne doive au moins vous consoler & vous montrer des égards. On vous fera des promesses, & elles serviront dès aujourd'hui à entretenir le courage de vos amis, qui peut-être lassés de ce qu'ils souffrent, vous abandonneront si la Confédération ne leur donne pas au moins des espérances. Agissez sans cesse dans toutes les cours, cette conduite inquiétera vos ennemis & partagera leur attention. Enfin le moment de la paix viendra, & vous vous serez fait des médiateurs qui

s'intéreſſeront à vos affaires, & favoriſeront en Pologne les réformes que méditent les Confédérés.

Par exemple, je voudrois que vous euſſiez à Londres un miniſtre qui ſonderoit les diſpoſitions de la cour ; & s'il n'en pouvoit rien attendre, ce qui n'eſt que trop vraiſemblable dans les circonſtances préſentes, il ſe lieroit ſecrétement avec le parti de l'oppoſition. On prouveroit que l'alliance ou la liaiſon de l'Angleterre avec la Ruſſie contre la Porte, eſt contraire à l'ancienne & ſage politique des Anglois, qui dans tous les traités d'alliance défenſive qu'ils ont conclus juſqu'à préſent avec les cours de Pétersbourg & de Vienne, ont formellement ſtipulé qu'ils ne leur donneroient aucun ſecours contre les Turcs. On feroit voir, & rien n'eſt plus vrai, que le commerce des Echelles du Levant eſt plus avantageux à l'Angleterre que celui de la Livonie, de Pétersbourg & d'Archangel, & que par conſéquent il n'eſt pas ſage d'indiſpoſer la Porte pour obliger la Ruſſie. Pourquoi le parti de l'oppoſition, qui

ne cherche que des moyens de rendre le miniſtère odieux ou ridicule pour le perdre & s'élever ſur ſes ruines, ne feroit-il pas valoir ces raiſons importantes ? L'intérêt qu'il prendroit à vos affaires, & les débats du parlement ſur votre indépendance, vous donneroient une ſorte de conſidération en Europe, & certainement chagrineroient vos ennemis. Pourquoi ne croiroit-on pas à Londres qu'il eſt indigne de la dignité du peuple anglois de contribuer à l'oppreſſion d'un peuple libre ? En flattant l'orgueil de l'Angleterre, on peut la pouſſer plus loin qu'elle ne voudroit aller. Puiſqu'elle a penſé que rien n'eſt plus beau pour elle que de maintenir, conſerver & protéger l'équilibre des puiſſances dans le midi de l'Europe, pourquoi ne croiroit-elle pas qu'il manque quelque choſe à ſa gloire, & qu'elle doit jouer le même rôle dans le Nord ? Un négociateur qui met en jeu les paſſions, eſt bien plus ſûr de réuſſir que celui qui ne veut parler qu'à la raiſon. Si le parti de l'oppoſition embraſſoit vos intérêts, le crédit des

Confédérés augmenteroit en Pologne. S'il prenoit le deſſus & s'emparoit du miniſtère, vous vous ſeriez fait des amis puiſſans. Peut-être que les circonſtances ne permettront pas à ce nouveau miniſtère de vous ſervir après ſa fortune, avec le même zèle qu'il vous ſervoit auparavant ; mais il n'oſeroit pas du moins abandonner ouvertement vos intérêts & ſeconder la Ruſſie.

Il me ſemble, monſieur le Comte, que rien n'eſt pire pour vos affaires, que cette eſpèce d'inaction à laquelle paroiſſent s'abandonner les chefs de la Confédération. J'eſpère qu'ils me pardonneront, ou plutôt je ſuis ſûr qu'ils aimeront la liberté avec laquelle je m'exprime. On a trop l'air de ſe tenir ſur la défenſive & de ne prendre aucun parti. *Il faut voir*, *nous verrons*, *il faut attendre*, *il viendra d'autres circonſtances ;* avec ces beaux mots qui imitent la prudence, on laiſſe la fortune maîtreſſe de tout. Ne craignez pas de faire des démarches inutiles : qu'il en réuſſiſſe une, & vous ſerez dédommagés de vos peines : les poli-

tiques les plus heureux ont presque toujours été ceux qui ont multiplié les moyens de réussir ; rien n'est plus fâcheux que de n'avoir, comme on dit, qu'*une corde à un arc*. Comptez jusqu'à un certain point sur la manière dont on traite la politique en Europe ; mais qui vous répondra que la négociation qui raisonnablement devoit laisser le moins d'espérance, ne sera pas celle qui réussira le mieux ? Il y a tant de hasards dans les affaires de ce monde ; elles sont subordonnées à tant d'intrigues, d'intérêts particuliers & de passions qui se contrarient & se succèdent perpétuellement ; elles sont maniées par des hommes quelquefois si ignorans & quelquefois si pervers, qu'on échoue presque aussi souvent dans des négociations raisonnables, qu'on réussit par des prétentions & des demandes insensées.

J'ai dit dans mon mémoire que le Danemarck a un intérêt particulier de désirer l'abaissement de la Russie ; & il seroit inutile de répéter ici les motifs qu'il aura de n'être point tranquille tant que l'ambition d'un czar

de la maiſon de Holſtein ne ſera pas réprimée. Si la cour de Copenhague étoit ſûre que la guerre des Turcs vous rétablira dans tous vos droits, elle oſeroit peut-être ſe déclarer en votre faveur, ou du moins elle ne balanceroit pas à vous donner des ſecours ſecrets. Cette négociation demande beaucoup d'art & de ſageſſe ; car avec une puiſſance qui craint de ſe compromettre il faut bien ſe garder de lui faire des propoſitions trop hardies, elles ne ſerviroient qu'à l'intimider davantage. Votre miniſtre, ſi vous m'en croyez, doit paroître d'abord ne traiter que l'affaire des diſſidens, & ſe contenter des bons offices du roi de Danemarck auprès du roi de Pruſſe & de l'impératrice de Ruſſie. En peignant les malheurs de votre patrie, vous ſeriez en état de juger de la manière dont le miniſtère de Copenhague eſt affecté à cet égard. Vous marcheriez pas à pas. Vous parleriez de l'équilibre du midi de l'Europe, pour avoir occaſion de parler de celui qu'il ſeroit à ſouhaiter d'établir dans le Nord. Vous ferez ſen-

tir les ſuites fâcheuſes de l'aſſerviſſement de la Pologne, & combien il importe à tout le Nord qu'elle pût ſortir de ſon anarchie & former une barrière contre la Ruſſie. Vous voyez, monſieur le Comte, que vous vous inſinueriez par cette marche dans l'eſprit du miniſtère danois ; peu à peu vous le prépareriez à vous écouter avec plus de confiance, & cette confiance plus ou moins grande vous mettra à portée de vous exprimer avec moins de circonſpection. Vous n'obtiendrez pas ſans doute des ſecours dans ce moment ; mais vous vous ſerez fait un ami qui vous ſervira avec zèle quand il faudra travailler à la réforme de votre gouvernement : c'eſt le point capital de vos négociations, & vous ne devez jamais le perdre de vue.

La Suède vous offre moins de difficultés, vous trouverez des amis dans le parti des *chappeaux* dévoués à la France & ennemis de la Ruſſie. Si vous agiſſez en votre nom, il eſt vraiſemblable que vous n'obtiendrez rien ; pour le bien de ſon gouvernement il lui importe d'entretenir la paix, &

ſes finances d'ailleurs ne lui permettent pas de faire la guerre. Mais pourquoi ne vous feriez-vous pas ſes agens auprès de la Porte ? Les Turcs ſont ſi ſtupides, qu'ils ont peut-être oublié leurs anciennes liaiſons avec la Suède, & ignorent qu'elle eſt leur alliée naturelle. Je voudrois donc que votre miniſtre à Conſtantinople rappelât ces vieilles idées au divan. Apprenez à cette puiſſance que les *chappeaux*, qui ont le plus grand crédit dans l'adminiſtration de leur république, ne demandent pas mieux que de faire la guerre à la Ruſſie ; mais que les embarras d'un gouvernement nouveau, auquel tous les eſprits ne ſont pas encore accoutumés, les empêchent de mettre un certain ordre dans leurs finances, arrêtent leur courage & retardent leur vengeance. Calculez ce qu'il en coûteroit pour faire deux ou trois campagnes en Finlande & armer une eſcadre dans la Baltique ; n'oubliez rien pour faire goûter ce projet aux miniſtres du grand-ſeigneur ; plus cette diverſion ſeroit fâcheuſe pour la Ruſſie, plus vous devez étudier les

moyens néceſſaires pour la faire entreprendre.

Mais, monſieur le Comte, il me ſemble avoir eu l'honneur de vous entendre dire que l'ambaſſadeur d'Eſpagne à la cour de France, M. le comte de Fuentès, n'étoit pas inſenſible à la ſituation de votre patrie. Il faudroit profiter de cette ouverture pour négocier à Madrid. J'inſiſte là-deſſus, & je vous inviterois volontiers à négocier dans toute la terre; car il vous importe de paroître toujours agiſſans, & de faire connoître à tout le monde la juſtice de votre cauſe. Plus vous agirez, plus vous ſentirez augmenter votre ardeur, & par les eſpérances qu'on vous laiſſera entrevoir, & par les obſtacles même que vous rencontrerez. Vous trouverez en vous-mêmes des reſſources auxquelles vous n'auriez jamais penſé dans l'inaction. Que vous en coûteroit-il d'envoyer un miniſtre à la cour d'Eſpagne? Nos amis, direz-vous, pourroient ne pas approuver cette démarche. Mais je prendrai la liberté de vous répondre qu'il faut ſe garder de trop dépendre de ſes amis:

c'eſt quelquefois les inviter à prendre trop le ton de protecteurs. Ne les conſultez point ſur les projets que vous croirez utile à vos affaires. Quelques-uns de ces alliés vous en détourneroient, parce qu'ils craindroient que vous ne les jetaſſiez dans quelqu'embarras; & les autres, parce qu'ils voudroient par vanité que vous ne duſſiez qu'à eux ſeuls votre ſalut.

Votre miniſtre prouvera au conſeil de Madrid qu'il doit voir avec inquiétude les Ruſſes dans la Méditerranée; que la Ruſſie ennemie de la France par les alliances qu'elle a contractées avec ſes ennemis naturels, a envoyé des troupes juſque ſur le Rhin, & qu'il importe à tous les princes du midi de renfermer cette puiſſance dans les limites du Nord. L'Eſpagne n'a pas perdu le ſouvenir du rôle qu'elle a fait autrefois dans l'Europe: elle ſera flattée que vous ayez recours à elle. Dites-lui que les liens qui l'uniſſent étroitement à la France, ſont un motif pour vous accorder la même bienveillance que la cour de Verſailles vous montre. Faites voir que la France,

qui

qui eſt votre alliée naturelle, vous protége, parce qu'il eſt de ſon intérêt de vous voir dans une ſituation heureuſe dont elle pourra profiter. Repréſentez que l'Eſpagne, qui ne peut attendre pour elle-même aucun ſecours de la Pologne, doit avoir cependant la même politique, puiſque la maiſon d'Autriche eſt très-puiſſante en Italie, & que la cour de Madrid y doit protéger le roi de Naples & le duc de Parme. Vous obtiendrez ſurement les mêmes ſecours que vous avez obtenus de la France, & il eſt vraiſemblable qu'ils ſeront plus abondans. En un mot, monſieur le Comte, car je ſuis preſſé d'en venir à ce qui regarde la cour de Vienne, il n'y a point de puiſſance à laquelle les Confédérés ne doivent s'adreſſer. L'importance de l'objet ſervira d'excuſe à ce refrain éternel dont je vous rebats les oreilles. Si ces négociations ne vous procurent dans ce moment aucun des ſecours dont vous avez beſoin, ſoyez ſûr qu'elles donneront de la réputation aux Confédérés; vous ranimerez la confiance de vos compa-

triotes, & aurez des amis qui secon-deront la réforme que vous voulez faire dans votre gouvernement.

La maison d'Autriche mérite cer-tainement, & par le bien & par le mal qu'elle peut vous faire, que vous apportiez une attention extrême à toutes ses démarches, & que vous tâchiez de pénétrer ses intentions. Jusqu'à présent le ministre que vous tenez à Vienne n'a rien pu découvrir de certain. Toute la conduite du con-seil impérial est équivoque. Il semble en quelque sorte ne plus tenir à son ancienne alliance avec la Russie; car il ne l'aide pas, & cependant on di-roit qu'il craint de se compromettre avec cette puissance. Que pense-t-il des désastres de la Porte? Croit-il que l'amitié des Russes lui sera désormais moins nécessaire pour contenir les Turcs, autrefois si redoutables. Mais la cour de Vienne est trop éclairée pour ne pas connoître les jeux de la for-tune, & que la force succède quelque-fois à la foiblesse, comme la foiblesse succède quelquefois à la force. Veut-elle profiter de ces circonstances pour

recouvrer Belgrade ? Veut-elle laiſſer à la czarine la gloire de triompher ſeule des Turcs ? Que ſignifient ces armées qu'on aſſemble en Hongrie, & qu'on ne fait pas agir ? Quelles propoſitions fait-on à Conſtantinople ? Quelles ſont ſes relations avec la cour de Berlin ? De quel œil voit-on la Pologne ? On refuſe de traiter avec le miniſtre de la Confédération, mais on donne un aſile au conſeil des Confédérés. Ce ſont-là, je l'avoue, autant d'énigmes que je ne me flatte point de pouvoir expliquer. On ſeroit tenté de croire qu'il y a à Vienne deux eſprits, deux mobiles politiques, dont l'un invite à agir, & l'autre retient dans le repos. Peut-être que cette cour, toujours attachée aux principes d'une politique lente & meſurée, ne s'eſt point encore fait de ſyſtème certain relativement aux troubles qui agitent la Pologne. On ne veut pas favoriſer les projets de la Ruſſie, parce qu'on prévoit qu'elle ne peut établir ſon empire ſur les Polonois & s'approcher ainſi de l'Allemagne, ſans en devenir l'ennemie, de même que

de la maiſon impériale. On ne ſe déclare point contre les Turcs, parce que leur conduite les rend mépriſables dans ce moment, & que leur guerre cependant affoiblit inſenſiblement les forces de la cour de Péterſbourg, & retarde les ſuccès de ſon ambition. On diroit que le conſeil de Vienne attend des circonſtances ou des événemens que je ne devine point, pour combiner avec plus de préciſion & de ſureté les projets qu'il médite en ſecret, ou pour manifeſter avec moins de danger ceux qu'il a déjà formés.

Quoi qu'il en ſoit, c'eſt dans le moment où il délibère encore, qu'il eſt important pour les Confédérés de tenter & de nouer une négociation. Quand cette puiſſance aura fait un pas en avant, & peut-être contraire à vos intérêts, il ſera plus difficile, & je dirois preſqu'impoſſible de la ramener où vous voulez. Je ſens à merveille qu'elle met un grand prix à cet air de myſtère & d'incertitude qu'elle affecte, & que vous n'êtes pas dans une poſture aſſez avantageuſe

pour demander une réponſe cathégorique & la forcer à s'expliquer. Ce que vous ne pouvez pas exiger par la crainte, il faut l'obtenir par la voie conciliatrice de la douceur & des bienfaits; & ce ſeroit ici le temps, monſieur le Comte, d'en venir à l'exécution du projet détaillé dans mon mémoire au ſujet de votre couronne, c'eſt-à-dire, de l'offrir au duc de Saxe-Teſchen ou à un archiduc. Si ce projet eſt agréé par la cour de Vienne, non-ſeulement vous échapperez au joug de la Ruſſie, mais la Confédération recevra dès aujourd'hui des ſecours abondans, pourra exécuter ſa réforme, & forcera tous ſes ennemis à n'y mettre aucun obſtacle.

Si vous propoſez vous-mêmes vos vues, je crains qu'on n'y faſſe aucune attention, ou qu'on ne les rejette même comme un projet chimérique; & voici les raiſons qui me font penſer de la ſorte. On croira que vous offrez ce qu'il n'eſt pas en votre pouvoir de donner; & l'on craindroit de s'engager dans une entrepriſe qui paroîtroit peut-être dangereuſe pour toute

l'Europe, & ſeroit vraiſemblablement accompagnée de beaucoup de troubles en Pologne. La Confédération eſt pour ainſi dire exilée à Epériez, n'ayant point aſſez de force pour être ſans danger dans un de vos palatinats: comment, vous objectera-t-on, oſe-t-elle diſpoſer de la couronne? comment eſt-elle ſûre qu'aucun gentilhomme ne prononcera le *veto*? Vous aurez beau dire qu'elle eſt plus forte qu'on ne croit, que vous avez des amis qui ſont Confédérés dans le cœur, & qui n'attendent qu'une occaſion favorable pour ſe déclarer. On ne comptera pas ſur des amis circonſpects qui n'ont pas le courage de s'aſſocier à votre fortune. On jugera que puiſqu'ils ne veulent rien haſarder en faveur de la patrie, il ſeroit imprudent de haſarder quelque choſe pour eux. D'ailleurs, en ſuppoſant qu'on vous écoute, on vous chicanera ſur la prérogative royale. On ne ſera point content des retranchemens que vous vous propoſez de faire dans la prérogative royale, c'eſt-à-dire, qu'on vous empêchera de

pourvoir efficacement à votre ſureté ; & parce qu'on ſera maître de votre ſecret, on vous contraindra de ſouſcrire à toutes les propoſitions qu'on vous fera.

Dans cette extrémité fâcheuſe, comment les Confédérés peuvent-ils donc donner quelque poids à leurs propoſitions & ſe faire entendre ? Il me ſemble que vous pourriez y réuſſir par le canal ou la médiation de la France ; & puiſque vous exigez, monſieur le Comte, que je vous faſſe part de toutes les idées qui me paſſent par la tête, voici quelle eſt la négociation dont je voudrois que vous fuſſiez chargé par vos commettans.

Vous expoſeriez dans un mémoire, que vos compatriotes ne ſe ſont d'abord confédérés que pour ſe ſouſtraire au joug de la Ruſſie, & rendre à leur patrie ſon indépendance ; mais qu'éclairés enfin par l'expérience de cette longue ſuite de malheurs que la Pologne a éprouvés dans ſon anarchie, ils ne ſe contentoient plus de vouloir recouvrer une liberté toujours incertaine, toujours orageuſe,

& qu'ils vouloient l'affermir solidement, en laissant à leurs enfans une nouvelle constitution qui les mettroit en état de vivre heureux. Ne vous bornant point à exposer les vues générales que vous vous proposez, vous entreriez sans aucun deguilement dans un détail circonstancié des lois & des règlemens que vous méditez au sujet du roi, du sénat, des ministres, des conseils, de la Diète générale & des Diétines. Vous démontreriez ensuite tous les avantages qui doivent nécessairement résulter d'une pareille réforme. On commenceroit enfin à voir un ordre constant dans un pays où tout gentilhomme n'a connu d'autre règle de ses devoirs que ses caprices & ses passions. Vos magistrats n'auroient plus une autorité dont il leur est impossible aujourd'hui de se servir. Vos finances seroient soumises à une règle & à un ordre constans, & vous mettroient enfin à portée de subvenir à tous les besoins de la république. Vous parviendriez, sous cette sage politique, à avoir des milices disciplinées. En un mot, vous ne seriez plus

un état inutile dans l'Europe, ou plutôt une puissance qui étant incapable de prendre une résolution, d'agir & de se mouvoir régulièrement, n'est qu'à charge à ses alliés.

Vous ajouteriez que la Pologne étant par sa position topographique l'alliée naturelle de la France, le ministère de Versailles doit regarder comme son propre bien les forces des Polonois, & qu'il en disposeroit à son gré pour faire des diversions dans le Nord ou du côté de l'Allemagne; & qu'il lui importe par conséquent de favoriser l'entreprise de la Confédération. Vous ne confieriez ce mémoire que sous le sceau du plus grand secret, en remarquant que si quelques états pouvoient soupçonner que vous pensez à arranger votre gouvernement de manière à vous rendre une puissance considérable, vous craindriez de voir naître de toutes parts des obstacles insurmontables à l'exécution de vos projets. Les Confédérés ne déguiseroient point que les habitudes & les préjugés de plusieurs de leurs compatriotes leur donnent de

l'inquiétude ; mais ils assureront qu'ils sont certains d'être secondés par tous les citoyens qui sont las des troubles de la république & ne désirent qu'une tranquillité durable. Vous ajouteriez que toutes les difficultés disparoîtront, quand votre réforme sera protégée par des puissances respectables, dont les ambassadeurs négocieront avec d'autant plus de succès auprès de la nation, qu'elle est accoutumée depuis long-temps à n'agir que par les impressions qu'elle reçoit du dehors.

Nous voudrions, diroient les Confédérés, que la France pût se priver en notre faveur de l'un de ses princes qui sont ses délices & ses espérances ; ce seroit avec la joie la plus vraie & la plus unanime que nous l'élèverions sur le trône. Mais puisqu'une pareille élection alarmeroit plusieurs puissances, & que l'éloignement des lieux ne permettroit pas à la France d'en défendre aisément la légitimité, nous voulons du moins tenir de ses mains le prince qu'il nous importe le plus d'avoir parmi nous, & dont la maison, à portée de nous

donner des secours & de protéger nos droits, favorisera de tout son crédit l'établissement de nos nouvelles lois. Nous avons projeté de demander un archiduc ou le duc de Saxe-Teschen à la cour de Vienne. Mais comme cette proposition pourroit avoir peu d'autorité dans notre bouche, que l'impératrice & l'empereur croiroient peut-être que nous voulons les surprendre par des espérances trompeuses, & qu'ils craindroient même de se brouiller avec leurs alliés & de se faire des ennemis en s'associant à nos projets, nous osons prier le ministère de Versailles de vouloir bien se charger du soin d'entamer cette négociation, qui aura surement un heureux succès dès qu'elle sera commencée sous ses auspices. Les difficultés s'aplaniront, & la cour de Vienne n'hésitera point dès qu'elle sera sûre d'être approuvée & soutenue par la France. Pourquoi le ministère de Versailles se refuseroit-il à la demande que nous prenons la liberté de lui faire, & que nous lui faisons avec la plus grande confiance? Car il est aisé de prouver

qu'elle ne doit être inquiète en aucune manière, en voyant monter un archiduc ou le duc de Saxe-Teſchen ſur le trône de Pologne. Par la nouvelle forme de gouvernement qu'on ſe propoſe d'établir, le roi ne ſera & ne peut être que l'organe de la nation; & la nation, accoutumée depuis longtemps à ſe défier de la maiſon d'Autriche, ne reconnoîtra pour ſes vrais alliés que la France & ſes amis.

Si le traité de Verſailles, direz-vous, a établi une alliance ſincère & durable entre les deux cours, pourquoi la France ne ſaiſiroit-elle pas avec plaiſir l'occaſion de proposer & de terminer une affaire qui ne peut être qu'agréable à l'Autriche, & qui reſſerrera les nœuds de l'amitié? Si cette alliance au contraire eſt ſuſpecte aux puiſſances qui l'ont contractée, ou plutôt, ſi par une ſuite malheureuſe de cette fatalité qui ſemble imprimer une certaine foibleſſe à tous les ouvrages des hommes, les deux cours alliées prévoient avec douleur que rien n'eſt permanent, que tout finit, & que les anciennes

rivalités, plutôt assoupies qu'éteintes, peuvent encore causer de nouveaux différens, ne seroit-il pas heureux pour la France de se préparer dès aujourd'hui un allié qui n'oubliera jamais qu'il lui doit ses lois & son gouvernement, & les forces de même que le bonheur qui en résulteront ?

Voilà, monsieur le Comte, un projet de mémoire & de négociation bien grossier & bien succinct ; mais il seroit inutile d'entrer dans le détail de toutes les difficultés que vous pourrez éprouver. L'essentiel dans toutes les affaires qu'on doit traiter, c'est de prendre bien son poste ; c'est le cas de dire, *dimidium facti qui benè cœpit habet.* Vos lumières & votre expérience, de même que celles de vos amis, suppléront à tout ce qui manque ici. Vous verrez aisément combien il est avantageux aux Polonois d'avoir la France pour médiatrice & pour arbitre dans les affaires qu'ils traiteront avec la maison d'Autriche. Cette puissance voudra sans doute vous imposer la loi, décider de votre gouvernement & du pouvoir que vous devez aban-

donner au roi; mais vous ne ſerez point obligés d'obéir à ſes volontés, parce que le miniſtre françois défendra vos droits & vos intérêts, & qu'il lui importera que vous ſoyez véritablement libres, & que la maiſon d'Autriche, en acquérant une nouvelle couronne, n'acquière pas un trop grand pouvoir.

Je me trompe beaucoup, ou les négociations dont je viens d'avoir l'honneur de vous entretenir dans ce dernier chapitre, doivent procurer de grands avantages à la Confédération. Elles tendent toutes à deux points capitaux pour vous, & qu'il ne vous eſt pas permis de perdre un ſeul moment de vue ſans trahir vos intérêts les plus précieux; l'un, de mettre les Turcs en état de faire déſormais la guerre plus heureuſement qu'ils ne la font, l'autre d'augmenter en Pologne votre conſidération & le nombre de vos amis, & de vous ménager des protecteurs puiſſans & reſpectables, quand il ſera temps de propoſer & de faire agréer par une Diète générale une nouvelle forme de gouvernement.

Il n'eſt en effet pas poſſible qu'en vous voyant toujours agir, vos amis ne vous ſoient plus attachés, que les perſonnes indéciſes ne ſe décident en votre faveur, & que vos ennemis ne vous ménagent. On aura le courage de ſe déclarer ouvertement pour vous, ſi loin de vous oublier vous-même, vous ne négligez aucun moyen de réuſſir.

Je vous prie, monſieur le Comte, de conſidérer la ſituation critique des Confédérés. S'ils ne font pas des efforts continuels pour la rendre plus heureuſe, ils doivent néceſſairement décheoir; vos partiſans vous abandonneront, ou de jour en jour vous ſeront moins attachés, ſi des ſuccès nouveaux ne viennent de temps en temps ranimer leur confiance. Je ne puis trop le redire, votre attention ne doit pas ſe borner à la guerre préſente ni aux moyens d'intimider ou du moins d'inquiéter les Ruſſes. Il faut également vous occuper du moment qui rétablira la paix, & du grand objet de la réforme de votre gouvernement. Si vous réuſſiſſez dans ces

négociations, & ſur-tout dans celles de Rome & de Vienne, il eſt aiſé de juger que les Confédérés pourront établir ſans beaucoup de peine, tout ce qu'ils jugeront le plus utile à la patrie. Rien ne leur réſiſtera quand ils ſeront ſecondés du nonce de la cour de Rome & des miniſtres de l'empereur, de la France, de l'Eſpagne, de la Suède & du Danemarck. Il eſt temps de vous faire un ſyſtème ſuivi de conduite, ſi vous ne voulez pas toujours dépendre des événemens & des caprices de la fortune.

Au château de Liancourt, ce 9 juillet 1771.

DE LA SITUATION POLITIQUE DE LA POLOGNE EN 1776.

POUR répondre, mon cher Cléante, à vos questions sur la situation présente de la Pologne, ses intérêts, ses craintes & ses espérances, je ne puis mieux faire, je crois, que de vous rendre compte d'une conversation que j'ai eue il y a quelques jours avec M. le comte Wielhorski. Nous prenions ensemble notre chocolat, lorsqu'on lui apporta des nouvelles de la Diète confédérée de Varsovie. On lui apprenoit que l'autorité du conseil permanent étoit solidement affermie, que les grands généraux de la couronne & de Lithuanie, ainsi

que les autres miniſtres, ne pourroient plus abuſer des prérogatives de leurs charges, & que la ſubordination alloit ſuccéder à l'anarchie. Notre correſpondant, aſſez bon homme pour croire que rien n'eſt plus aiſé que de rétablir le bon ordre, croyoit déjà voir arriver le bonheur à la ſuite de la juſtice, de la paix & de la concorde. Il nous aſſuroit que les affaires alloient être traitées avec plus de régularité, & qu'en peu d'années la Pologne avec ſon premier génie reprendroit ſon ancienne réputation.

Dieu le veuille, dit le Comte d'un air affligé, & que notre malheureuſe patrie puiſſe enfin ſous la protection des lois jouir d'une liberté tranquille. Mais je vous l'avoue, continua-t-il, depuis que j'ai été chargé des plus grandes affaires, & que j'ai vu de près comment on les traite, je n'oſe m'abandonner à de douces eſpérances. Pour vous, monſieur l'abbé, je crains de vous demander ce que vous penſez. Je connois vos principes, vous n'êtes point conſolateur; & bien loin de croire aux converſions ſubites,

vous penſez qu'un premier vice en fait toujours naître un ſecond, & qu'un peuple qui eſt corrompu aime la corruption, & ſeroit bien fâché de ſe corriger. N'importe, & puiſque nous en avons le temps, je voudrois que nous traitaſſions à fond de la ſituation de la république; donnez-moi, ſi vous le pouvez, des motifs d'eſpérer. Mais ſi la Pologne eſt perdue, ſi vous la croyez pouſſée à ſa ruine par une fatalité invincible, détaillez-moi, je vous prie, vos raiſons. Ne me ménagez pas, j'aurai aſſez de courage pour entendre les vérités les plus fâcheuſes.

Vous avez raiſon, monſieur le Comte, de chercher à fixer vos incertitudes; & vous n'auriez beſoin pour cela que de vos lumières, ſi votre amour de la patrie ne vous déguiſoit en quelque ſorte les principes que vos connoiſſances politiques vous ont donnés. Vous paſſez ſucceſſivement de la crainte à l'eſpérance, & de l'eſpérance à la crainte; & rien n'eſt plus cruel que ce flux & ce reflux de ſentimens oppoſés. Je l'ai éprouvé par

moi-même. Né, sans me flatter, pour aimer ma patrie en républicain & m'y dévouer, vous ne sauriez croire tous les chagrins que m'ont donnés les sottises de notre gouvernement. J'étois tourmenté comme un honnête homme qui aime une coquette dont il ne peut se détacher, & qui apprend tous les jours quelqu'une de ses perfidies. Comme un sot, j'aimois à me faire illusion, je croyois aux belles promesses dont on ornoit le préambule d'un édit; plus ma foi avoit été vive, plus j'étois affligé, quand huit jours après je voyois, à n'en pouvoir douter, que cet édit qui devoit être irrévocable & perpétuel ne subsistoit plus. Malgré mon opiniâtreté, on m'a corrigé, monsieur le Comte, & il faut convenir que la Pologne aussi ne s'y prend pas trop mal pour vous corriger. Depuis qu'enfin je me suis bien mis dans la tête qu'il faudroit des miracles du premier ordre pour que la France fût bien gouvernée, vous ne sauriez croire de quelle tranquillité douce je jouis. Fait-on une sottise, je m'y attends & je suis consolé; une

opération eſt-elle raiſonnable, je jouis du plaiſir de la ſurpriſe : c'eſt autant, comme on dit, de pris ſur l'ennemi. Je me réjouis de tout le mal qui pouvoit arriver & qui n'arrive pas. Tâchez d'acquérir la même quiétude, en prenant la philoſophie la plus convenable à la ſituation de la choſe publique. Votre état diſtingué en Pologne, le rôle que vous avez fait dans la Confédération de Bar, votre gloire, votre réputation, la fortune, le ſort de meſſieurs vos fils, tout vous oblige à faire l'examen le plus ſérieux & le plus approfondi des mœurs, des vices, des vertus, des préjugés & des erreurs qui doivent décider de la fortune de votre république. Puiſque vous le voulez, je vous dirai très-librement tout ce que je penſe, je ne vous déguiſerai rien ; je vous parlerai avec le plus de force qu'il me ſera poſſible, parce que je le dois à notre amitié, & que d'ailleurs ne prétendant point être infaillible, je ſoumettrai toujours mes réflexions à vos lumières.

Croire que votre république ſub-

ſiſte, parce que vous avez encore un territoire, un roi, un ſénat, un conſeil permanent, vos grands officiers, & qu'on n'a pas proſcrit les noms de Diète, de nonces & Diétine ; ce ſeroit une erreur & prendre une ombre pour le corps. Si toute ſociété eſt diſſoute & ne ſubſiſte plus, dès que privée de ſon indépendance elle n'eſt plus la maîtreſſe de ſes lois, que peut-on penſer de la Pologne ? N'éprouvez-vous pas dès ce moment que vous n'êtes que la province d'une puiſſance étrangère ? Si vous n'êtes pas les dupes des ménagemens qu'on veut bien encore avoir pour vous, & par leſquels on vous façonne & vous accoutume inſenſiblement à la ſervitude, ne voyez-vous pas que votre roi n'eſt en effet que le lieutenant du comte de Stalkelberg qui règne véritablement à Varſovie ? Les troupes Ruſſes qui, par la terreur qu'elles répandent, ne vous permettent pas de penſer en hommes libres, vous amuſent par une vaine décoration de Diétines & de Diète : on vous donne la permiſſion de délibérer, pourvu que vous ne choiſiſ-

ſiez que des nonces agréables à la Ruſſie, & qu'avant que de traiter une affaire on vous ait appris comment vous devez la décider. Sans vous défendre d'agir, & vous ordonner d'une manière poſitive d'obéir, on vous a lié les pieds & les mains.

Ce n'eſt plus une choſe douteuſe, monſieur le Comte, après la manière dont les Ruſſes ont empêché pluſieurs ſeigneurs dont on craignoit le patriotiſme de ſe rendre à vos Diétines antécomitiales. Vous avez vu un de vos voiſins & de vos parens gardé priſonnier chez lui par une compagnie de Coſaques. Vos Diétines, bloquées par des troupes étrangères qui ne permettoient pas aux gentilshommes ſuſpects de s'y rendre, n'ont eu de liberté que pour ſe donner inutilement quelques coups légers de ſabre. Votre neveu, le fils du grand Echanſon, a été obligé de ſe déguiſer en palefrenier pour tromper la garde ruſſe & parvenir juſqu'au lieu où ſe tenoit l'aſſemblée du palatinat de Volhinie. Nous avons tous entendu parler de ce qui s'eſt paſſé à Varſovie, quand les nonces des

palatinats s'y furent rendus pour l'ouverture de la Diète. On fit l'honneur à quelques mutins de les craindre, tandis qu'il étoit si aisé de les adoucir en les menaçant de ravager leurs terres; & pour s'en débarrasser, on changea la Diète en Confédération. On a permis de prononcer encore quelques discours pleins de verbiage qui n'ont fait ni bien ni mal, & qu'on punira bientôt comme des crimes d'état, quand le tribunal qu'on a établi pour connoître des crimes de lèse-majesté & de trahison, condamnera au dernier supplice le courage, la fermeté, le patriotisme, l'amour de la liberté, & fera respecter la foiblesse, la lâcheté & l'amour de la servitude. En un mot, une assemblée Polonoise a fait tout ce qu'il falloit pour affermir l'empire de la Russie, du roi de Prusse & de la cour de Vienne sur la Pologne.

Votre indépendance ne seroit peut-être pas perdue sans retour, si vous ne dépendiez que de la Russie, à qui vous avez eu l'imprudence de demander la garantie de vos lois, & qui vous l'a bénignement accordée pour vous asservir.

l'asservir. Il pourroit se faire que cette puissance, troublée par quelque révolution domestique, ou distraite par quelque guerre étrangère, vous fournît quelque occasion de secouer le joug; & l'espérance de la liberté vous rendroit peut-être dignes de la recouvrer. Mais par malheur le roi de Prusse & l'impératrice-reine ne vous dominent pas moins que la Russie, & ces deux puissances vous feroient sentir le poids de leur autorité, si la czarine ne s'étoit pas chargée de ce noble emploi. Ne vous y trompez pas, quoique cette princesse gouverne arbitrairement vos affaires, elle n'est que l'instrument de ses deux alliés, qui sont bien-aises qu'un autre fasse pour eux les injustices & les vexations qui leur sont utiles : on lui permet de se consoler ainsi du dommage réel que lui a fait le traité du partage. Vous devez donc juger qu'étant entourés de trois ennemis redoutables & qui n'ont qu'un même intérêt, il vous est impossible de reprendre les droits qui vous appartiennent. Ces idées de république & de patriotisme qui fermentent encore dans quel-

ques têtes, s'effaceront peu à peu ; ſans trouble & ſans révolution, la Pologne ſe trouvera partagée, & peut-être que ce ſiècle doit ſervir d'époque à cet événement ſiniſtre.

Tant s'en faut, monſieur le Comte, que je ſois ſurpris de la ſituation déplorable où vous vous trouvez, & des dangers dont vous êtes menacés, que j'admire au contraire comment vous avez pu vous ſoutenir juſqu'à préſent. Je ne vous parlerai point de votre gouvernement monſtrueux, dont les pièces, mal aſſorties & peu faites les unes pour les autres, ont toujours dû produire un effet contraire à celui que vous en attendiez. Cette matière eſt épuiſée entre nous, & je vous prie ſeulement de vous rappeler ce que j'ai écrit à ce ſujet pour ſatisfaire votre amour de la patrie, & dans un temps où vous vous flattiez de pouvoir réformer vos lois & d'établir votre gouvernement ſur des proportions plus raiſonnables.

Dans le ſiècle dernier vous fûtes menacés d'un grand danger, lorſque la Suède ſortit de la barbarie ſous

l'adminiſtration de Guſtave Adolphe. Ce prince, comparable aux plus grands capitaines de l'antiquité, ſe créa pour ainſi dire une nation nouvelle; il établit dans ſes troupes cette diſcipline ſavante & ſévère qui aſſure la victoire; & il auroit fait ſans doute éprouver à la Pologne les plus grands déſaſtres, ſi l'alliance de la France ne l'avoit arraché aux affaires de Livonie, pour occuper ſon ambition dans l'Empire contre la maiſon d'Autriche. Vos pères profitèrent de cette faveur de la fortune ſans faire la moindre réflexion. En voyant le danger auquel vous échappiez, il me ſemble que vous auriez dû imiter les Suédois, & vous mettre en état de leur réſiſter, ſi leur ambition, ſatisfaite en Allemagne, ſe tournoit encore du côté du Nord.

Point du tout, vous ne ſongeâtes à aucune réforme, & vous continuâtes à faire la guerre comme les anciens Sarmates. Cependant Pierre I occupa le trône de Ruſſie; & ce prince qu'il faudroit mettre au rang des plus grands hommes, ſi ſes connoiſſances avoient

égalé ſes talens naturels, retira ſa nation de l'extrême barbarie où elle étoit plongée. La Ruſſie, ignorée dans l'Europe, y devint une puiſſance conſidérable. Ses troupes mépriſées ſe formèrent au point de battre les Suédois; & ſes finances, adminiſtrées avec autant d'économie que d'induſtrie, la mirent en état de former les plus grandes entrepriſes. Cette ſeconde leçon fut encore inutile aux Polonois; ſans émulation, ſans jalouſie, ſans inquiétude, ils n'imaginèrent point que la Ruſſie, qu'ils mépriſoient, abuſeroit infailliblement de ſes nouvelles forces, & que le principal effort de ſon ambition devoit ſe porter ſur leurs provinces. Cette ſécurité eſt inconcevable, & on ne peut l'expliquer, monſieur le Comte, qu'en diſant que vos compatriotes n'étoient pas aſſez éclairés pour ſentir ce qui leur manquoit, & connoître le prix des établiſſemens de Pierre I.

Quoi qu'il en ſoit, la maiſon de Saxe connut mieux ſes intérêts que votre république ne comprit les ſiens. Tandis que vous vous endormiez bon-

nement sur la foi de l'équilibre de l'Europe dont vous aviez entendu parler, & que vous ne doutiez point que toutes les puissances ne s'armassent en votre faveur, si on vouloit vous subjuguer; vos rois saxons s'attachèrent à la cour de Pétersbourg, & recherchèrent son amitié pour conserver la couronne que vous leur aviez donnée. Leurs complaisances furent serviles, & ne balançant point à avilir la dignité dont ils étoient si jaloux, ils sacrifièrent à leur ambition l'indépendance de la Pologne. Tout le monde le sait, le ministre d'Auguste III se regarda comme l'esclave de la Russie, & pour vous soumettre à son maître il vous soumit à la Russie. Par la plus étonnante des politiques, vous vous accoutumâtes de votre côté à ne regarder votre roi que comme le lieutenant du czar, & vous sollicitâtes à Pétersbourg les grâces qu'on devoit vous accorder à Varsovie.

Telle étoit votre situation, lorsque l'impératrice de Russie trouva beau de donner votre trône à un gentilhomme qu'elle avoit honoré de ses

bontés. Une pareille fantaisie peut flatter la vanité d'une femme romanesque. Elle espéroit d'ailleurs que ce roi, étonné de sa fortune & dont l'élévation devoit lui faire mille ennemis, ne pourroit se soutenir que par sa protection ; & c'étoit un prétexte pour avoir une plus grande influence dans vos affaires. L'ambition succéda à la galanterie, & la cour de Pétersbourg voulut consommer l'ouvrage de votre servitude. La Confédération de Bar se forma, & la Porte vint à votre secours. Si ses armées avoient eu quelques succès, il est certain que la Russie, épuisée par une entreprise au-dessus de ses forces, se feroit vue dans l'impuissance de dominer sur la Pologne, & que vous auriez peut-être pu exécuter les projets de réforme que votre amour de la patrie avoit médités : mais les Turcs, engourdis par une paix de trente ans, n'ont su que fuir, & leur retraite a permis à la czarine de régner à Varsovie.

Pour mieux développer tous les périls de votre situation actuelle, permettez-moi, monsieur le Comte,

de vous rappeler encore quelques faits qu'il eſt important de ne pas perdre de vue. Il ſemble que la fortune ſe ſoit plu à raſſembler pluſieurs circonſtances extraordinaires pour travailler plus ſurement à votre perte. Le père du roi de Pruſſe avoit préparé les fondemens d'une grande puiſſance ; il avoit amaſſé beaucoup d'argent ; ſes troupes étoient exercées à une ſavante diſcipline, & ſon ſucceſſeur devoit réunir à de très-grands talens pour la guerre & la politique une ambition démeſurée & nullement délicate ſur les moyens de réuſſir. Malheureuſement pour la Pologne, au lieu de porter ſes forces dans le midi ou le couchant de l'Allemagne, ce prince en fit l'eſſai ſur la Siléſie. Pouvoit-il être votre voiſin & ne pas s'appercevoir de votre foibleſſe ? Pouvoit-il voir votre foibleſſe & ne pas déſirer de s'emparer de tous les pays que vous lui avez cédés, & qui joignent ſes états d'Allemagne à la province qui lui donne le titre de roi ? C'eſt votre faute ; pourquoi vos diviſions & le déſordre extrême de vos

lois & de vos affaires ont-ils exposé la cour de Berlin à une tentation qu'il étoit si doux de ne pas rejeter ? Je voudrois de tout mon cœur connoître tous les détails de l'art avec lequel le roi de Prusse a préparé, ménagé & terminé cette importante négociation; les peuples qui ne se conduisent pas avec plus de prudence que la Pologne en pourroient tirer une utile instruction. Il n'en falloit pas tant pour vous perdre, monsieur le Comte, car vous conviendrez aisément que vous n'avez rien à opposer aux forces réunies du roi de Prusse & de la Russie. Mais la fortune a voulu signaler ses coups par une ligue encore plus considérable. Malheureusement pour vous, un de de nos ministres, aujourd'hui cardinal, s'étoit avisé de faire son traité de Versailles; & depuis cette alliance, l'ambition de la maison d'Autriche étant oisive de notre côté & du côté de l'Italie, & contrainte par la peur que lui inspire le nom du roi de Prusse, ne cherchoit qu'à se déborder, pourvu que ce fût sans s'exposer à de trop grands périls. L'impératrice-reine, ou

plutôt ſon conſeil, a donc eu auſſi une tentation agréable. Il a fallu ſuccomber, & votre république ſe trouve enveloppée par trois puiſſances ennemies, dont j'admire la bonté & la modération, quand je vois qu'elles ne ſe ſont emparées que d'une partie de vos domaines.

Je n'ai jamais été la dupe des reſcrits de la Ruſſie; & malgré toutes les aſſurances d'amitié & de protection qu'elle vous donnoit, j'étois bien perſuadé qu'elle ne cherchoit qu'à vous tromper, & qu'elle feroit tous ſes efforts pour vous aſſervir. Je me pardonne preſque d'avoir ajouté foi aux déclarations de la cour de Vienne: c'eſt une puiſſance qui ſans doute a commis beaucoup d'injuſtices; mais bien ou mal elle a toujours voulu les pallier. Cette cour ſe conduit par une vieille routine; elle imagine peu: d'ailleurs il me paroiſſoit aſſez vraiſemblable qu'occupée de ſa haine contre le roi de Pruſſe, & ne comptant que médiocrement ſur notre alliance, elle ne ſongeât point à s'agrandir à vos dépens. Mais je vous l'avoue, c'eſt une grande

ſottiſe à moi, qui fais auſſi peu de cas de la morale du roi de Pruſſe, que j'eſtime ſon habileté à manier les eſprits & faire des hommes ce qu'il lui plaît, d'avoir cru qu'il n'oſeroit point vous piller, après avoir déclaré de la manière la plus authentique qu'il ne vous demandoit rien & ne déſiroit que votre tranquillité : je me ſais très-mauvais gré de n'avoir pas vu une choſe qui devoit me ſauter aux yeux. C'eſt nous qui par nos traités de partage à la fin du dernier ſiècle, avons donné le mauvais exemple de diſpoſer des ſucceſſions & des états ſans le conſentement des perſonnes qui y ſont intéreſſées. Ce que vous venez d'éprouver n'eſt qu'une miſérable copie de notre politique. Dieu ſait l'abus que la méchanceté humaine en fera ; un premier ſuccès ne fait qu'enhardir l'injuſtice & l'ambition : ſoyez donc ſûr, monſieur le Comte, que vos ennemis, qui ſe trouvent très bien de vos dépouilles, ne ſeront point contens qu'ils ne ſe ſoient emparés du reſte de la Pologne.

Plus j'y réfléchis, plus je ſuis con-

vaincu que c'eſt-là le dénouement auquel vous devez vous attendre. Rien n'eſt plus comique que le ſpectacle que préſente votre Diète Confédérée. Vos ennemis, ſans doute, rient de bon cœur quand ils voient qu'on délibère gravement, & qu'on débite de grands lieux communs ſur la liberté des Polonois, la dignité des grands & le bonheur de la Pologne, tandis qu'ils vous forcent de leur obéir, & d'ériger en loi tout ce que vous dicte leur politique. Le premier bien d'un état c'eſt ſon indépendance: ſans cela il ne peut avoir ni volonté, ni lois, ni règle, ni mouvement qui lui appartiennent, & il eſt emporté malgré lui par des impulſions étrangères. Au lieu de ſe plaindre de la dégradation des grandes charges, de regretter leurs prérogatives, ou d'eſpérer que la ſageſſe du conſeil permanent va ramener parmi vous la proſpérité, ne ſeroit-il pas plus raiſonnable de voir tout ſimplement ce qui eſt, c'eſt-à-dire, qu'on ne fait que vous préparer à la grande révolution que méditent vos ennemis?

Il eſt évident, ſi je ne me trompe, que toutes vos nouvelles lois & vos nouveaux établiſſemens ne tendent qu'à donner au roi une autorité abſolue. Le conſeil permanent ne ſera que l'organe de ſa volonté; & comme on a exclu de la Diète tous les nonces dont on craignoit la mutinerie, je gage qu'on ne placera dans le conſeil permanent que les hommes les plus foibles ou les plus avides de faire fortune. On ne cherche qu'à vous faire oublier votre république. Je gage encore qu'avec les tribunaux extraordinaires qu'on vient d'établir pour juger des crimes de lèſe majeſté & de trahiſon, on forcera bientôt les Polonois d'oublier leurs anciens priviléges, ou du moins de n'oſer pas en parler. Vos ennemis ſavent à merveille que vos grands, qui préférent leur grandeur à la république, paſſeront ſans regret ſous la domination du roi de Pruſſe, de la cour de Vienne & de la Ruſſie, quand dépouillés de la décoration qui les entoure, on les aura accoutumés à ſe confondre dans la foule des courtiſans du roi

de Pologne. Félicitez-vous, monsieur le Comte, de la solitude où vous vivez. Il est digne de votre sagesse de vous tenir à l'écart : s'il est lâche d'abandonner sa patrie quand on peut encore espérer quelque bien, il est insensé d'y travailler contre toute espérance.

Il faut, dit-on, temporiser : il faut, par des complaisances, retarder votre ruine : le temps est un grand maître, il peut faire naître de nouvelles circonstances qui permettront à l'Europe de venir au secours de la Pologne. Fort bien ; mais je réponds qu'on sert mal, ou plutôt qu'on ne sert point une nation dont on n'attend aucun secours. Pour empêcher un second partage de la Pologne, pourquoi l'Europe, je vous prie, feroit-elle ce qu'elle n'a pas fait pour empêcher le premier ? Il étoit plus aisé, il y a trois ou quatre ans, d'imposer à vos ennemis & de les intimider, que de leur arracher aujourd'hui la proie dont ils se sont saisis. Il importe, j'en conviens, à l'Europe de rétablir la Pologne dans son indépendance & tous ses droits ; mais il lui importoit également de ne

la pas laiſſer écraſer : on a ſouffert patiemment votre décadence, & on ſouffrira patiemment votre ruine.

J'entends dire de tout côté que les Provinces-Unies, l'Angleterre & la France ouvriront enfin les yeux, & ne négligeront plus les affaires du Nord. Je réponds que plus ces trois puiſſances ouvriront de grands yeux, plus elles verront qu'elles ne doivent point ſe mêler de vos affaires. Par la poſition de ſes provinces, la Ruſſie ne peut être attaquée que par la Porte & la Suède ; & vous ſavez, monſieur le Comte, dans quelle ſituation ſe trouvent ces deux puiſſances. A la manière dont l'une a fait ſa paix, on juge ſans peine qu'elle n'eſt point tentée de prendre ſa revanche ; quand on eſt aſſez lâche pour laiſſer languir ſa vengeance, on finit bientôt par s'accoutumer aux affronts : à l'égard de la Suède, vous ſentez que depuis la dernière révolution, ſon roi ſe gardera bien de ſe brouiller de gaieté de cœur avec la Ruſſie. Il ſait que ſon gouvernement déplaît à un parti conſidérable qu'il faut ſurveiller avec

ſoin, & qu'il ſuffiroit d'une bataille perdue en Finlande pour faire diſparoître le pouvoir arbitraire & rétablir la liberté. Si la Suède ne reçoit pas de ſecours étrangers, elle eſt trop foible pour meſurer ſes forces avec la Ruſſie; mais de qui recevra-t-elle ces ſecours?

Le roi de Pruſſe jouit du fruit de ſa réputation : on le hait beaucoup, mais on le craint davantage, & perſonne n'oſera l'attaquer. A l'égard de la cour de Vienne, je crois que dans ce moment elle n'a aucun ennemi à redouter. Notre alliance lui donne dans l'Empire un grand crédit; & ſi ſes forces & ſon ambition inquiètent quelques puiſſances étrangères, elles diſſimuleront leur chagrin en attendant des circonſtances plus heureuſes.

Mais enfin, monſieur le Comte, quand la ſituation de vos ennemis ne ſeroit point telle que je viens de vous la préſenter, comment vos compatriotes, s'ils avoient quelque connoiſſance de l'Europe, pourroient-ils compter ſur la Hollande, l'Angleterre & la France? La guerre de 1741

a été l'époque fatale de toute la grandeur des Provinces-Unies. L'illusion s'est dissipée, & dès que la foiblesse de cette république a fait voir qu'elle n'étoit qu'à charge à ses alliés, on a négligé son amitié, & elle n'a plus été comptée parmi les puissances qui donnent le mouvement aux affaires de l'Europe. Les Hollandois ont compris qu'un état qui ne vit que de son commerce, ne doit pas témérairement vouloir faire le rôle de juge ou d'arbitre dans les querelles ambitieuses des rois. Après s'être ruinés pour soutenir des guerres qui devoient leur être indifférentes, & dont ils auroient pu profiter pour étendre les relations de leur commerce, ils ont enfin adopté les principes par lesquels ils auroient dû se conduire, quand la paix de Westphalie eut assuré leur liberté & fait reconnoître leur indépendance. Que la Pologne produise des grains & qu'on les vende à Dantzic, voilà ce qui les intéresse; mais que les Polonois & les Dantzickois soient les maîtres chez eux ou obéissent à des princes étrangers, vous pouvez compter que

rien ne leur eſt plus indifférent. Quand le roi de Pruſſe ne ſeroit pas en état de contenir les Provinces-Unies par la crainte de ſes armes, ſoyez ſûr qu'elles s'accoutumeront à traiter de vos bleds auſſi facilement avec les commiſſionnaires pruſſiens qu'avec vous-mêmes : tout ſe réduit en Hollande à calculer les produits d'une entrepriſe, & je ne vois pas pourquoi elle achèteroit chèrement l'honneur inutile de défendre votre liberté.

L'Angleterre ouvre un vaſte champ aux méditations des politiques ; & comme les Polonois nous enſeignent quels maux l'anarchie entraîne après ſoi, les Anglois nous apprendront bientôt combien il eſt dangereux d'abuſer de ſon pouvoir, & de ſacrifier la juſtice à ſon ambition & à ſon avidité. En rendant compte dans mon *Droit public*, de la paix qui nous a fait perdre le Canada, j'ai prédit le ſoulèvement des colonies angloiſes. Depuis, monſieur le Comte, j'ai eu l'honneur de vous dire bien des fois que la querelle qui éclatoit en Amérique ne pouvoit point être apaiſée, parce qu'il

étoit impossible de trouver un point de conciliation entre l'Angleterre & ses colonies. Les Américains se conduisent avec une prudence & un courage que depuis long-temps nous ne connoissons plus en Europe, & ils finiront par former des républiques indépendantes.

Tant que cette guerre subsistera, & elle subsistera jusqu'à ce que l'orgueil humilié des Anglois sente son impuissance à conserver son empire, l'Angleterre ne peut être d'aucun secours à la Pologne, & tous les événemens de la mer Baltique lui seront indifférens. Quand la paix sera enfin rétablie, quelle pensez-vous que sera la situation des Anglois ? Dans quel délabrement affreux ne se trouveront pas leurs finances & leur commerce ! Si je voulois m'abandonner à des conjectures, que ne pourrois-je pas vous dire du discrédit où se trouveront les auteurs & les instigateurs de la guerre ! Que de révolutions ! que d'emportemens ! que de lâchetés ! combien de fripons, abusant des maux de la patrie, ne lui permettront pas

de rassembler les débris de son naufrage ! Mais il ne s'agit pas de cela, & je me borne à dire qu'il s'écoulera beaucoup de temps avant que l'Angleterre puisse se mêler des affaires du nord ou du midi de l'Europe. Trop heureuse si faisant un retour heureux sur elle-même, elle pouvoit se borner à faire fleurir son île, corrigeoit les vices de son gouvernement, & songeoit plus à l'équilibre de ses magistratures qu'à celui de l'Europe.

Pour nous, monsieur le Comte, vous pouvez vous rappeler ce que j'ai pris la liberté de vous dire cent fois, quand vous vous plaigniez à Paris, de l'extrême mollesse avec laquelle notre gouvernement secondoit la Confédération de Bar. Nous avons engagé la Porte à faire la guerre en votre faveur ; c'est ce que pouvions faire de mieux, & ce n'est pas notre faute si les Turcs ne sont plus ce qu'ils ont été autrefois. Nous vous avons payé des subsides bien inférieurs à vos besoins & bien indignes de notre magnificence ; nous vous avons prêté quelques officiers ; nous ne pouvions pas

mieux faire, nous craignions de nous compromettre, & nous avions raiſon : quand nous aurions fait la guerre, vous ne vous en ſeriez pas mieux trouvé, & nous aurions été nous-mêmes trop embarraſſés de notre entrepriſe pour être utiles à nos amis. Songez à notre ſituation ; nous ſommes accablés des vices différens que nous ont donnés les règnes éternels de Louis XIV & de ſon ſucceſſeur ; & je ne conçois point comment l'Europe eſt aſſez aveugle pour nous regarder encore comme une puiſſance formidable. L'amour de l'argent, notre luxe & les plaiſirs ont énervé toutes les ames. Ce feu qui développe les talens eſt éteint. Nous n'avons plus en nous-mêmes cette séve qui produit les grands hommes, nous n'avons ni généraux ni miniſtres, & l'état eſt traité par les François comme une ville priſe d'aſſaut & abandonnée au pillage. Vous avez vu comme tout alloit quand nous ſommes partis de Paris ; & par les lettres que nous recevons, vous voyez que le vent de l'intrigue, des cabales & des partis

cauſe des tempêtes continuelles ſur la mer orageuſe de Verſailles ; & pour comble de maux, point de pilote, point de bouſſole, point de voile. Il me paroît bien extraordinaire que vos compatriotes eſpèrent de trouver leur ſalut dans la France, tandis que je ne puis m'empêcher de prévoir les diſgraces qui doivent bientôt fondre ſur elle, & qui dévoileront à tous les yeux notre foibleſſe.

Vous avez ſervi votre patrie, monſieur le Comte, tant que vous avez pu eſpérer de la ſervir utilement ; & ce n'eſt qu'à la dernière extrémité, que vous avez ceſſé d'eſpérer. Quand les chefs de votre Confédération exilés, proſcrits, & ſans aſile, n'ont pu oppoſer à vos ennemis qu'une vaine proteſtation, vous avez pris le parti de vous retirer ſur vos terres : que pouviez-vous faire de plus ſage ! Attaché à un parti vaincu & détruit, vous n'auriez point joui dans un pays étranger, de la conſidération qui vous eſt due : les hommes ne ſavent eſtimer que la proſpérité. Vos lumières ne vous permettoient pas de vous aban-

donner aux eſpérances trompeuſes que conſervent quelques-uns de vos compatriotes, qu'on plaint en tâchant d'approuver leur zèle. Votre probité vous défendoit de vous mêler parmi ces traîtres qui croient remplir leur devoir de citoyens, en réſiſtant mollement à l'injuſtice. Il faut renoncer à tous les projets de réforme qui vous ont agréablement occupés. Je prends la liberté de vous le répéter : ſi l'ambition de vos ennemis étoit ſatisfaite de domaines qu'ils vous ont enlevés, ils vous rendroient votre indépendance. Vos compatriotes ſe trompent, s'ils ſe flattent de conſerver ce reſte de république qu'on a laiſſé ſubſiſter. Vous avez beſoin de ramaſſer toutes les forces de votre courage. Vous devez imiter ces ſages qui prennent ſoin de leur ſanté, & ne refuſent aucun remède tant que leur médecin leur dit qu'ils en peuvent revenir. Mais leur déclare-t-on que l'art ne découvre plus aucune reſſource, ils voient la mort d'un œil tranquille, & l'attendent ſans terreur.

Je vous écoute avec attention, me

dit alors le Comte, & je prie le ciel que vous n'ayez pas raiſon. Vous perdez trop aiſément l'eſpérance. Nous avons trop à perdre pour que les malheurs dont vous nous menacez, & qui ſont en effet ſuſpendus ſur nos têtes, ne nous retirent pas enfin de notre engourdiſſement. Nous ouvrirons les yeux, nous ferons un effort, & notre déſeſpoir nous tiendra lieu de politique. Nos ennemis penſent-ils que des traités que la fraude, l'injuſtice & la violence nous ont extorqués, nous privent du droit de veiller à notre conſervation ? Vous ne connoiſſez pas les prodiges que peut produire l'amour de la liberté. Connoiſſons nos frères, ne déſeſpérons pas de notre ſalut, & nous parviendrons à ſecouer le joug.

Je le ſouhaite, monſieur le Comte, & ce n'eſt que malgré moi que je combats l'illuſion que vous fait votre amour de la patrie. Réfutez-moi, prouvez-moi, je vous en conjure, que j'ai tort, & je vous remercîrai de ma faute avec tranſport. Mais, ſi vous vous trompez, il vous importe

trop de vous débarraſſer de votre erreur, pour que mon amitié n'examine pas avec le plus grand ſcrupule, ce que vous me faites l'honneur de me dire; & je le ferai avec le plus grand ſoin & la plus grande méthode.

Vous m'accuſez d'abord de déſeſpérer trop de votre ſalut; & je puis vous proteſter qu'avant de prendre ce parti, j'ai fait tous mes efforts pour réſiſter aux lumières de mon ſens commun. J'ai ôté aux vices la bonne moitié de la force avec laquelle ils nous ſubjuguent, & j'ai vu malgré moi, qu'ils n'étoient point encore aſſez foibles pour que vous puſſiez en triompher. Qu'importe que vous ne ſoyez point liés par les traités que vous avez faits avec la Ruſſie & les cours de Vienne & de Berlin, ſi vous n'avez aucuns moyens de faire valoir le droit que vous avez de vous venger? Votre république ne peut être détruite, ſans que vos gentilshommes perdent toute leur grandeur & toute leur puiſſance, pour devenir les très-humbles ſujets d'un prince deſpotique. Mais pouquoi cet intérêt

intérêt inſpireroit-il une crainte ou plutôt une indignation ſalutaire, tandis que votre nobleſſe, qui a paſſé ſous le joug de vos ennemis, s'accoutume ſi patiemment à ſa nouvelle condition.

Je ne veux nommer perſonne, mais vous avez vu comme moi des ſeigneurs qui s'accommodent aſſez bien de la domination autrichienne, quelque contraire qu'elle ſoit à vos manières. Ils voient ſans colère qu'on ait établi un tribunal entr'eux & leurs ſujets & les juifs. Ils ſe ſoumettent à des impoſitions qui leur étoient inconnues, & leurs murmures ſecrets ſont tels, qu'un contrôleur-général ſeroit trop heureux de n'en pas exciter de plus vifs en France. Nous avons vu en paſſant à Cracovie, qu'on ne s'y plaint que médiocrement de la Ruſſie & de la garniſon qui tient la ville captive; on y loue ouvertement l'adminiſtration du roi de Pruſſe, & on la préfère à celle de la république. Tout cela ſuppoſe des ames on ne peut pas moins républicaines. Les Polonois ne connoiſſent point la dignité d'un peuple libre; nous voyons des ſeigneurs

qui posſèdent parmi vous les dignités les plus éminentes, en abandonner les fonctions, parce que leurs principales terres ſont ſituées dans ce que vous appelez le cordon autrichien. Nous en avons été les témoins, ces hommes ſi vains, ſi glorieux de leur naiſſance & de leur fortune, ſi fiers du pouvoir arbitraire qu'ils exerçoient chez eux & qui les a hébétés, nous les avons vu faire leur cour ſans néceſſité, & s'humilier devant les commandans obſcurs qui les gouvernent. Pourquoi les perſonnes qui compoſent aujourd'hui la Diète confédérée, & qui ſont les chefs de la république, volent-ils au-devant du joug? Ils mendient d'avance la faveur des maîtres qu'ils doivent avoir; & c'eſt, ſi je puis parler ainſi, avec cette facilité élégante à laquelle des courtiſans adroits ſont façonnés dans le pays le le plus deſpotique. Loin d'être ſcandaliſée, Varſovie applaudit à ces lâchetés. On devroit gémir, & on n'eſt occupé que de ſes plaiſirs. On ne craint rien, parce que ces révolutions

ne paroiſſent point menacer les mauvaiſes mœurs.

Je le dirai, l'eſprit ancien de la république eſt perdu ; perſonne ne dira plus chez vous : *J'aime mieux une liberté agitée, qu'une ſervitude tranquille.* La maiſon de Saxe vous a donné les vices qui perdent les nations : elle vous a appris à préférer l'argent à tout. Vous vous êtes accoutumés à jouir mollement, quoique ſans élégance, de votre fortune, & l'on eſt étonné que des ſybarites ſoient ſans pitié pour les malheureux eſclaves qui les ſervent dans leurs maiſons, & leur préfèrent leurs chiens & leurs chevaux. Sous ces deux malheureux règnes qui ont vu ſe former une nouvelle génération, toutes les récompenſes de la république ont été le prix des baſſeſſes qu'on faiſoit à la cour. Tous les honneurs ont été vendus par le comte de Brulh au plus offrant. Dès-lors toute émulation & tout amour pour le bien ont été détruits. Les vices que devoit produire votre mauvais gouvernement, n'étant plus contenus par les mœurs publiques, ſe ſont mon-

trés ſans pudeur. L'eſprit militaire a diſparu, &, je n'oſe preſque pas le dire, peut-être n'a-t-on preſque plus de courage. De-là la rareté du mérite & des talens ; de-là ces préjugés honteux qui ferment l'entrée à toute vérité ; de-là cette ignorance de vos gens de qualité, & qui eſt encore plus épaiſſe que dans le reſte de l'Europe.

Ayant dans une république les mœurs, l'eſprit & les manières convenables à une monarchie, faut-il être ſurpris que les provinces détachées de la Pologne, s'accoutument ſans effort à l'obéiſſance la plus circonſpecte ? Et ces provinces n'annoncent-elles pas quelle ſera la complaiſance des autres, quand elles ſubiront le même ſort ? Si les Polonois, monſieur le Comte, étoient capables de ſortir de cet aſſoupiſſement léthargique dont vous vous plaignez, ç'auroit été ſans doute lorſque les Turcs faiſoient la guerre pour vous, & que la Confération de Bar faiſoit retentir à toutes les oreilles, le nom doux de la liberté. Vous vous flattiez que tout le monde étoit Confédéré dans le cœur ; mais

ne faisiez-vous point plus d'honneur à vos compatriotes qu'ils n'en méritoient ! Ces prétendus Confédérés avoient des ames bien molles ou bien tièdes ; puisque le salut de leur patrie & le soin de leur fortune n'ont pu les porter à vous seconder & se déclarer ouvertement contre la Russie, comment est-il possible d'espérer qu'ils auront l'audace téméraire de résister aux volontés de la cour de Vienne & du roi de Prusse unis à la Russie.

Je ne vous ai point encore parlé d'un grand vice qui afflige votre république, & qui doit nécessairement perdre tout peuple libre qui en est infecté ; j'entends cet esprit de parti que font naître les haines & les divisions des principales maisons. C'est le propre de ce vice de substituer des intérêts particuliers à l'intérêt général ; il détruit les forces de la nation, parce qu'il les divise & les tourne les unes contre les autres. Vous me direz que les querelles des Potoski & des Chatorinski, qui ont tant contribué à vos malheurs, ne subsistent plus. Ils n'ont point laissé d'héritiers de leurs haines,

ou du moins ces héritiers ne ſont ni aſſez puiſſans ni aſſez conſidérés dans la république, pour que leur reſſentiment puiſſe la troubler. Mais en mourant, ces chefs de parti ont-ils emporté avec eux l'eſprit & le vice qu'ils avoient fait naître ? Non ſans doute, & vous n'avez point de petit intrigant ni de petit ambitieux qui ne brûle de ſuivre l'exemple qu'on lui a donné, & qui ne veuille élever ſa fortune par la même voie. On ſe ſeroit beaucoup trompé, après que Sylla eut abdiqué la dictature, ſi on eût cru que la république étoit rétablie, & qu'on ne verroit plus des guerres civiles & des proſcriptions. Le germe du bien eſt délicat, un rien peut l'étouffer ; mais il n'en eſt pas de même du germe du mal. Il devoit ſe former des Catilina, des Céſar, de Pompée, des Antoine, des Octave : & puiſque les citoyens étoient plus puiſſans que les lois, la tyrannie devoit ſuccéder à la liberté.

Il en ſera de même en Pologne ; je ne dis pas que vos rivalités, vos

haines & vos jalouſies vous feront prendre les armes & allumeront des guerres civiles ; vous n'êtes pas aſſez heureux pour devoir craindre de pareils déſordres. Mais de baſſes intrigues, de ſourdes calomnies & d'aviliſſantes lâchetés ſeront les moyens par leſquels on tâchera de s'élever aux triſtes honneurs de votre patrie. Votre nation, par-là plus dégradée, prépare un ſuccès plus facile à vos ennemis, & ils n'auront pas beſoin de prendre la peine de vous vaincre, pour vous diſſoudre & vous aſſujettir. On vous l'écrit, monſieur le Comte, & vous ne pouvez en douter, les haines puériles de vos grands ſervent admirablement l'ambition de vos ennemis. On achète par des complaiſances, une place dans le conſeil permanent. Tel Polonois qui auroit aſſez d'honneur & de bon ſens pour ne la pas déſirer, la demande, & ſe proſterne pour l'enlever à ſon ennemi. Plût à Dieu qu'à la place de ces petits intrigans qui vous déshonorent, vous euſſiez des chefs de parti dont la ré-

putation, le courage & les lumières puſſent entraîner à leur ſuite un grand nombre de citoyens. Ils ſeroient peut-être en état de venir au ſecours de la république opprimée, ou du moins en périſſant, vous vous feriez plaindre & eſtimer.

Le Comte me parut rêveur & penſif. Mes réflexions, qui ne ſont que trop juſtes, lui préſentèrent une vérité qu'il auroit voulu ſe diſſimuler. Monſieur l'abbé, me dit-il enfin, en rompant le ſilence, l'intérêt que vous prenez à notre ſort vous exagère peut-être un peu les malheurs de notre ſituation. Je conviens qu'il eſt difficile de nous relever, mais je veux vous combattre par vos propres armes. Plus d'une fois je vous ai entendu parler du pouvoir de la fortune : ſouvent elle amène des événemens imprévus qui changent en un inſtant le caractère d'une nation; pourquoi ne feroit-elle pas pour nous un de ces miracles qu'elle a fait ſi ſouvent pour d'autres peuples ? Pas ſi ſouvent, monſieur le Comte, & ſi vous y faites attention, vous verrez que ces coups

de théâtre ſont fort rares dans l'hiſtoire. D'ailleurs, quand on analyſe ces métamorphoſes ſubites, on découvre que la fortune ne crée rien, & ne fait que développer & mettre au jour des ſentimens qui étoient cachés. Un peuple qui gémit ſous une oppreſſion à laquelle il n'eſt pas encore accoutumé, peut en un inſtant recouvrer ſa liberté. Mais, comme je viens d'avoir l'honneur de vous le dire, ce n'eſt pas-là tout-à-fait le cas des Polonois. La fortune n'a rien de bon & de favorable à développer. Il faut qu'elle le crée, c'eſt-à-dire, qu'elle prépare de loin l'heureuſe révolution dont elle voudroit vous gratifier. En voulant hâter la cataſtrophe, elle la rendroit impoſſible. Elle doit imiter la nature, dont les opérations ne ſont jamais bruſques & ſoudaines, quoiqu'elles paroiſſent quelquefois imprévues & ſubites. Quelle longue ſuite d'événemens extraordinaires ne faudroit-il pas, pour vous rendre les qualités qui vous ſeroient néceſſaires pour recouvrer votre indépendance! Et le moyen d'eſpérer tant de conſtance & de per-

ſévérance dans une fortune qu'on accuſe avec raiſon d'être ſi légère, ſi volage & ſi capricieuſe!

Fort bien, monſieur l'abbé, dans le cours ordinaire des choſes, & quand la ſociété n'éprouve point de commotion violente. Nos ennemis nous ont ſurpris dans un moment de ſécurité; & rien n'étant préparé pour leur réſiſter, il a fallu ſuccomber; on n'a pas encore eu le temps d'examiner notre ſituation préſente & les malheurs qu'elle annonce. Mais on laſſera à la fin notre patience, & nous verrons qu'il faut ſacrifier nos haines à notre ſalut. La Pologne eſt un pays puiſſant. Voyez l'étendue de ſes provinces & le nombre de ſes habitans. La révolution que nous avons éprouvée en prépare de nouvelles, &, ſelon les apparences, elles ne ſe feront pas attendre long-temps. Il eſt impoſſible que le Nord, agité par tant d'injuſtice, d'ambition & d'avarice, n'éprouve pas encore des guerres cruelles. On ſera obligé de nous ménager; on nous craindra, & nous en profiterons.

Je ſuis édifié de votre courage, monſieur le Comte ; mais ſi jamais vous vous trouvez dans les circonſtances que vous eſpérez, je crains bien que votre prudence ne vous force à tenir un autre langage. Voyons, je vous prie, quelles ſont les forces dont le ſauveur de la Pologne peut ſe ſervir. Vos provinces ſont très-étendues, & doivent par conſéquent tenter davantage la cupidité de vos ennemis, s'ils peuvent s'en emparer ſans beaucoup d'obſtacles. Le nombre de vos habitans eſt certainement aſſez conſidérable pour former une république puiſſante & redoutable. Je dirai cependant que beaucoup de petites républiques qui à peine avoient aſſez de terres pour nourrir les habitans d'une ville, ont été plus en état que vous de réſiſter à leurs ennemis. Vous ne connoiſſez point ce qu'on appelle ailleurs le peuple. Vos payſans ſont réduits dans la plus miſérable ſervitude. Les ſeigneurs n'ont pas l'eſprit de les ménager autant que leurs chevaux ; ils abandonnent ces malheureux à l'avidité de leurs fermiers, qui

les ſacrifient barbarement à leur fortune. Vos payſans abrutis ne ſavent pas même labourer, quoique leur ſeule occupation ſoit de travailler à la terre. Ils n'ont aucune ame, aucun ſentiment, ils ne s'intéreſſent pas même à leur maiſon ; ils la voient brûler ſans inquiétude, c'eſt votre affaire de la rétablir, & ils ne vous aideront pas même à la conſtruire.

Vous voyez quel ſervice la république peut attendre de pareils hommes ; & s'ils étoient capables de penſer, n'envieroient-ils pas le ſort des provinces qui ont paſſé ſous la domination du roi de Pruſſe & de la cour de Vienne ? Pour comble de maux, je crains que cette ſtupidité ne ſoit pas l'ouvrage de votre ſeul gouvernement. Peut-être faut-il l'attribuer en partie à quelque cauſe phyſique que j'ignore. Du moins on ne peut douter que les têtes en Pologne ne ſoient plus affectées & ſujettes à plus de maladies que les autres parties du corps ; l'épilepſie, aſſez rare dans le reſte de l'Europe, eſt ici très-commune ; il n'eſt pas rare de voir des gens ſujets

à une sorte de vertige qui dérange subitement les organes de leur cerveau. Ils perdent tout sentiment, ils ne voient plus, ils n'entendent plus, ils courent, poussent des cris aigus ou des hurlemens affreux. La plique est ici une maladie qu'on trouve partout. Enfin, les Polonois ont fréquemment des tumeurs & des loupes à la tête. Toutes ces maladies qui attaquent le siége de la raison, pourroient bien affliger la raison même, & peut-être faut-il l'attribuer à l'usage immodéré des liqueurs fortes : je m'en rapporte là-dessus aux médecins; mais je crains que la politique ne soit pas plus heureuse dans ses cures que la médecine.

Ce qu'on appelle ailleurs la bourgeoisie ou le tiers-état, est une chose absolument inconnue parmi vous. Dans les villes de la couronne, vos bourgeois, en petit nombre, font un misérable commerce, & tout ce qui demande quelque sagacité ou quelque industrie, est entre les mains des étrangers. Dans les villes des seigneurs, les bourgeois ne sont qu'une canaille obs-

cure qui ne ſait pas qu'elle eſt affranchie ; ils ne s'occupent que des plus vils métiers , & ne travaillent plus dès qu'ils ont aſſez gagné pour boire de l'eau-de-vie de grain , qui par malheur eſt à trop bon marché. Sans les juifs , la Pologne manqueroit de tout ; ils ne ſont point citoyens , & ils vous mettent à contribution. Ce peuple errant eſt incapable de prendre intérêt à l'aſile que vous leur avez ouvert ; ils vous haïſſent , & ſe vengent par leur uſure & leurs friponneries , de votre ſuperſtition & de votre dureté.

Voilà donc la Pologne réduite aux ſeules forces de la nobleſſe ; mais ne vous attendez pas de la retrouver telle qu'elle étoit encore ſous le règne de Jean Sobieski , quand elle alla au ſecours de l'empire , & fit lever aux Turcs le ſiège de Vienne. J'ai déjà pris la liberté de vous le dire , monſieur le Comte , les deux rois saxons ont tout perdu ; les vices qu'ils ont donnés à leur cour , ſe ſont communiqués de proche en proche juſqu'à la dernière claſſe des gentilshommes. Que

peut-on attendre de cette nobleſſe indigente, qui n'eſt propre qu'à remplir vos maiſons de mauvais valets? Elle vous ſert mal, & n'a qu'une voie de faire fortune; elle vous pille, & s'enrichit à vos dépens: ces gentilshommes n'ont point de patrie, ils ſe vengent ſur le peuple de la baſſeſſe avec laquelle ils ſe proſternent à vos pieds; & s'ils ſont capables d'avoir quelque courage, ce n'eſt que pour piller. C'eſt ſans doute cette nobleſſe qui, ſous prétexte de ſervir la Confédération de Bar, exerçoit un brigandage cruel dans toute la Pologne, & s'y faiſoit plus craindre que les Ruſſes mêmes.

Entre cette nobleſſe mépriſable & les grands que vous connoiſſez mieux que moi, & dont je me ſuis haſardé de vous tracer le tableau, il y a une nobleſſe qui, n'étant corrompue ni par la misère ni par de trop grandes richeſſes, ſeroit capable d'aimer la liberté & la patrie; mais ſa mauvaiſe éducation la fait croupir dans une ignorance profonde; elle ne peut point aimer une république où elle ne voit

que des deſpotes & une anarchie qui la rend malheureuſe ; elle éprouve qu'elle n'eſt point ſous la protection des lois. Elle eſt mal à ſon aiſe, & ſans pouvoir remonter juſqu'à la cauſe de ſes malheurs, elle connoît aſſez le prix de la liberté, pour ſentir qu'elle ne doit point ſe battre pour ſes tyrans. Une révolution ne l'effraie point, & elle attend avec indifférence des événemens qui peuvent rendre ſon ſort plus doux.

Si je ne me ſuis point trompé dans la peinture que je viens de faire de la Pologne, ne ſuis-je pas en droit d'aſſurer que la fortune lui prodigueroit inutilement ſes faveurs ? Envain il ſe préſentera des occaſions de faire d'heureux changemens ; on ſera incapable de les ſaiſir, on n'aura pas des yeux pour s'en appercevoir. Mais je veux que la Pologne ſoit différente de ce qu'elle eſt en effet. Suppoſons que les Polonois ſoient jaloux de leurs lois, de leurs coutumes & de leur indépendance ; ſuppoſons que leur courage ſoit encore égal à celui de leurs pères ; & je vous demanderai ſi

votre anarchie ne rendra pas inutiles ces heureuſes diſpoſitions. Quel bien voulez-vous que puiſſent eſpérer des citoyens à qui un mauvais gouvernement ne permet d'avoir aucune eſpérance raiſonnable! Tout le monde voit que le roi & le conſeil permanent ne ſont que les inſtrumens de vos ennemis. Et pour ſe ſouſtraire à cette nouvelle autorité, il faudroit être en état de ſecouer le joug des trois cours qui l'ont établie & qui la protégent. On n'oſe ſe fier à perſonne; il ne peut ſe faire aucune Confédération. Toute entrepriſe en faveur de la liberté paroît donc téméraire; la crainte que conſeille la prudence, doit inviter tous les citoyens à obéir. Cependant on s'accoutume peu à peu à la ſervitude, & les eſprits, enfin amollis, apprendroient à ſouffrir de grands maux pour en éviter de plus grands encore.

Je crois vous entendre, monſieur le Comte, & vous convenez ſans peine que vous aurez les mains liées, tant que les circonſtances dans leſquelles vous vous trouvez ſubſiſteront. Pour vous conſoler, vous étendez votre

vue dans l'avenir, & vous ſentez renaître vos eſpérances. Eh bien! tâchons de pénétrer dans cet avenir. Je conviens que vos trois ennemis, la Ruſſie, le roi de Pruſſe & la cour de Vienne, qui ſont aujourd'hui très-unis, ne le ſeront pas toujours. L'injuſtice de leur uſurpation leur donne une mutuelle défiance. En ſe rapprochant les uns des autres, ils ont appris à ſe craindre davantage; & ſi avant cela ils ne s'étoient pas déjà beaucoup craints, ils n'en auroient pas fait à deux fois; & au lieu de vous enlever quelques-uns de vos palatinats, ils auroient eu les meilleurs titres du monde pour s'emparer de tout, & ne pas même laiſſer ſubſiſter le nom de la Pologne. Je ſuis perſuadé que la maiſon d'Autriche n'a point oublié la perte de la Siléſie, & qu'elle veut la recouvrer. Elle juge ſans doute qu'il lui importe que ſes domaines ne touchent pas à ceux de la Ruſſie. Le voiſinage occaſionne trop de différens; elle ſe feroit un nouvel ennemi, & perdroit un ancien allié, ſur lequel

elle peut compter contre les entrepriſes de la Porte.

La czarine fait ſemblant d'être contente du traité de partage qui lui enlève une partie des provinces ſur leſquelles elle eſpéroit que la Ruſſie établiroit ſon empire ; elle ſent à merveille que, par ſa paix avec le Turc, elle n'a point obtenu ce qu'elle s'étoit propoſé par la guerre, & qu'elle a été la dupe du roi de Pruſſe, dont la fortune & le voiſinage l'inquiètent. Si elle ne craignoit de faire connoître à tout le monde les bévues de ſa politique, je ſuis perſuadé qu'elle laiſſeroit paroître les ſentimens de jalouſie & de haine qu'elle a contre la cour de Berlin, & qu'elle ceſſeroit de s'applaudir de l'eſpèce d'empire qu'elle exerce en Pologne, mais qu'elle n'exerce que du conſentement de ſes alliés. Le roi de Pruſſe, de ſon côté, eſt trop habile pour n'avoir pas fait les réflexions que nous faiſons ici. Je ſuis bien ſûr qu'il hait ſes deux nouveaux amis, & qu'il éclateroit promptement quelque rupture, ſi la réputation de ſon génie & de ſes talens ne conte-

noit la Ruſſie & la cour de Vienne, & que lui-même ne fût arrêté par la crainte de ne pouvoir plus commander en perſonne ſes armées.

Cette ſituation ne peut pas toujours ſubſiſter ; & il eſt clair que la mort d'un des trois alliés qui ont ſigné votre perte, doit cauſer une révolution dans les affaires du Nord : voyons donc, monſieur le Comte, ce qui en peut réſulter pour la Pologne.

Si la czarine meurt la première, & que ſon ſucceſſeur penſe comme elle, ſoit par reſpect pour ſa mémoire, ſoit parce qu'il n'eſt pas capable de penſer autrement, vous voyez que cette mort vous devient inutile, & que le nouveau czar continuera à exercer ſur vous la même autorité que vous redoutez aujourd'hui : mais ſuppoſons que ce prince ait aſſez d'eſprit pour s'appercevoir des fautes de ſa mère, & aſſez de courage pour vouloir les réparer, il craindra que la Pologne ne lui échappe, s'il ne ſe hâte pas de diminuer le crédit & la conſidération de la cour de Berlin. Il ſe fera des images terribles de ſon ambi-

tion, & pour s'enhardir à une rupture ouverte, il ne regardera plus le roi de Prusse que comme le lion de la fable, qui ne pouvoit plus sortir de sa caverne, où ses infirmités le retenoient. Il éclatera enfin une rupture ouverte; mais de quel secours peut vous être cette rupture? Il me semble que vous ne pourrez en tirer aucun parti. Puisqu'on ne vous aura point permis d'augmenter vos forces & de vous corriger des vices qui vous affoiblissent, il est évident qu'on n'aura point besoin de votre secours dans cette guerre, qui ne servira qu'à vous épuiser en vous soumettant à de nouvelles contributions. Bien loin d'inviter les nouveaux états du roi de Prusse à se soulever, la Russie y portera la guerre, & les regardera comme le fruit de ses avantages, & le prix des victoires qu'elle espérera. C'est avec la cour de Vienne que le nouveau czar s'alliera. Le lien de cette alliance, c'est la conquête de Silésie, l'affoiblissement de la maison de Brandebourg, & le peu d'intérêt que la cour de Vienne prend à l'agrandissement des Russes

dans des provinces éloignées de ſa domination.

La mort du roi de Pruſſe doit produire un grand changement dans le Nord & même dans l'Europe entière. Ses talens & ſa fortune lui ont fait une foule d'ennemis. Les uns voudront reprendre ce qu'ils ont perdu, les autres voudront voir abaiſſer une maiſon qui s'eſt élevée trop ſubitement. Les grandes puiſſances chercheront à ſe venger de la crainte que leur a inſpirée la cour de Berlin, & les petits princes, du mépris qu'elle leur a marqué. Ces ſentimens ſe montreront avec d'autant plus de liberté, que les provinces ſoumiſes à la maiſon de Brandebourg ne ſont point encore aſſez unies entr'elles, pour confondre leurs intérêts & n'avoir qu'un même eſprit. En effet, on diroit que le roi de Pruſſe n'a ſongé qu'à ſe faire un règne célèbre & fameux; on diroit qu'il a craint qu'on crût que ſa gloire ne lui appartenoit pas toute entière, ſi la grandeur qu'il avoit formée ne diſparoiſſoit pas avec lui. Il n'a point ſongé à rendre ſa domination agréa-

ble & douce à ſes ſujets ; & nous n'en pouvons point douter, après ce que nous avons vu & entendu en traverſant la Siléſie. Sa politique a été celle d'un conquérant avide, qui veut s'agrandir ſans reſpect pour la juſtice, les traités & les ſermens, & non pas celle d'un prince qui jette les fondemens d'un édifice ſolide & durable.

Mais il ne s'agit pas de cela, je m'égare, & je reviens, monſieur le Comte, à ce que vous pouvez attendre de la mort du roi de Pruſſe, en ſuppoſant qu'il meure avant ſes deux alliés. Si ce prince a un ſucceſſeur digne de lui ; ſi le nouveau roi veille avec la même attention à la diſcipline de ſes troupes ; s'il gouverne ſes finances avec la même économie ; s'il règne impérieuſement ſur ſes courtiſans au lieu de leur obéir ; il eſt évident que bien loin de vous prédire des choſes agréables, je ne pourrois annoncer à l'Europe même que des événemens fâcheux. On craindra d'attaquer un prince qu'on n'offenſeroit pas impunément. Il profitera de cette diſpoſition des eſprits pour accroître encore

ſa fortune, & vous ſentirez le contre-coup de toutes les diſgraces qu'éprouveront ſes ennemis.

Mais ſi le nouveau roi de Pruſſe eſt un de ces princes qui ſe font mépriſer en abuſant de leur fortune, vous aurez un ennemi de moins; mais vous n'en ſerez pas plus libres. Que vous importe que la maiſon d'Autriche lui enlève la Siléſie, & que les Ruſſes s'emparent des provinces que vous avez cédées à la cour de Berlin? Ces deux puiſſances victorieuſes, & accrues par des nouvelles conquêtes, ne ſuffiront-elles pas pour vous dominer. Les acquiſitions qu'elles auront faites leur donneront l'envie d'en faire de nouvelles. Si elles peuvent ſe tromper, convenir de leurs limites reſpectives & ne ſe pas craindre, ne doutez point qu'elles ne profitent du premier prétexte pour vous aſſujettir, je veux dire pour achever de détruire ce reſte de république qu'elles laiſſent encore ſubſiſter.

Suppoſons actuellement que l'impératrice-reine meure la première. Si ſon ſucceſſeur adopte les mêmes principes

principes & veut conſerver la paix, il eſt évident que vous n'y gagnerez rien, & vous vous trouverez encore dans la même ſituation où vous êtes. Mais il eſt plus vraiſemblable que les affaires de la cour de Vienne prendront une autre cours. On dit que l'empereur eſt un ambitieux; on dit qu'il aime la guerre; on dit qu'il la fera. S'il tourne d'abord ſes armes contre la Siléſie, ce ne ſera qu'après s'être ligué avec les Ruſſes. Simples ſpectateurs de ces querelles, les Polonois ſeront toujours obligés d'obéir au parti vainqueur, & même il eſt à craindre qu'on ne s'accommode à leurs dépens : en effet un nouveau partage pourroit contribuer à concilier des intérêts oppoſés.

Mais ne doutez pas que le roi de Pruſſe n'emploie tous les ſecrets de ſa politique pour gagner l'amitié de l'empereur. Si je puis, ſe dira-t-il à lui-même, engager la cour de Vienne à faire la guerre à la France, je n'aurai plus rien à craindre pour la Siléſie. L'empereur occupé de la Lorraine & de l'Alſace, n'aura plus le temps de ſonger

à la province précieuſe que je lui ai enlevée. L'ancienne haine de l'Autriche & de la maiſon de Bourbon ſuccédera à l'alliance de Verſailles. Je profiterai de cette rivalité, &, ſuivant qu'il importera à mes intérêts, je donnerai des craintes ou des eſpérances. J'attiſerai le feu de la diſcorde; je vendrai mon alliance & mes ſecours; je me rendrai néceſſaire, & mes alliés, dupes, ne feront la guerre que pour moi. La maiſon de Savoie m'offre le modèle de cette politique, & je ſuis en état d'en tirer de plus grands avantages.

Soyez ſûr, monſieur le Comte, que le roi de Pruſſe ne négligera rien pour tourner l'ambition autrichienne du côté de la France; & dans la ſuppoſition qu'il y réuſſiſſe, je ne vois rien encore qui puiſſe être favorable à votre liberté. Si la France cabale, intrigue par des émiſſaires ſecrets pour cauſer des ſoulèvemens dans les pays que vous avez cédés, de miſérables émeutes qu'il ſera facile d'apaiſer, ne ſerviront qu'a rendre plus rigoureux le joug qu'on vous a im-

posé. La puissance dont la maison de Brandebourg jouira dans l'Empire, sera d'un mauvais augure pour la Pologne. Quelqu'occupée qu'on suppose la cour de Vienne contre la France, soyez sûrs qu'elle sera toujours assez puissante pour conserver le pays qu'elle vous a enlevé. Si la France est obligée de faire une paix honteuse, vous serez écrasés par la gloire de vos ennemis. Si la Providence vient à son secours & la fait triompher, vous n'y gagnerez rien encore. La Russie profitera de l'humiliation de ses amis pour reprendre son ancienne politique, & exercer sur vous un empire plus absolu.

Une quatrième mort peut encore apporter des changemens dans vos affaires, c'est celle du roi de Pologne. Mais puisque nous nous entretenons ici avec toute la liberté qu'exige l'amitié & l'importance des matières que nous traitons, je vous demande si vous vous attendez à placer sur le trône un prince qui soit capable de réparer vos disgraces ? Où le trouverez-vous ce prince qui ait assez de talens pour

régner avec gloire dans une nation asservie ? Où est ce Pompée qui croira qu'il lui suffit de frapper du pied la terre pour qu'il en sorte des légions armées ? Si vous le trouviez, vous le trouveriez inutilement ; & vos ennemis, maîtres souverains de vos suffrages, ne vous permettront de couronner que leur esclave. Ils voudront pour roi de Pologne, un homme qui n'ait par lui-même aucun crédit, aucune considération, ni aucune alliance au-dehors. On vous donnera un piaste incapable de se soutenir par lui-même, & qui, sentant qu'il déplaît à sa nation, trahira ses intérêts pour s'en venger. Voilà peut-être ce qu'on peut vous annoncer de plus favorable ; car il n'est pas impossible que vos ennemis profitassent de la vacance du trône pour consommer leur usurpation. Qui les empêcheroit d'exciter des troubles qui achèveroient de vous rendre votre gouvernement odieux ? On peut vous réduire à demander un maître comme une faveur, & vos ennemis auront encore l'impudence de publier dans l'Europe, que ce n'est

que pour votre bien qu'ils se sont enfin déterminés à vous asservir.

Voilà à-peu-près tous les événemens qui pourroient occasionner une révolution en Pologne. Je vois trois puissances qui ont intérêt à vous asservir, & qui vous ont fait trop de mal pour vous épargner; je n'en vois aucune dans le reste de l'Europe à qui votre alliance soit assez précieuse pour devoir venir à votre secours. Il faudroit un effort sublime de générosité pour se résoudre à vous servir, car votre gouvernement ne permettroit de compter ni sur votre reconnoissance ni sur vos engagemens; mais quel est aujourd'hui l'état en Europe qui n'est pas écrasé du poids de ses mauvaises affaires. Il le faut avouer, monsieur le Comte, républiques, monarchies, tout est tombé en décadence. Il ne faut qu'un rien pour révéler ce secret à l'Europe, déjà assez malheureuse pour ne pas voir sa situation. N'attendez donc du dehors aucun événement favorable.

Ce n'est pas que j'ose me flatter de prévoir & de calculer tous les caprices

de la fortune ; *ludum insolentem ludere pertinax.* Ses folies, il est vrai, n'ont point de bornes, mais les hommes en ont de très-étroites. Je viens d'avoir l'honneur de vous le dire, la fortune vous prodigueroit inutilement ses faveurs. Il faut de grandes lumières, de grands talens & de grandes vertus pour saisir ces occasions favorables qui disparoissent en naissant, & disparoissent sans retour, si on ne les met pas à profit avec autant de prudence que de courage. Dans le temps même que la Pologne étoit le plus agitée, & pouvoit se livrer à de plus grandes espérances ; dans le temps que les Confédérés de Bar avoient des troupes, des châteaux & des amis, vous pouvez vous le rappeler, monsieur le Comte, je me suis souvent plaint d'une certaine lenteur qui nuisoit à toutes vos opérations ; & c'est inutilement que dans un mémoire j'ai voulu fournir à vos commettans quelques idées sur la manière dont ils devoient négocier dans toute l'Europe, & tâcher de l'intéresser à leur sort. Mes réflexions ont été perdues, elles le seroient

bien davantage aujourd'hui. Plus votre situation actuelle se prolongera, moins vous serez capable d'une révolution. Chaque jour l'habitude de souffrir doit vous familiariser davantage avec vos malheurs & vos disgraces, & bientôt cet état vous paroîtra votre état naturel.

Mais je consens qu'une indignation salutaire vous conserve toute votre fierté & tout votre courage; je consens que les Polonois soient tels qu'étoient les Suédois quand ils secouèrent autrefois le joug tyrannique du Danemarck; je consens qu'ils ressemblent à ces braves Hollandois qui ont fondé la république des Provinces-Unies; je consens, pour comble de bien, que la fortune vous offre quelque circonstance favorable pour rétablir votre république; je ne crois pas que vous en fussiez plus heureux. Quel auroit été le succès de la Suède & de la Hollande, si Vasa & Nassau n'avoient servi de point de ralliement à tous les bons citoyens, si leurs talens n'avoient inspiré une confiance générale, & mis en action

le courage, l'amour de la patrie, l'amour de la liberté & toutes les autres vertus qui n'oſoient ſe montrer ? Qui ſera le Vaſa ou le Naſſau de la Pologne ? Quel eſt l'homme qui par des actions éclatantes & une réputation méritée, puiſſe fixer ſur lui tous les regards de ſes concitoyens, & faire croire que la victoire ſuivra ſes armes quand il attaquera le roi de Pruſſe, la Ruſſie & les armées autrichiennes. On a étouffé tous les talens ; les rois ſaxons ont avili tous les grands emplois, en les conférant à des hommes qui en étoient indignes ; l'émulation, qui élève les ames, eſt éteinte depuis long-temps, & l'intrigue, qui les abaiſſe, lui a ſuccédé.

Mais enfin, quand le courage auroit fait une révolution, où ſeroit le ſage qui ſauroit la mettre à profit, en purgeant le gouvernement de ſes vices ? Ce que je vous entends dire tous les jours des perſonnes qui paſſent pour les plus éclairées, & qui ont plus de crédit dans leur palatinat, me fait voir qu'on ne connoît que les préjugés les plus contraires aux maximes

d'une politique raisonnable. Ce qui se fait en ce moment à Varsovie, ne prouve que trop combien mes craintes sont justes. Il me semble que personne n'y connoît votre situation ; & la réforme qu'on prétend faire de vos lois, & qu'il est impossible de bien faire, ne servira qu'à multiplier vos préjugés, & rendre vos ennemis plus puissans.

Vous me ferez le reproche qu'on m'a fait cent fois ; & je conviens sans peine que personne n'espère plus difficilement que moi. Mais peut-être que personne aussi n'a étudié plus constamment ni plus long-temps que moi ce qui fait le bonheur des sociétés. J'aurois vraiment bien employé mon loisir & fait des progrès admirables, si mes réflexions m'avoient conduit à être la dupe des sots & des fripons qui gouvernent le monde. Non, monsieur le Comte, quand on voit que les peuples les plus sages, les plus éclairés & les plus vertueux, ont dû leur ruine à des vices beaucoup moins considérables que les nôtres, comment aurois-je l'esprit assez tors

pour penſer que nous travaillons ſolidement à notre bonheur? Quand on a un peu médité ſur la nature de nos vertus & de nos vices ; quand on ſait combien nos fragiles vertus ont beſoin d'encouragement & de ſupport ; quand on connoît l'étroite alliance qui règne entre nos vices, & qu'on eſt témoin de la conſtance infatigable avec laquelle ils travaillent à ſe reproduire & à ſe multiplier : eſt-il poſſible de joindre ſa voix aux acclamations inſenſées de cette multitude qui admire les charlatans qui la trompent ?

C'eſt une vérité démontrée, du moins pour moi, que notre politique moderne ne produira jamais le bonheur conſtant & durable que déſire l'homme prudent, & que nous attendons ſottement de nos folies. Il y aura des inſtans, des lueurs de proſpérité, parce qu'il y aura toujours des hommes qui ſe ſerviront avec plus d'eſprit que d'autres de notre mauvaiſe politique ; mais pour un vrai bonheur, ne vous y attendez pas. J'attends vos ennemis au moment où ils auront

enfin consommé leur ouvrage : on les verra écrasés par leur bonne fortune ; ils succomberont à leur tour, & tout ce qu'ils font aujourd'hui pour accroître leur puissance, ne servira qu'à les affoiblir. Qui ne sait pas que l'homme est trop foible pour porter le poids d'une trop grande prospérité ? *mole ruit sua.* Une république qui a dix vices politiques, sera vaincue & subjuguée par un état qui n'en a que cinq ; voilà le cas des Polonois. Vous succombez, parce que vos ennemis qui ont plusieurs de vos vices, n'ont cependant ni votre anarchie, ni cette indolence qui a dégradé, avili & dépravé toutes les parties de l'administration. C'est votre faute. Au lieu de vous reposer de votre salut sur l'équilibre de l'Europe, que n'avez-vous pensé comme un de nos ministres, qui a dit bien sensément que nous ne nous soutenons tous que par l'équilibre de nos sottises ? Le règne du czar Pierre I auroit été une instruction pour vous, & vous ne seriez point restés dans votre première foiblesse, tandis que tous vos voisins

augmentoient leurs forces & se rendoient plus redoutables.

Il y a assez long-temps, monsieur le Comte, que nous nous entretenons de ces tristes objets; je suis las de vous prouver qu'il n'est plus permis à votre république de prendre des mesures pour éviter sa ruine, & que vos ennemis ne peuvent pas faire de fautes assez considérables pour échouer dans leur entreprise. Dans ces circonstances, le citoyen éclairé n'a plus de devoir à remplir; il évite, il fuit les fonctions publiques, il s'enveloppe dans sa philosophie, il se borne à être homme. Rien ne me paroît plus sage ni plus instructif que la conduite de Cicéron après la défaite de Pompée. Cet homme, qui a été le génie tutélaire de sa patrie, qui l'a défendue avec tant de courage contre les entreprises des mauvais citoyens, qui travailloit sans relâche à raffermir les fondemens d'une république chancelante & prête à s'écrouler, se consacra à la retraite, quand la victoire de César n'eut laissé au sénat & aux magistrats qu'un vain nom. L'ambition de Cicéron, car il

en avoit, ne lui fit pas illusion. Elle eut beau emprunter le langage de l'amour du bien public & de la patrie; elle eut beau lui représenter qu'il ne falloit pas abandonner le sort des Romains dans ces circonstances malheureuses; que c'étoit trahir la république, que de ne pas s'insinuer auprès de César, qui en étoit le maître, pour suspendre quelques abus de son autorité; que c'étoit imiter le dévouement des Décius, & même s'élever au-dessus de ces grands hommes, que de sacrifier sa réputation au bien public, & se charger en sous-ordre de l'administration des affaires, pour qu'elle ne tombât pas entre les mains des flatteurs & des satellites de César, qui se préparoient à commettre sans remords les injustices les plus odieuses.

Ce grand homme connoissoit trop bien ses devoirs & les ruses des passions, pour être la dupe de ces sophismes dont cent petits intrigans se servent en Pologne comme en France, pour excuser & même pour faire louer leur plate ambition. Aussi voit-on toujours, monsieur le Comte, que

ces gens de bien qui ont tant de zèle pour empêcher que de grands coquins ne soient à la tête des affaires, se familiarisent peu à peu avec le mal, & finissent enfin par ces mêmes coquineries dont ils faisoient semblant d'avoir tant de peur. Quand un gouvernement injuste rend l'injustice nécessaire, la retraite est le seul parti qui convienne à un honnête homme. C'est par-là qu'il rend la tyrannie plus odieuse, qu'il entretient & nourrit dans les citoyens l'espérance & le désir d'une révolution, fixe sur lui tous les regards, & se prépare un plus grand crédit & une plus grande autorité, si la fortune ramène des circonstances plus heureuses.

Vous avez pris le parti de la retraite, monsieur le Comte, & vous avez pensé bien sagement que la retraite d'un citoyen distingué par sa fortune & ses talens, ne doit pas être la retraite d'un cénobite; elle le feroit oublier & le rendroit inutile à sa patrie. Comme Cicéron, il faut se rendre présent aux citoyens dont on n'est pas vu. Il faut se faire un loisir plein de dignité. Il

faut montrer qu'on n'a point oublié la république. Cicéron rappeloit aux Romains le ſouvenir de leur ancienne conſtitution, & des lois auxquelles leurs pères avoient dû leur gloire & leur puiſſance. Tantôt il ſe bornoit à leur apprendre à être hommes, puiſqu'ils ne pouvoient être citoyens. De-là ſont nés tous ces traités philoſophiques, ouvrages les plus précieux de l'antiquité, & qui inſtruiront éternellement les hommes de leurs devoirs les plus eſſentiels.

Vous ne paroîtrez ni dans vos Diètes, ni dans vos Diétines, parce que vous penſez qu'il vous eſt impoſſible de lutter contre le roi de Pruſſe, la Ruſſie & la cour de Vienne. Vous paroîtrez encore moins à la cour, parce qu'elle eſt l'eſclave de vos ennemis, & qu'on ne doit pas acheter des titres, des honneurs, des dignités qui n'ont plus rien de réel, en trahiſſant lâchement les intérêts de ſa patrie. J'aurai une vive ſatisfaction en voyant que vous imitez fidellement le modèle que vous vous êtes propoſé. Vous aimez les lettres, elles ſont un aſile contre toutes les adverſités. Il y a une phi-

losophie qui, en nous éclairant sur les misères de l'humanité, nous rend inaccessibles aux coups de la fortune. Elle nous ramène à nous-mêmes, & ne nous soumet qu'au jugement de notre conscience. Cette philosophie qui nous rend sévères pour nous-mêmes, nous rend indulgens pour les autres : elle nous fait regarder les hommes comme de grands enfans qu'il faut instruire, & qui seroient moins méchans s'ils étoient plus éclairés.

C'est cette philosophie, monsieur le Comte, qui après tant de tempêtes vous offre un port assuré ; faites-la connoître à vos concitoyens, & dissipez les préjugés dans lesquels ils sont ensevelis. Vous avez publié sur votre gouvernement un ouvrage qui malheureusement est venu trop tard, & qui auroit pu être utile s'il eût été fait sous le dernier règne. La Pologne éprouve le sort des peuples les plus célèbres, qui n'ont commencé à discuter les vices de leur gouvernement, que quand il n'étoit plus temps d'y remédier. Consolez-vous, vous ferez ce que Platon & Cicéron ont fait : il est toujours avantageux de connoî-

tre la vérité. L'adminiſtration de vos terres vous offrira un délaſſement honorable & utile. Les déſordres qu'à produits votre abſence, ſeront réparés par votre préſence. Que ne puis-je être témoin de la ſageſſe avec laquelle vous gouvernerez votre maiſon ! j'aimerois à découvrir dans votre adminiſtration ces principes qui échappent preſqu'à tous les yeux, & qu'on n'eſtime pas aſſez, quoique ce ſoient les mêmes par leſquels on conduit les plus grandes républiques & les plus heureuſes.

Vous avez, monſieur le Comte, un avantage ſur Cicéron. Il n'étoit dans ſes poſſeſſions qu'un ſimple citoyen ſoumis aux lois ; il n'avoit aucune juridiction ni aucune autorité ſur ſon canton, & il rempliſſoit tous ſes devoirs en obſervant les règles de la juſtice & de la bienfaiſance à l'égard de ſes voiſins. Vous avez l'avantage de pouvoir faire beaucoup plus de bien ; les ſeigneurs Polonois ſont des eſpèces de ſouverains dans leurs terres, & l'anarchie de votre république vous permet d'y exercer un deſpotiſme arbitraire. Vous êtes trop éclairé pour

croire qu'un seigneur puisse gagner quelque chose à étendre ses droits. Vous vous préparez à être législateur, & vous allez former de vos domaines une république naissante au milieu d'une république qui se détruit. L'ame de vos sujets est plongée dans une sorte de stupeur que vous allez dissiper en leur faisant aimer le travail, & en leur donnant de l'industrie. Vous voulez que la terre soit cultivée par des hommes libres, & que l'industrie leur apprenne à profiter de toutes ses productions. Vous ne serez pas l'auteur du seul bien que vous aurez fait dans vos terres; vous aurez produit tout celui que feront ceux qui auront la sagesse de vous imiter. Qu'il eût été heureux, diront tous les gens sensés, que la Confédération de Bar eût exécuté les réformes qu'elle méditoit! Eloigné de vous, j'en apprendrai les nouvelles avec la joie d'un ami qui s'intéresse vivement à votre gloire. Quel que soit le sort que la Providence réserve à votre patrie, vous aurez exécuté tout ce que la philosophie prescrit à un sage & bon citoyen.

LE BANQUET DES POLITIQUES.

C'est un grand plaisir de voyager, mon cher Cléante, quand on a eu le bonheur de faire *le droit public de l'Europe ;* car l'Allemagne est encore plus remplie de politiques que Paris, mais plus instruits des intérêts des princes, qui ne croient pas qu'un état puisse être heureux sans règle & sans méthode, & qui veulent bien avoir la bonté d'apprendre ce qu'ils ont envie de savoir. J'ai découvert avec surprise que j'étois un personnage bien plus important que je ne croyois ; je me suis vu rechercher par des personnes qui sans mon heureux droit public n'auroient point songé à moi. Je riois quelquefois en voyant qu'on me soupçonnoit d'être chargé de

quelqu'importante négociation, car le moyen de penſer qu'avec toute ma ſcience j'allaſſe m'enterrer dans un château de la Volhinie! Mais il faut mettre des bornes à mon amour propre, & ſans vous ennuyer de tous les complimens que j'ai reçus, je ne vous rendrai compte que de mon arrivée à Cracovie.

En quittant la Siléſie pour entrer ſur les terres de Pologne, j'ai cru entrer en Tartarie. Quels chemins! quels villages! quelle misère! une mauvaiſe république, me ſuis-je dit cent fois, eſt donc auſſi mauvaiſe qu'une mauvaiſe monarchie. Nous arrivons enfin le ſoir dans un gîte, où, faute de paille ou de foin pour nous coucher, nous prîmes le parti de voyager toute la nuit: huit bœufs & dix chevaux nous arrachent à peine des ſables que nous traverſons, & après avoir marché trente-deux heures pour faire douze lieues, nous arrivons enfin à Cracovie. Vous ne vous ſouciez guère, je crois, de connoître cette ville; je n'y ai vu de remarquable que la cathédrale, où

Dieu très-ſuperſtitieuſement ſervi, a la bonté d'entendre des cantiques qui ne finiſſent ni jour ni nuit; un ſaint-Ignace, chez les jéſuites, qui eſt armé d'un foudre comme Jupiter, emblème de la défunte ſociété; & l'égout par lequel nos François pénétrèrent dans le château, d'où ils chaſsèrent la garniſon ruſſe qui l'occupoit. J'ai commencé ici à voir les Polonois de près, & à m'appercevoir combien ils ſont différens du portrait qu'on m'en avoit fait à Paris. Plus j'ai été trompé, plus je ſuis honteux de ma duperie. J'ai cherché à m'inſtruire, j'ai voulu connoître ce qu'ils penſoient de leur déplorable ſituation. Qu'eſpèrent-ils, que craignent-ils? ont-ils, ou croient-ils avoir quelque reſſource? quelle eſt leur politique? Pour vous inſtruire de toutes les connoiſſances que j'ai acquiſes, je me contenterai de vous rendre compte d'un dîné que j'ai fait chez une perſonne que ſa naiſſance, ſa fortune & ſes charges ont mis pendant quelques temps à la tête des affaires de la république.

J'allai lui faire ma cour, & il me dit obligeamment qu'on lui avoit parlé de ma prochaine arrivée en Pologne ; mais qu'il n'a pas osé espérer que j'entreprisse un si long voyage, pour ne voir qu'un pays qui n'étoit plus ce qu'il avoit été autrefois, & qui auroit bien de la peine à se relever après avoir perdu plusieurs palatinats importans. Nous ne sommes plus ce que nous avons été. Quel roi ! quels ministres ! quels hommes pour venir à notre secours ! vous trouverez un pays ravagé. Les Russes d'une part, quels hôtes ! ils nous prennent déjà pour une de leurs provinces. De l'autre, des bandes de coquins & de brigands qui sous prétexte de servir la Confédération, nous ont fait autant de mal que les Russes : il n'en falloit pas tant pour nous ruiner. Je suis fâché, ajouta-t-il, que tous ces importuns que voilà, m'empêchent de m'entretenir avec vous ; mais, monsieur l'abbé, vous devriez bien me faire l'honneur de dîner demain chez moi ; nous serons seuls avec un général saxon attaché à notre ser-

vice, ſi ſervice y a quand il n'y a plus d'armée; c'eſt un homme très-inſtruit, qu'on a autrefois beaucoup conſulté. Nous avons encore un gentilhomme Polonois, qui connoît fort bien nos lois & les intérêts de l'Europe. Je répondis que je me trouvois très-flatté de l'honneur que monſieur le Comte me faiſoit; ma parole fut donnée, & je me rendis le lendemain chez ſon excellence, mais ſans trop me preſſer; car je crus qu'étant queſtion de parler politique, il étoit de la dignité de l'auteur du droit public, de ne pas arriver le premier.

Nous vous attendions, me dit monſieur le Comte, & vous voyez deux de mes amis dont les conſeils m'ont ſouvent été utiles, & qui après vous avoir lu ont la plus grande envie de faire connoiſſance avec vous. J'allois répondre à cette politeſſe, lorſque le général ſaxon s'approche de moi, & tirant de ſa poche un livre; connoîtriez-vous par haſard, me dit-il d'un ton ironique, ce mauvais livre que je connois beaucoup, & dont je ne me ſépare jamais? Je vois, & je re-

trouve encore le droit public de l'Europe. Peut-être, répondis-je en ſouriant, ce livre n'eſt-il pas très-mauvais, mais il eſt ſurement très-inutile. Quel blaſphème, s'écria le Saxon! On prouva que j'avois tort, on fit la guerre à ma modeſtie: & pour ne pas diſputer trop long-temps, il fallut convenir que depuis que j'avois écrit, l'Europe avoit fait de grands progrès en politique, & que les princes & leurs miniſtres avoient par-tout des lumières qu'on auroit inutilement cherchées chez leurs prédéceſſeurs.

Cependant nous étions ſervis, nous nous mîmes à table; & pour donner un air plus important à notre converſation, on renvoya les gens dont aucun, ſelon les apparences, n'entendoit la langue dans laquelle nous allions nous entretenir. Vous ferez mauvaiſe chère, me dit ſon excellence, mon vin de Hongrie eſt médiocre; voilà les ſuites des ravages terribles qu'à éprouvés la Pologne. Mais quand la patrie eſt dans l'affliction, il eſt juſte que les bons patriotes

ne

ne nagent pas dans les plaisirs. Cependant on avoit servi un repas fort abondant, & qui peut-être auroit été fort bon, si les Russes & les Confédérés avoient exterminé toutes ces herbes aromatiques qu'on prodigue ici comme en Allemagne, la cannelle & la muscade dont on empoisonne les voyageurs. Nous ne sommes plus les maîtres chez nous, continue son excellence. On nous donne ici, à Cracovie, chez nous, pour commandant un petit officier, ce que vous appelez en France un aigrefin ; & pour me servir d'une expression fort douce, il faut que des gens comme nous le ménagent, pour ne se pas compromettre. Qui auroit jamais pu prévoir ce que nous voyons ! Notre république, qui s'étoit soutenue avec tant de gloire pendant plusieurs siècles, qui n'a craint ni les Suédois, ni les Russes, ni les Turcs, & qui en délivrant Vienne dans le siècle dernier, a sauvé toute l'Allemagne & peut-être l'Europe entière du joug des infidelles, tombe ; mais tombe si subitement, qu'il n'a pas été possible

de prendre des précautions contre cette chute. Nous ſommes dans la décadence, ſans ſavoir comment nous nous y trouvons. On nous traite en vaincus ſans nous avoir fait la guerre : cela tient du prodige : pas une miſérable bataille pour nous enlever nos provinces les plus belles & les plus floriſſantes ! En vérité, monſieur l'abbé, jamais la politique n'expliquera une pareille révolution, & vous aurez une belle occaſion, dans la ſuite de votre droit public, de parler du pouvoir & des caprices de la fortune.

J'éprouvois, mon cher Cléante, différens ſentimens qu'il ne m'eſt pas encore poſſible de vous rendre, & ma ſurpriſe ne finiſſoit point en voyant qu'un ſeigneur Polonois qui avoit été chargé d'une partie des plus importantes de l'adminiſtration ſous le roi précédent, fût lui-même étonné des revers de ſa patrie. Dans quel pays, me diſois-je, ſuis-je donc venu, où ceux qui ont été à la tête des affaires ne ſe doutent pas que l'anarchie doit à la fin produire les plus grands malheurs ! Mais il faut, ajoutois-je en

reprenant mes esprits, que je fois moi même un franc badaud, pour être surpris de trouver en Pologne ce qu'on trouve par-tout. Avons nous un ministre en France qui se doute des suites fâcheuses du despotisme: & cependant il n'est pas plus difficile de les démêler que celles de l'anarchie. Il est clair que la Pologne est perdue par les passions de ses grands; mais il n'est pas moins évident que la France se perd par les passions de ses courtisans, puisque le roi leur obéit malgré lui.

Mais, monsieur le Comte, dis-je enfin tout haut, quelque signe annonce toujours les grandes tempêtes, & il seroit bien surprenant que rien ne vous eût avertis du danger dont vous étiez menacés. Non, rien du tout, monsieur l'abbé, il est certain que notre gouvernement n'a souffert aucune altération. Tant pis, dis-je tout bas, & voila la véritable cause de tout le mal. Nous avons les mêmes lois, nous suivons les mêmes usages, on n'a supprimé aucune de nos charges, elles ont toujours les mêmes

fonctions, elles exercent toujours le même pouvoir, nos Diétines & nos Diètes ont conservé le même génie, nos rois ont toujours senti leur foiblesse; rien en un mot n'est changé, & cependant tout l'édifice de la république s'écroule à la fois, quand toutes ses parties paroissent entières. Oh! la grande merveille, ajoutois-je à part moi, & son excellence devroit bien plutôt remercier la fortune de sa longue patience, que de se plaindre de ses rigueurs ou de ses bizarreries.

Je demande pardon à votre excellence, dit alors le général saxon, depuis la mort d'Auguste III, tout étoit réellement changé, altéré & corrompu dans la république, quoique les apparences fussent toujours les mêmes. Ne voit-on pas tous les jours de ces arbres dont les branches paroissent pleines de séve & de vie, & semblent en un mot devoir défier tous les orages, qui sont renversés au premier coup de vent parce que le cœur en est pourri. Voilà l'image de la république de Pologne: il ne suffit pas vraiment d'avoir un roi

pour être heureux ; il faut avoir un bon roi. Ses vertus ou ſes vices ſe communiquent à tout le corps politique, dont il eſt l'ame, & le rendent vigoureux ou débile. La Pologne a été floriſſante ſous les rois ſaxons, & cela devoit être ; ils ont adouci vos mœurs, ils vous ont donné une ſorte d'élégance qui vous manquoit, & vous ne reſſemblez pas mal aux autres peuples de l'Europe. Vous alliez avoir de l'induſtrie, & votre luxe annonçoit cette révolution, ſi vous aviez été aſſez ſages pour adopter leur famille, comme vos pères ont autrefois adopté celle des Jagellons : je crois que la Saxe ne vous auroit pas été moins utile que la Lithuanie ; vous ne vous trouveriez pas dans l'embarras où vous êtes, & d'où il vous ſera bien difficile de ſortir ; je m'en rapporte à l'auteur du droit public.

Mon parti étoit pris de ne rien conteſter, car vous ſavez, mon cher Cléante, que c'eſt aſſez ma méthode de ne point diſputer, quand je ſuis aſſez malheureux, ce qui m'arrive

ſouvent, pour n'avoir aucune eſpérance de me rapprocher des perſonnes avec leſquelles je me trouve. Au contraire, je ſuis aſſez porté à profiter de leur folie, & je les invite à me la montrer toute entière. On s'amuſe ainſi de ce qui affligeroit, ce qui eſt aſſez ſage; & d'ailleurs cette petite malice n'eſt point inutile à qui veut étudier & connoître les égaremens de la raiſon humaine.

Monſieur le Général, lui dis-je, je ne ſuis point en état de juger de cette grande queſtion. Je préſume avec plaiſir que les princes de la maiſon de Saxe auroient fait le bonheur de la Pologne. J'ai paſſé à Dreſde, j'ai cru avoir entrevu combien ils y ſont aimés, & ſans doute ils méritent le plus grand attachement. On voit des races, & mille poëtes anciens & modernes l'ont dit, qui paroiſſent en quelque ſorte privilégiées; les vertus & les talens y ſont héréditaires: pourquoi la maiſon de Saxe ne jouiroit-elle pas de ce précieux avantage! J'aime même à me perſuader, malgré les lois groſſières de l'Empire,

qui privent les filles des fiefs, que le mérite y tombe en quenouille : nous y gagnerions nous autres François ; & du mélange des qualités saxonnes & bourbonniennes, il résulteroit sans doute ce composé admirable que tous les peuples désirent de rencontrer dans leurs souverains.

Je suis fort aise, reprit le Général, qui croyoit que je parlois sérieusement, de vous entendre parler de la sorte ; on ne fait pas assez attention aux bonnes & aux mauvaises races, & la politique cependant ne doit rien négliger : mais pour nous en tenir à des vérités que personne ne puisse contester, il me semble qu'un roi piaste ne fera jamais rien de bon en Pologne. Il portera sur le trône des idées & des préjugés qu'il aura pris dans une vie privée, & la science de régner est si difficile, qu'il faut l'avoir apprise dès le berceau : il aura toujours je ne sais quoi d'emprunté & de gêné dans ses manières ; s'il veut affecter une certaine dignité, elle ne sera pas naturelle. Sa majesté fera rire, au lieu d'imprimer le respect

néceſſaire au maintien de la diſcipline & de l'ordre, & ſa cour deviendra une vraie pétaudière. On n'a point oublié qu'on étoit ſon égal, & malgré qu'on en ait, on ne s'empreſſera pas à lui obéir, & ſon autorité, qui craint de ſe compromettre, ne tarde pas d'être inutile.

Rien de tout cela n'eſt à craindre avec des rois ſaxons. Nos amis l'avoient bien compris quand ils formèrent la Confédération de Bar, dont la ruine ſera celle de l'état. On n'a jamais vu dans la vie privée un prince de la maiſon de Saxe. On ne ſe meſure point avec lui, parce qu'on ne s'eſt jamais vu ſon égal. En le comparant avec ſa dignité, il ne paroît que bon & humain: quand il ſembleroit quelquefois s'oublier & ſe dégrader, s'il eſt poſſible, avec moins de mérite qu'un piaſte, il lui ſeroit ſupérieur. Comme le dit fort bien ſon excellence, rien n'eſt changé dans la conſtitution de Pologne, mais le principal reſſort qui donne le mouvement à tout le reſte, n'eſt plus le même; le gouvernement détraqué n'a plus

produit le bien que nous en attendions. Les passions se sont réveillées, elles ont formé les projets les plus bizarres & les plus criminels ; & de-là sont nés tous les maux qui déchirent la république.

Je pouvois me dispenser de répondre à ce bavardage, & ç'eût été peut-être le mieux ; car quelle apparence qu'on m'eût entendu, si, entreprenant d'analyser le gouvernement Polonois, son *veto*, ses Confédérations, la discipline de ses Diètes & le pouvoir de ses ministres, j'eusse fait voir qu'il n'en peut résulter qu'une anarchie monstrueuse ? mais il falloit parler à mon tour, & prouver que j'étois digne d'avoir fait le droit public. Ayant donc dit à M. le Général qu'il avoit exposé avec beaucoup de capacité les dangers d'une fortune trop grande & trop subite, je convins qu'un simple gentilhomme, en devenant roi, ne peut jamais jouer que médiocrement son nouveau rôle ; mais j'ajoutai que ce qu'il avoit dit en faveur de la maison de Saxe, il

pouvoit le dire également de plusieurs autres maisons souveraines.

Non vraiment, monsieur l'abbé, & je suis surpris qu'avec vos connoissances vous ne vous disiez pas tout ce que je puis dire. A l'air grave que prit le Général, & qui alloit rendre notre discussion plus comique, j'eus envie d'éclater de rire; cependant je fis un effort, & je fus assez heureux pour garder mon sérieux. Faites attention, continua-t-il, que la maison de Saxe est la seule qui convienne aux Polonois. Ils n'iront pas sans doute demander un roi au grand seigneur ni au kan des Tartares; & ils doivent bien se garder de s'adresser à la Russie, à l'Autriche ou à la cour de Berlin. Tout voisin est suspect, & loin de lui fournir quelque prétexte de se mêler de nos affaires, nous devons être à son égard dans une défiance continuelle. Vous comprenez bien qu'un prince russe ou autrichien ne seroit que le vice-roi du czar ou de l'empereur. L'appeler parmi nous, ce seroit nous préparer & nous façonner à un joug étranger;

ce ſeroit introduire, comme on dit, le loup dans la bergerie; & on ne peut pas en douter après le traité de partage. Autre loup que le roi de Pruſſe, & plus affamé & plus vorace que les deux autres. Indépendamment de tout voiſinage, ſa maiſon eſt ennemie de la Pologne. Son orgueil eſt bleſſé d'avoir relevé de nous pour le pays dont on a fait un royaume; & pour laver cette tache de vaſſelage, on voudroit nous aſſervir : c'eſt le roi de Pruſſe qui a imaginé le partage. En un mot, dès que vous ſuppoſerez ſur le trône de Pologne un prince dont les états héréditaires touchent aux domaines de la république, il ſera de ſon intérêt de nous mal gouverner pour nous affoiblir & ſe rendre plus puiſſant. N'eſpérez pas qu'il ſe ſerve de ſes forces patrimoniales pour mettre nos armées ſur un pied plus reſpectable. Loin d'établir quelque diſcipline, il détruira ce qui nous en reſte : à la moindre querelle, au moindre trouble qui s'élèveroit parmi nous, il feroit avancer ſes troupes pour ſe mettre en état d'en

profiter & de violer notre liberté. La Pologne ſeroit donc obligée de regarder ſon roi comme ſon ennemi, & vous ſentez mieux que moi combien il en doit réſulter de calamités.

Sans doute, répondis-je, & rien n'eſt plus ſage que d'exclure par une loi fondamentale tout prince autrichien, turc, pruſſien, tartare ou ruſſe. Mais de ce que vous proſcrivez avec beaucoup de raiſon tous ces princes ſuſpects ou plutôt ennemis, il ne s'en ſuit pas, je crois, que la maiſon de Saxe convienne ſeule aux Polonois. Eſt ce qu'il n'y a pas d'autres princes dans le monde qui ne ſoient pas voiſins de la Pologne! par exemple, nous en avons pluſieurs dont nous ne ſavons que faire, & que nous vous céderons volontiers ſi vous voulez vous en accommoder. L'Europe eſt ſi grande, & ſans ſortir de l'Allemagne, qui fourmille de ſouverains, combien ne pourrois-je pas vous en nommer qui ne pourront jamais cauſer aucun ombrage à la liberté Polonoiſe!

S'il n'étoit pas queſtion, me repartit

le Général, avec un air de bonté qui sembloit m'annoncer qu'il alloit me confondre ou me convaincre complétement ; s'il n'étoit question que de trouver un roi qui ne peut porter aucune atteinte à notre forme de gouvernement, il nous seroit fort permis de choisir quelqu'autre prince que ceux de la maison de Saxe, pour l'élever sur le trône. Un prince de France pourroit sans doute nous convenir, & nous ne craindrions pas que vous lui envoyassiez des troupes pour se rendre tout-puissant. Mais vous savez mieux que moi qu'en bonne politique il ne suffit pas d'élire un roi qui ne puisse faire aucun mal, il faut en prendre un qui puisse faire un grand bien.

Là-dessus il arrange son assiette, son couteau & le mien, sa cuiller & sa fourchette, & me dit ensuite : Cette assiette, imaginez que c'est la Pologne ; ce que vous voyez en-deça de ces couteaux & de cette fourchette, c'est la Saxe : voilà donc la Silésie de ce côté, & voici de l'autre la Bohème & la Moravie. Eh bien,

que réſulte-t-il de cette carte de géographie ? Pardonnez moi, lui répondis-je, j'ai l'imagination un peu pareſſeuſe, & je ne devine point ou vous voulez me faire voyager. Au contraire, dit-il, vous ne voyagerez point. Vous voyez au doigt & à l'œil que la Saxe ne peut jamais faire paſſer des troupes en Pologne, & qu'ainſi ſes électeurs ne peuvent jamais lui donner les inquiétudes que cauſeroient les autres princes dont je viens de parler ; leur plus grand intérêt, ou plutôt leur ſeul intérêt eſt donc de nous gouverner avec beaucoup de ſageſſe, & de ménager ſi bien les forces de la Pologne, qu'ils en rendent leurs états d'Allemagne plus reſpectables. Voilà donc les Polonois à l'abri de tout mal, & ils peuvent même eſpérer de grands avantages d'un roi ſaxon ; mais cela ne me ſuffit pas, je ſuis plus difficile à contenter que vous ne penſez, & je vous prie de remarquer qu'il va réſulter un grand bien de mon arrangement ; car la Saxe touche de ce côté aux états de la maiſon

d'Autriche, & de l'autre aux provinces du roi de Prusse ; elle peut donc faire des diversions favorables à la Pologne, elle menace donc les ennemis naturels de la Pologne, elle est donc l'alliée naturelle des Polonois. Vous voyez, monsieur l'abbé, que je sais profiter de vos *Principes des négociations*, & je déclare avec plaisir que je vous dois tout ce que je sais de politique. Cet éloge me fit rougir jusqu'au blanc des yeux, & l'on dut s'appercevoir combien ma modestie étoit blessée. Or, reprit le Général, quel est le prince de l'Empire, quel est le prince de l'Europe, que ses états mettent ainsi à portée de rendre de grands services aux Polonois, sans pouvoir être tenté de leur nuire ? Je vous l'avoue, ce n'est pas une petite satisfaction pour moi de concilier ainsi les intérêts de ma patrie naturelle & de celle qui m'a adopté, & de remplir à la fois mes devoirs de citoyen d'une république & de sujet fidelle de la maison de Saxe.

Tu es mihi magnus apollo, m'écriai-je ;

& après ce tribut de politeſſe, j'en revenois à mes *aparte*, bien convaincu qu'il ſeroit inutile de vouloir détromper un homme que de demi-lumières, & non pas ſon ignorance, avoient égaré; j'admirois comment faute de méthode pour apprécier ces vérités, & les arranger ſuivant leur ordre naturel, ſuivant leur étendue ou leur importance, la politique d'un homme d'ailleurs raiſonnable & dont les Polonois les plus inſtruits m'ont loué depuis la profonde érudition & l'extrême ſagacité, dégénéroit en un vrai délire. Tandis que j'étois occupé de ces ſottiſes & qu'on me croyoit ſaiſi d'admiration, ſon excellence, qui ne croyoit pas qu'il fût de ſa dignité de donner une approbation entière aux raiſonnemens d'un ſimple général, ſe tourna de mon côté. Monſieur l'abbé, me dit-il, avec ce certain regard incertain qui annonce qu'on ne penſe rien; on pourroit bien diſputer avec M. le Général ſur quelques petits articles; mais il y a du bon & du très-bon dans ſes vues. En y faiſant quelque léger change-

ment, mais important, & qui ne peut être fait que par les gens qui ont manié les affaires les plus délicates de la république, on en tireroit le parti le plus avantageux. Plût à Dieu que tous les Polonois euſſent eu ces principes ! nous n'en ſerions pas où nous en ſommes.

Il n'en fallut pas davantage pour augmenter la confiance de M. le Général. J'aime, dit-il, la vérité, & je ne la ſacrifierai point à mon attachement pour mes premiers ſouverains ; *amicus Plato, magis amica veritas.* Je demande des objections à tout le monde, & les amis mêmes de l'adminiſtration préſente ne m'ont jamais rien oppoſé de raiſonnable. Pour vous ſatisfaire, lui dis-je, je vais vous faire part de mes ſcrupules, & je vous prie de m'en débarraſſer. Je vois fort bien, continuai-je, que la Saxe eſt on ne peut pas mieux placée pour faire des diverſions en faveur de la Pologne ; mais je crains qu'elle n'en veuille pas faire. Pourquoi, monſieur l'abbé? C'eſt, répondis-je, qu'elle n'eſt peut-être pas aſſez puiſſante pour meſurer ſes forces

contre la cour de Vienne ou le roi de Prusse : ce sont-là des voisins qu'il faut plutôt ménager que menacer. D'ailleurs il me semble que votre roi saxon ne seroit que d'une foible ressource contre la Russie, qui est l'ennemie la plus redoutable de la Pologne. Il y a bien loin des couteaux & de la fourchette de M. le Général, jusqu'au pays qui est par-delà son assiette, & le chemin n'est pas facile. Par où conduirez vous les troupes saxonnes! & quand elles seront enfin arrivées en Pologne, je crains qu'elles ne donnent plus d'inquiétude aux bons Polonois que de peur aux Russes. Je vous prie d'examiner si la Russie ne doit pas attirer votre principale attention. Les cours de Vienne & de Berlin seront nécessairement distraites par cent affaires des projets qu'elles ont formés contre la Pologne, & leur position fait que rien de ce qui se passe en Europe ne leur est étranger. La Russie au contraire n'a qu'une seule vue d'ambition, c'est de s'agrandir aux dépens des Polonois, pour se rapprocher de l'Europe & avoir une influence plus

conſidérable dans ſes affaires. Selon les apparences elle ne ſera diſtraite ou contrariée ni par la Suède ni par la Porte. Cette dernière puiſſance vient de faire une paix trop honteuſe, pour être preſſée de recommencer la guerre; elle croupira dans ſon ignominie, juſqu'à ce qu'une révolution donne par haſard un nouvel eſprit au ſérail. Pour la Suède elle ſera trop heureuſe de conſerver la paix. Le roi en a beſoin pour accoutumer ſes ſujets au joug qu'il leur a impoſé : il a trop d'eſprit pour ne pas ſentir qu'une guerre contre la Ruſſie donneroit des eſpérances aux mécontens, & expoſeroit ſon deſpotiſme à de grands dangers.

J'avois bien raiſon, dit ſon excellence en fronçant le front, & il faut néceſſairement apporter quelque modification aux principes de M. le Général. Les hommes d'état ſont en vérité bien à plaindre, & je m'applaudis d'avoir renoncé au miniſtère. La politique eſt une ſcience ſi conjecturale, ſi incertaine! Tout eſt bien, tout eſt mal. On ne ſait que choiſir, on ne

ſait où l'on va. Pour moi, je ne ſais comment ſon excellence ſe ſeroit dépêtré de tous ces lieux communs, ſi le gentilhomme, qui étoit à ſon côté, n'eût pris charitablement la parole. J'en fus ravi; il n'avoit encore rien dit, mais il m'avoit prévenu en ſa faveur par un certain ſourire que M. le Général pouvoit prendre pour une approbation, & que je regardois comme une vraie ſatire, parce qu'il me regardoit de temps en temps d'un air moqueur, & ſembloit me demander pardon de toutes les balivernes dont on me fatiguoit.

M. le Général, dit-il, perſonne n'eſt plus attaché que moi à l'auguſte maiſon de Saxe, & ſon excellence m'eſt témoin combien j'ai fait de vœux pour la Confédération de Bar, qui vouloit rappeler parmi nous des princes qui nous ont gouvernés avec un extrême modération; mais quand toutes les branches de la maiſon de Saxe auroient régné ſur la Pologne, ſoyez sûr qu'elles n'auroient point prévenu les maux dont nous ſommes aujourd'hui accablés. N'avons-nous

pas fait, humainement parlant, tout ce que nous pouvions faire pour nous rendre heureux ? Mais qui ne ſait que la méchanceté des hommes a bien plus de force que leur ſageſſe, & que la bonne foi eſt deſtinée à être la dupe de la fraude ! Nous n'avons aucun reproche à nous faire. Si la Providence veut détruire le nom Polonois, notre réſiſtance ſeroit inutile; adorons ſa volonté, ſoumettons-nous à ſes décrets.

C'eſt un devoir, dis-je aſſez vivement à mon ſermonneur, quand la Providence manifeſte ſa volonté d'une manière bien claire; mais peut-être ne veut-elle que vous éprouver. C'eſt un proverbe parmi nous, que Dieu n'aide que ceux qui s'aident eux-mêmes. Au lieu de céder aux événemens, il vous avertit peut-être en père, de prendre les meſures les plus ſages pour vous préparer un meilleur ſort. En vous montrant le précipice où vous conduiſent vos déſordres, il vous invite à corriger vos lois, votre gouvernement, & à vous faire une nouvelle politique : car il faut convenir qu'on pourroit accuſer vos par-

tis, vos dissentions, vos troubles domestiques, d'être la cause de vos malheurs.

Depuis combien de siècles, monsieur l'abbé, me répondit mon gentilhomme, nos lois, nos coutumes & nos usages ne subsistent-ils pas! Jamais on ne me persuadera qu'un gouvernement qui étoit excellent pour nos pères, soit mauvais pour nous. Ces troubles qu'on nous reproche ne sont que l'effervescence d'une nation toute noble qui veut être libre. C'est par ses désordres que la Pologne subsiste & doit subsister: quels qu'ils soient, nous avons raison de les préférer à une servitude tranquille. Toutes les parties de notre gouvernement sont admirablement bien faites les unes pour les autres. Vous me direz peut-être que le temps, qui altère & détruit tout, a dérangé cette harmonie; & que ne l'ayant pas apperçu, nous avons négligé d'y remédier. Je le nierai; au contraire notre attention a été extrême à réparer continuellement l'édifice de notre république. Dès que nous avons été menacés d'un danger nouveau,

nous n'avons jamais manqué de recourir à une précaution nouvelle. L'usage de nos Confédérations sembloit suffire pour défendre notre liberté contre les progrès insensibles de la tyrannie, & tout autre peuple à notre place en auroit été la dupe; il se seroit assoupi dans sa sécurité, & ne se seroit réveillé qu'en se trouvant chargé de chaînes. Pour nous, au premier signe d'assoupissement que nous avons remarqué, nous avons craint que l'amour du repos & de la tranquillité ne nous liât les bras. Nous avons craint que le nombre des bons citoyens fût trop petit pour former une Confédération puissante qui fût en état de rétablir l'ordre & protéger les lois. Qu'avons nous donc fait! Nous avons imaginé le salutaire *veto*. Chaque gentilhomme est devenu un tribun qui peut arrêter & déconcerter les ennemis du bien public. Invention admirable! & d'autant plus sage pour s'opposer à la corruption, qu'il suffit d'avoir un bon citoyen dans la république pour la sauver. La prudence humaine pouvoit-elle aller plus loin, & agir ce-

pendant par un moyen plus ſimple & plus aiſé ?

Chaque peuple doit être lui-même l'artiſan de ſon bonheur domeſtique & intérieur : la moindre négligence à cet égard eſt certainement très-blâmable ; mais auſſi il ſeroit très-injuſte de vouloir qu'un peuple répondît des accidens qui lui ſont étrangers, & qu'on ne peut ni prévoir ni prévenir. Comment pouvions-nous empêcher que la Ruſſie ne prît une nouvelle forme ſous le règne de Pierre I ! Etoit-il en notre pouvoir de nous oppoſer à une révolution qui a changé les intérêts du Nord ! Pouvoit-il ſe faire que la Ruſſie ne fût pas voiſine de la Pologne ! Quel moyen avions-nous, pour qu'une puiſſance qui ſe faiſoit redouter dans toute l'Europe, reſtât pour nous ſeuls dans ſa première foibleſſe ? Falloit-il nous alarmer, lorſque le feu roi de Pruſſe amaſſoit des tréſors & ſe faiſoit une armée de tous les gens de l'Europe, & les aimoit trop pour vouloir les expoſer aux périls de la guerre ? Dépendoit-il de nous d'ôter à ſon ſucceſſeur ſes talens & ſon eſprit,

eſprit, qui ont rendu ſon ambition ſi funeſte à ſes voiſins ? Comment nous y ſerions-nous pris pour empêcher l'alliance de la France avec la maiſon d'Autriche ? Nous aurions paſſé pour des fous, ſi nous nous étions inquiétés d'avance d'une liaiſon qu'on n'auroit regardée que comme une chimère. M. le cardinal de Bernis nous a-t-il conſultés ſur cette belle négociation ? Depuis cet événement l'ambition autrichienne qui ſe portoit dans le midi ou le couchant de l'Europe, s'eſt tournée de nôtre côté ; & ſi nous en ſouffrons, c'eſt la faute non pas de notre politique, mais de la ſituation de nos provinces.

Quelle étoit donc notre reſſource dans ces circonſtances malheureuſes ? Celle de tous les autres peuples. Nous nous ſommes repoſés ſur l'équilibre de l'Europe : ſyſtême admirable qui veille à la ſureté générale de tous les états. Depuis plus d'un ſiècle c'eſt la baſe de toute la politique. Les avantages en ſont ſi évidens & ſi démontrés, que les nations les plus habiles & les plus ſages, les Anglois & les

Hollandois, ont sacrifié à la gloire de la défendre & de la protéger, leur repos, leurs richesses & leur sureté. Tout demeure immobile & stable à l'ombre de cet équilibre puissant contre lequel l'ambition doit se briser. Tandis que tant de petits princes qu'il seroit si facile d'écraser, lui doivent leur salut, qu'auroit-on dit, si au milieu d'une sécurité générale, la Pologne avoit laissé voir quelque inquiétude! En effet, nous avons eu grand tort de penser qu'on ne permettroit pas à trois puissances dont on craint le plus l'agrandissement, de s'agrandir à nos dépens. Nous nous en fiions avec raison à cette sauve-garde de la liberté des nations, & malheureusement l'équilibre de l'Europe nous a manqué au besoin. Est-ce notre faute, si une espèce de vertige a banni le sens commun de toutes les cours? Je le dirai à notre gloire & à la honte de tout le monde, jamais nous n'avons manqué de citoyens assez braves & assez éclairés pour prononcer *le veto* ou confédérer les palatinats quand les circonstances

l'ont demandé ; & dans toute l'Europe, dans l'Europe entière, il ne s'eſt pas trouvé un prince, il ne s'eſt pas trouvé un miniſtre qui ait voulu s'oppoſer aux entrepriſes de nos ennemis, & confédérer tous les peuples en notre faveur. Les ſottiſes des étrangers ne ſont pas les nôtres, nous pouvons en ſouffrir, mais nous ne ſommes pas les coupables.

Je ſouriois pendant tout ce délire politique, comme mon gentilhomme avoit ſouri pendant le bavardage du Général ; mais je n'avois malheureuſement perſonne à qui je puſſe faire ſigne des yeux, développer ma penſée & me ſoulager. Toujours réduit à mes *aparté*, je ne ſavois ſi je devois rire comme Démocrite, ou pleurer comme Héraclite. C'eſt donc ici, me diſois-je, comme ailleurs : on y fait donc auſſi les miniſtres par haſard, & ils s'attachent par goût des fous ou des imbécilles. Il ſuffit de voyager, mon cher Cléante, & de voir des hommes nouveaux pour rencontrer des bizarreries nouvelles auxquelles on ne ſe ſeroit jamais attendu. N'eſt-il

pas plaisant que chez un peuple qui n'a jamais pris aucune mesure pour repousser les injures de ses voisins, & qui au contraire a promis à leur ambition les succès les plus sûrs & les plus faciles, on se plaigne des caprices de la fortune, & qu'on croie se justifier en reprochant aux principales puissances de l'Europe la petite faute de l'avoir laissé accabler. Sans doute, ajoutois-je, que je me trouve transporté pour mon malheur dans les petites maisons de Pologne, & que je trouverai ailleurs de ces braves républicains que la liberté a éclairés & non pas enivrés, qui sont capables de discuter sensément leurs intérêts, & qui me feront connoître leurs ressources.

Tandis que je m'abandonnois à ces réflexions, *bravo*, s'écria son excellence avec transport, *bravo !* vous développez à merveille les idées que j'ai toujours eues; nous en avons raisonné cent fois. C'est un grand sujet de consolation dans les malheurs que de n'avoir rien à se reprocher. La raison nous apprend que nous ne

répondons point des sottises d'autrui : avec un peu de sagesse on prend enfin son parti. Je sais bien, continua-t-il, que notre gouvernement n'est pas parfait, & je n'ai point été ministre sans m'appercevoir de plusieurs abus ; mais si nous avons nos défauts, tout le monde a les siens. L'injustice avec laquelle on nous traite impunément, est un exemple qui sera suivi, & l'Europe, qui l'a permise, en sera punie à son tour ; rira bien alors qui rira le dernier : qu'en pensez vous monsieur l'abbé ? Je pense, aurai-je dû répondre, que vous connoissez trop mal les causes de votre foiblesse & de vos malheurs pour vous corriger. Je pense que parlant avec tant de sang froid de vos ennemis & de vos nouveaux maîtres, vous n'avez point contre leur tyrannie cette indignation magnanime qu'inspire l'amour de la liberté, & sans laquelle on s'accoutume bientôt à languir sous le joug le plus rigoureux. Mais au lieu de cette vérité brutale qu'il falloit supprimer, je me raccrochai à quelque lieu commun, & je me contentai de

dire vaguement que l'Europe me paroiſſoit bien malade : il me ſemble, ajoutai-je, qu'à l'exception du roi de Pruſſe, qui profite avec beaucoup d'adreſſe de l'engourdiſſement ou des folies de tout le monde pour s'agrandir & former une grande puiſſance, perſonne ne voit ſes intérêts comme il devroit les voir, & ne ſoupçonne les dangers dont il eſt menacé. Ce roi de Pruſſe lui-même, qui pêche à ſon aiſe en eau trouble, laiſſez-le faire, ou plutôt laiſſez venir ſon ſucceſſeur, & le temps vous vengera. Ces gros poiſſons qu'il prend aujourd'hui, ſe trouveront un jour convertis en de bien petits goujons.

Le croirez vous, mon cher Cléante? cette eſpèce de prophétie que j'avois jetée exprès pour faire reſſortir l'eſprit républicain de mon hôte & de ſes convives, ne produiſit aucun effet. Sans doute, reprit froidement ſon excellence, mais d'un ton à faire croire qu'il en ſavoit beaucoup plus qu'il n'en vouloit dire, la plupart des états de l'Europe, & ſur-tout les plus conſidérables, ſont bien malades ;

mais, poursuivit-il, après avoir passé à plusieurs reprises la main sur le front, la France est un corps sain & vigoureux, qui peut avoir des indispositions & non pas des maladies dangereuses. Expliquez-moi donc, je vous prie, par quelle fatalité elle n'a point tenu dans toutes nos affaires une conduite digne d'elle. Le voilà qui enfile de longs propos, & parle de nous comme si nous étions encore ces mêmes François dont le nom étoit craint & respecté, & qu'on accusoit, il y a un siècle, d'aspirer à la monarchie universelle. Vous diriez que son excellence ne connoît point les gazettes, & cependant il les lit très-régulièrement. On me jette à la tête des idées qui se détruisent les unes les autres : j'entends louer des choses qui méritent une censure très-sévère ; & parce que notre frivolité, nos grâces, notre élégance, notre luxe, nos mœurs faciles & molles, qui nous rendent si agréables, subsistent encore, on n'a point honte d'en conclure que nous devons être les maîtres ou du moins les arbitres de l'Europe.

Je me gardai bien de répondre que nous étant épuisés par des entreprises au-dessus de nos forces, nous étions condamnés depuis plusieurs années à faire pénitence de l'ambition, du faste, de la gloire, de l'avarice & de la prodigalité de Louis XIV. Que m'auroit servi de dire que par une suite de notre mauvaise administration, nous vivons au jour le jour, & dans une perpétuelle incertitude de l'avenir! on ne m'auroit pas entendu. D'ailleurs voyant qu'ici l'amour de la patrie consiste à déraisonner sur les vices de son gouvernement, je craignis que l'on ne me prît pour un mauvais François, si je développois les causes qui nous ont fait perdre notre considération : & pour ne pas succomber sous l'ennui dont mes convives commençoient à m'excéder; je m'avisai fort prudemment de m'amuser moi-même par la bizarrerie de mes réponses.

Monsieur le Comte, dis-je donc, votre excellence a bien raison d'attribuer à la fatalité le changement de conduite que vous avez remarqué en

nous ; & c'eſt parce que notre nouvelle politique eſt l'ouvrage de la fatalité qu'il eſt impoſſible d'en rendre compte. Jamais ſiècle n'a été appelé plus ſouvent que le nôtre le ſiècle des lumières. Nos philoſophes, qu'on trouve par-tout, ſe vantent d'avoir tout approfondi, & ce n'eſt pas leur faute ſi nous ignorons quelque choſe. Il faut donc qu'un certain je ne ſais quoi, que votre excellence appelle avec beaucoup de ſageſſe fatalité, ſe joue de la philoſophie & des opérations de nos miniſtres. Par exemple, l'art d'attirer de l'argent dans le tréſor royal eſt porté chez nous à ſon plus haut degré de perfection ; & cette vérité eſt ſi certaine, que le roi de Pruſſe lui-même n'a pas dédaigné de prendre de nos leçons, & d'appeler dans ſes états des eſſaims de nos traitans & de nos commis. Et bien qu'arive t-il ? Notre tréſor royal n'a jamais le ſou. On voit-là le doigt de la fatalité : il faut qu'un malin eſprit perce le fond des caiſſes, & condamne nos malheureux contrôleurs généraux à

travailler auſſi inutilement que les Danaïdes.

Je ſuis quelquefois tenté de croire que la politique n'eſt qu'un vain mot, & que le parti le plus ſage c'eſt de s'abandonner à la fortune, dont les caprices confondent ſi ſouvent notre prudence, & réparent encore plus ſouvent nos folies. Nous convenons tous quatre que la Pologne & la France ont tout ce qu'il faut pour faire des états heureux & floriſſans; cependant vous voyez où nous en ſommes réduits. Vous vous plaignez de votre ſort, & je vous avouerai, ſous le ſceau du plus inviolable ſecret, que ſi nous avions ſur les bras les trois puiſſances dont vous vous plaignez, nous ne nous trouverions pas dans un moindre embarras. Je n'ai rien de caché pour vous, & ſi vous voulez que je vous diſe juſqu'au bout la vérité, je conviendrai qu'on ne remarque aucune eſpèce de talens dans les perſonnes qui ſont deſtinées à occuper les places les plus importantes. La fatalité de ſon excellence les a placés bizarrement dans quel-

ques hommes obscurs qui ne s'en doutent pas, & qui n'en feront jamais aucun usage. C'est ainsi que les nations passent de la grandeur dans l'abaissement, & par un heureux retour reparoissent encore avec éclat sur la scène du monde.

Monsieur le Comte fut assez content de mes réflexions qui lui expliquèrent si bien le passé, & lui annonçoient un avenir heureux; j'espérai que nous allions enfin changer de conversation, je me trompois; le Général saxon n'y consentit pas. Je n'ai rien, dit-il, à opposer à la fatalité de son excellence, il faut bien y recourir, quand il arrive chez un peuple des événemens que rien ne préparoit, & contraires même à tout ce que promettent ses mœurs, son génie, ses lois & son gouvernement. Sans doute, s'écria le gentilhomme, & telle est la révolution que nous éprouvons; & c'est en effet une espèce de miracle, que les Confédérations faites pour conserver & défendre la liberté, deviennent aujourd'hui l'instrument de la tyrannie. La

fatalité eſt encore très-bonne, lorſque pluſieurs circonſtances bizarres, & qui n'ont aucun rapport entr'elles, ſe réuniſſent pour produire un effet inattendu : c'eſt ainſi que nos alliés naturels ſe ſont trouvés dans l'impuiſſance de nous ſecourir, préciſément dans l'inſtant où nous-mêmes, plongés dans la plus grande ſécurité par les déclarations & les reſcrits de nos ennemis cachés, il nous étoit impoſſible de ſonger à nous défendre.

Fort bien, reprit le Général, mais monſieur l'abbé, ajouta t'il en m'adreſſant la parole, permettez-moi de vous repréſenter que vous étendez un peu trop loin les droits de la fatalité. Si on ne m'a point trompé, elle n'eſt pas ſeule coupable du mauvais état de nos affaires. Il y a cinq ans que je fis un voyage à Strasbourg ; un de mes amis, homme d'eſprit, ſe plaignoit beaucoup de votre adminiſtration. Le roi, diſoit-il, étranger dans ſon royaume & dans ſon propre conſeil, laiſſe tout gaſpiller par ſes miniſtres, ſes maîtreſſes & ſes favoris ; il fait plus de cas du valet de chambre

qui a l'intendance de ſes plaiſirs, que d'un général d'armée. Tout Paris a pris les mœurs du prince; on foule les provinces pour ſatisfaire des beſoins inutiles, la misère s'étend partout, & nous courons à notre décadence.

A de pareils propos, peignez vous, ſi vous le pouvez, mon cher Cléante, l'embarras de ſon excellence, qui conſerve par dignité la circonſpection à laquelle il s'eſt accoutumé pendant ſon miniſtère. Il touſſoit, faiſoit ſigne des yeux & frappoit ſur la table, tandis que ſon gentilhomme ſembloit triompher de ce que la France ne pouvoit pas, comme la Pologne, accuſer la ſeule fatalité de ſes diſgraces. Monſieur le Comte, dis-je enfin pour le ſoulager, nous ſommes ici quatre philoſophes qui cherchons la vérité, & qui devons avoir le courage de l'aimer quand même elle ne ſeroit pas ſelon notre goût. Je rends grâces à monſieur le Général de ſa franchiſe. Nous autres ſujets d'une monarchie abſolue, qui allons comme on nous mène, nous ne répondons

point des sottises du gouvernement. Nous les blâmons volontiers pour n'en pas être les complices, & nous sommes très-obligés aux personnes qui les remarquent ; c'est faire en quelque sorte notre apologie, ou du moins nous excuser si nous ne valons pas grand'chose.

Pour le gentilhomme ricaneur, qui croit que la Pologne a le gouvernement le plus raisonnable, j'avoue que j'aurois eu quelque plaisir à le désabuser sur le pouvoir de la fatalité. Il m'auroit été bien facile de lui faire voir que les malheurs de sa république dont il se plaint & qui l'étonnent, sont une suite toute aussi nécessaire de son gouvernement, que notre foiblesse & notre pauvreté des qualités personnelles de Louis XV. Mais il eût été mal-honnête de faire connoître à des Polonois que je voyois pour la première fois des torts dont ils ne se doutent pas, & dont, je crois, il leur sera désormais impossible de se corriger.

C'est assez parler du passé, dit son excellence, nous ne le changerons

pas. C'eſt de notre ſituation préſente que nous devons nous occuper, & ſur-tout des reſſources qui nous reſtent pour ſortir de la ſituation où nous nous trouvons. Qu'on ſeroit à ſon aiſe, ſi on pouvoit lire dans l'avenir! mais, monſieur l'abbé, ajouta-t-il, connoiſſant, comme vous faites les intérêts & les affaires de l'Europe, je voudrois ſavoir quelles ſont à notre égard vos craintes & vos eſpérances. Pour connoître, répondis-je, ce que vous devez attendre de l'Europe, il faudroit connoître ce qu'elle peut raiſonnablement attendre de vous; car vos meilleurs amis ne tenteront point de vous ſervir, s'il craignent de le faire inutilement. Je ſuis étranger; à peine ai-je mis le pied en Pologne, & je ne la connois peut-être que par des relations infidelles; comment oſerois-je donc haſarder des conjectures! il ne ſuffit pas de connoître les principaux reſſorts du gouvernement, il faudroit être au fait d'une foule de détails qui par eux-mêmes paroiſſent d'abord peu importans, mais qui par leur

action journalière & constante décident des mœurs publiques d'un peuple, ont par conséquent une force infinie dans l'administration d'une république, & décident des plus grandes affaires. Je ne cherchois, comme vous voyez, mon cher Cléante, qu'à ne pas m'expliquer pour paroître poli; d'ailleurs je sentois bien que mes convives avoient trop de préjugés pour entendre les raisonnemens que j'aurois pu faire.

Je m'étendois en lieux communs, lorsque son excellence, frappée de la profondeur de mes réflexions, me tira d'embarras en prenant la parole. Vous ne sauriez croire, me dit-il, combien nous avons de négligences à réparer & d'abus à réformer. Nous habitons un pays très-riche dont nous ne savons pas tirer parti. La nature a placé à quelques milles d'ici des mines très-abondantes en argent, & cet argent est perdu pour nous. Nous sommes le grenier de l'Europe, nous pourrions vendre de tout côté, & suivant le besoin, une quantité immense de grains, & nous n'avons

pas un commerçant, nous n'avons pas un misérable navire sur la Baltique, & nous nous contentons de vendre sottement nos bleds aux Dantzickois; ils les achètent comme ils veulent, c'est-à-dire pour rien, & ils nous revendent très-chèrement les choses dont nous avons besoin. Nos rivières ne sont pas navigables, parce que nous n'avons aucun soin de nos chemins; nous perdons une quantité prodigieuse de terrain, & chaque passant se fraye une nouvelle route aux dépens des terres voisines qui devroient être couvertes de riches moissons. Les juifs, que vous trouverez par-tout, sont une plaie mortelle pour nous. A force d'avoir hébété le peuple, ils se sont rendus nécessaires, & ils abusent de nos besoins & de notre paresse pour nous dominer, quoiqu'ils ne paroissent que nos esclaves. Nous n'avons aucune manufacture, nos matières premières sont inutiles entre nos mains, & nous les rachetons très-chèrement quand les étrangers les ont façonnées. De-là cette affreuse disette d'habitans dans une république

où les choſes néceſſaires à la vie ſe donnent preſque pour rien. Tous ces abus contre leſquels j'ai crié très-inutilement, ſont intolérables. Voilà la ſource de tous nos maux, & ſi le conſeil permanent ne ſe hâte pas d'y remédier, je ne ſais en vérité ce que nous deviendrons.

En entendant ces propos, mon cher Cléante, je crus me trouver à ces comités myſtérieux de nos contrôleurs généraux, lorſque délibérant ſur les beſoins, la proſpérité & la gloire de l'état avec des confidens dignes d'eux, leur politique ſublime s'appeſantit gravement ſur des niaiſeries qu'ils ont appriſes dans les ſociétés de Paris où dans leurs intendances, & dicte en s'admirant des arrêts du conſeil qui bouleverſent tout ſans ſoulager nos maux. Je pardonne tout à la plupart des miniſtres que nous avons vus en place; il faut être raiſonnable, & il ſeroit injuſte de vouloir qu'ils viſſent ce qui ne leur ſaute pas aux yeux; c'eſt bien aſſez pour eux de vivre au jour le jour & de ſentir ce qui les bleſſe, & je ſerois

preſqu'auſſi ſot qu'eux, ſi j'exigeois que n'ayant jamais élevé leurs penſées au-deſſus des broutilles de la politique, ils s'apperçuſſent que notre gouvernement ſe déforme, que toutes les parties de l'état ſe ſéparent les unes des autres, que les préjugés mêmes qui ont été ſi ſouvent utiles à la monarchie commencent à diſparoître, & que la première guerre doit faire pleuvoir ſur nous les plus grands malheurs & nous enlever quelques provinces. Mais les diſgraces & les revers que nous ſommes excuſables de ne pas prévoir, parce qu'ils ſont encore éloignés de nous, peut-on pardonner à un Polonois de ne les pas ſentir quand il en eſt accablé! il eſt queſtion du roi de Pruſſe, des Ruſſes & de la cour de Vienne, qui ſe ſont emparés de pluſieurs riches palatinats, qui tiennent la république ſous le joug le plus rigoureux, & qui ſoupirent après un nouveau partage; & j'entends parler de grains, de juifs, de chemins & de manufactures. J'eſpère que dans nos diſgraces nous aurons un peu plus d'eſprit.

Après ces triſtes réflexions que je fis aſſez rapidement, je repris le fil de la converſation. J'avouai que puiſque l'argent étoit malheureuſement en Pologne, comme ailleurs, le nerf de la politique, rien n'étoit plus juſte que les remarques de ſon excellence; & que le mauvais état des finances expoſoit les riches & les pauvres à de dangereuſes tentations que la ſageſſe des lois doit écarter. Je dis que les circonſtances ne me paroiſſoient pas favorables pour tenter une pareille réforme; que les trois puiſſances qui s'étoient enrichies des dépouilles de la Pologne, avoient peut-être trop d'intérêt d'affoiblir la république pour ne pas protéger ſes abus. J'ajoutai que les Polonois devoient peut-être commencer par recouvrer leur ancienne indépendance & ſe rendre les maîtres chez eux; que ſans ce préliminaire, toute réforme, tout bien me paroît impoſſible, & que je voudrois ſavoir quelles ſont leurs reſſources à cet égard. Par quels moyens pouvez-vous rendre à votre Diète l'autorité qui doit lui appar-

tenir, & sans laquelle elle ne pourra jamais rétablir vos affaires ?

Vous avez raison, me répondit son excellence, & nous en jugerons incessamment, car les Diétines doivent bientôt s'assembler ; nous verrons si le même amour de la liberté, de la justice & de la gloire nous anime toujours. J'ai de la peine à croire que le despotisme dont le roi est entêté, ait déjà fait assez de progrès pour étouffer le courage de la noblesse. D'ailleurs les grands, qui détestent le conseil permanent qui les dépouille de leur autorité, se serviront de leur crédit pour irriter les Diétines & faire choisir des nonces hardis & entreprenans. Une Diète bien composée forcera le roi à renoncer aux intrigues par lesquelles il est allié avec nos ennemis. On lui fera craindre une Confédération générale ; on lui fera peur, il se réunira à la nation, & il doit résulter autant d'avantages de cette union, qu'il est né de maux de nos divisions.

Fort bien, m'écriai je malgré moi, car je ne pouvois plus garder mon

ſang froid en entendant déraiſonner de la ſorte; fort bien, mais qui vous répondra que le roi aura peur? il eſt timide me direz-vous; mais s'il eſt timide, ne préférera-t-il pas la protection du roi de Pruſſe, de la Ruſſie & de la cour de Vienne, à l'eſpérance que vous voudrez lui donner de faire le héros & de grandes choſes avec votre ſecours? Ah! ſi nous avions une armée, dit le Général! vous auriez, lui répondis-je, ce qui eſt indiſpenſablement néceſſaire pour ſecouer le joug; mais *hoc opus, hic labor eſt.* Quand la Pologne, ajoutai-je d'un ton un peu radouci, quand la Pologne n'auroit pas un peu négligé ſes milices, quand elle auroit conſervé ſon génie militaire & qu'on lui rendroit ſa première indépendance, comment pourroit-elle ſe flatter de réunir aſſez de forces pour triompher du roi de Pruſſe, de la Ruſſie & de la cour de Vienne! où ſont les généraux, non pas pour repréſenter dans le ſénat ou dans une revue, mais pour commander une armée? Pluſieurs de vos gentilshommes ont ſans doute de grands

talens ; mais ces gentilshommes ſont inconnus, mais il faut des circonſtances & des occaſions pour développer leur mérite & leur apprendre à s'en ſervir ; & vos ennemis ſont ſi puiſſans, qu'il auroient écraſé la Pologne avant qu'elle eût le temps de ſe faire un vengeur.

Je crains de me tromper, & ma crainte eſt d'autant plus raiſonnable, que je ſuis forcé dans ce moment de ne pas penſer comme votre excellence. Il faut remonter à la ſource du mal ; les Polonois doivent par conſéquent remonter plus haut que le roi, qui n'eſt que l'inſtrument dont vos ennemis ſe ſervent pour vous aſſujettir, vous faire perdre vos idées d'indépendance, & vous préparer à leur obéir. Quand vos prochaines Diétines jouiroient de la plus grande liberté, choſe dont je doute, quand elles choiſiroient pour leurs nonces les gentilshommes les plus braves & les plus éclairés, que pourroit-on s'en promettre ; les Ruſſes ſeront les maîtres de Varſovie, on menacera d'envoyer les clabaudeurs en Sibérie ou de rava-

ger leurs terres. Que voulez-vous que faſſent ces nonces! Ils ne ſe défieront point les uns des autres, j'y conſens. Leur courage ſera inébranlable, ſoit. Mais ils ſeront des inſenſés, s'ils ſe perdent ſans eſpérance d'aucun bien, & leur réſiſtance inutile ne ſervira qu'à porter vos ennemis aux dernières extrémités.

Que répondriez-vous à votre roi, ſi renonçant à toutes ces belles phraſes dont on amuſe les enfans, il diſoit bonnement à la Diète: Meſſieurs, *ce monde-ci n'eſt qu'une œuvre comique.* On vous permet de jouer le peuple libre dans des aſſemblées, & à moi de repréſenter le roi, pourvu que ce ne ſoit qu'un badinage: ne vous y trompez pas. En vérité je ſuis l'ami de la nation autant qu'on peut l'être. Né ſimple gentilhomme, croyez-vous que l'amour du deſpotiſme m'ait tourné la tête? Non, en honneur: mais tenant, je l'avoue, à la décoration de ma place, comme chacun de vous y tiendroit, il faut bien que je me prête à n'être dans le fond que le lieutenant de vos ennemis. Vous ne me ferez pas peur, car vous

vous voyez que j'ai de bons protecteurs. Quand, par impossible, vous parviendriez à me détrôner, vous n'y gagneriez rien ; on vous donneroit un autre fantôme de roi qui vaudroit peut-être moins que moi. C'est parce que vos ennemis ne vous craignent point, que je suis obligé d'obéir à tous leurs ordres. Partant, messieurs, dormons, buvons, mangeons tranquillement, en attendant que la fortune amène quelque révolution. Que sait-on? Il peut renaître des circonstances heureuses qui nous mettront en état de recouvrer notre liberté ; mais par un courage étourdi ne nous opposons pas au retour de la fortune.

Vous voyez, monsieur le Comte, il en faut revenir à cette fatalité dont nous parlions il n'y a qu'un moment. Son excellence portoit sérieusement ses regards sur le Général, sur son gentilhomme & sur moi. Voilà, dit-il, enfin des observations qu'il faut méditer attentivement. Plus j'y rêve, & plus je vois que c'est la France qui doit être l'instrument ou le ministre de la fatalité que nous attendons. Heu-

reuſement elle a pris une face nouvelle depuis le nouveau règne. En effet, monſieur l'abbé, votre jeune roi eſt auſſi appliqué & auſſi attentif à ſes affaires que ſon aïeul l'étoit peu. Il ne peut pas encore avoir les connoiſſances les plus profondes en politique, l'expérience lui manque, mais il a les meilleures intentions, & ſes miniſtres ſont conſommés dans les affaires. Son conſeil ne tardera pas ſans doute à ſentir combien il lui importe d'avoir une grande influence dans le Nord. Il jugera que ſi la France, qui eſt notre alliée naturelle, nous laiſſe écraſer, elle perdra beaucoup de ſon crédit & de ſa conſidération dans le reſte de l'Europe. On lui reprochera cette faute, & ſoit qu'on l'attribue à une impuiſſance de mieux faire ou à ſa négligence pour les intérêts de ſes alliés, elle ſera moins chère à ſes amis & moins redoutable à ſes ennemis.

Rien n'eſt plus juſte que les réflexions de votre excellence; & en nous imitant, ajoutai-je, les Polonois peuvent ſe livrer aux plus agréables eſpérances. Vous ne ſauriez croire combien, nous

qui voyons les choſes de près, nous nous promettons du bonheur. Mais il faut tout dire, cette eſpérance qui nous eſt ſi avantageuſe, parce qu'elle nous conſole du paſſé & même de ce qui peut encore reſter de fâcheux parmi nous, je craindrois qu'elle ne vous devînt nuiſible, ſi vous comptiez ſur une révolution trop prochaine. Il n'eſt pas douteux que la France ne ſe relève, mais il nous faut du temps. Songez, je vous prie, à la ſituation déplorable où le feu roi nous a laiſſés. Il faut reprendre le bâtiment ſous œuvre. On le fera, je le ſais bien, mais l'opération eſt longue. Nous voyons avec plaiſir que nos miniſtres ne s'endorment pas: comme le nouveau miniſtre qu'on appelle au conſeil, eſt toujours plus habile que ſon prédéceſſeur diſgracié, vous ſentez bien que pour paroître digne de la réputation que ſes amis lui font, il eſt extrêmement preſſé de tout changer; & tous les jours nous avons la ſatisfaction de voir éclore au moins une nouveauté. Il eſt vrai qu'on ſe trompe ordinairement, & que nous ſommes obligés de

revenir sur nos pas, c'est-à-dire de changer nos changemens. Mais enfin c'est beaucoup que d'avoir le courage de chercher continuellement le mieux; à force d'enfiler des routes nouvelles, il est impossible que par hasard nous ne trouvions enfin la véritable. Nous irons alors grand train, je vous en répons, & c'est alors que la Pologne pourra attendre des secours puissans de notre part.

Son excellence fit de longues doléances sur la difficulté de faire le bien, & finit cependant par espérer une révolution heureuse. Le Général me parut pensif, & fâché que la Pologne ne pût pas avoir une armée & battre ses ennemis. Pour le gentilhomme il continua à sourire, & je n'ai point démêlé si c'étoit de ma politique ou de la simplicité de son excellence: nous sortîmes enfin de table; & pensant que notre dîné étoit une image assez vraie de ce qui se passe dans la plupart des conseils de l'Europe, je ne pus m'empêcher de plaindre le sort du malheureux genre humain.

Je crois vous voir, mon cher Cléante, & je gagerois que vous ne liſez qu'à regret la relation de mon dîné. Que ſignifient, dites-vous, toutes ces balivernes? C'étoit bien la peine d'aller en Pologne, pour nous apprendre qu'on a rencontré à Cracovie un ſot ex-miniſtre, un ſot général & un ſot gentilhomme. Ces meſſieurs ne ſont rares nulle part, & ſans ſortir de France, on en trouveroit dix dans un dîné, au lieu de trois. Ce que je voudrois connoître, ce ſont ces braves & généreux républicains qui, aidés & ſoutenus par leur vertu & les reſſources d'un génie échauffé par l'amour de la liberté, ont lutté pendant ſi longtemps contre les extrêmes dangers auxquels les expoſoit le plus mauvais gouvernement. Aujourd'hui que la Pologne eſt écraſée par les forces réunies du roi de Pruſſe, de la Ruſſie & de la cour de Vienne, je voudrois ſavoir de quel œil la nobleſſe voit ſes diſgraces. Ces grands ſeigneurs, qui ont tout à perdre, & qui voient l'humiliation des provinces qui ont été détachées de la république par le traité de par-

tage, doivent frémir d'indignation. Je crois voir des lions furieux qui mordent la chaîne qui les lie, & qui attendent avec impatience le moment où ils pourront recouvrer leur liberté & se venger.

Je loue fort votre curiosité, mon cher Cléante, & dès que je rencontrerai quelque héros en prudence ou en courage, ne doutez point que je ne vous envoie son portrait. Mais en attendant, voici ce que vous répondra, pour ma justification, un Saxon, homme d'esprit, que j'ai beaucoup vu à Paris il y a deux ans, & que, par le hasard le plus heureux, je rencontrai en sortant de chez son excellence. Je ne vous parle point de la surprise où il fut en me voyant en Pologne; après lui avoir marqué toute ma joie de le rencontrer à Cracovie, & de m'y dédommager du chagrin que j'avois eu de le chercher inutilement à Dresde, j'étois trop plein des propos que je venois d'entendre, pour ne lui en pas parler. Comment, me dit-il, vous avez dîné chez son excellence! vous êtes bien heureux. Vous aurez appris

fà bien des choſes. Comme on a voulu ſans doute vous fêter, je gage que vous avez eu un général de mon pays, & un gentilhomme de Volhinie, grand, bien fait, un peu brun, & qui a plus de phyſionomie que n'en a ordinairement un Polonois. Vous ne débutez pas mal, & ceci eſt d'un fort bon augure pour votre voyage. Je crus que mon Saxon plaiſantoit. En effet, lui dis-je, je viens d'un pays où je croyois que ſe faiſoient les plus mauvais raiſonnemens politiques; mais, ma foi, Cracovie dame le pion à Paris: & là-deſſus je lui dis ces raiſonnemens que vous venez de lire. J'eſpère, ajoutai-je, que je ſerai plus heureux dans la ſuite.

Comment plus heureux! me répartit mon Saxon, vous ne ſavez donc pas que vous avez dîné chez un des hommes qui ait le plus de réputation en Pologne. Son excellence paſſoit pour le miniſtre de ſon temps le plus madré & le plus profond. Il s'eſt garni la tête de quelques lieux communs, dont on le croit ici l'inventeur, & cela fait qu'on l'admire comme un

homme très-ſavant. Il a le talent de ne jamais contredire perſonne, & à la faveur de ſes maximes, qui ſe prêtent à tout, il ſe trouve qu'il a toujours penſé comme vous. Pour M. le Général, il eſt vrai que nous le regardons à Dresde comme un pauvre homme qui n'a dû ſa fortune qu'à la faveur du comte de Brulh, mais les Polonois, attachés à la maiſon de Saxe, en ont jugé autrement; à force de faire l'important, de parler avec confiance & de déraiſonner avec méthode, il a perſuadé à je ne ſais combien de gens qu'il faut le conſulter. Pour le gentilhomme, qui aime mieux blâmer toute l'Europe que de convenir des torts de ſon pays, vous n'empêcherez point qu'il ne ſoit regardé comme l'oracle de tout le palatinat de Volhinie. Vous en entendrez parler à la tenue de la prochaine Diétine, ſi les Ruſſes lui permettent de s'y rendre. Il parle avec facilité, & cela ſuffit en Pologne, où perſonne ne ſait apprécier le prix d'un raiſonnement. D'ailleurs, ſi ſon éloquence ne perſuade pas, il eſt homme à mettre le ſabre à la main, & voilà ſa péroraiſon.

Je connois mes Polonois ; mon père, qui étoit attaché au feu roi, s'eſt chargé imprudemment de pluſieurs commiſſions pour eux, & je ſuis condamné à faire tous les ans un voyage inutile dans ce pays, pour nous faire rembourſer de nos avances. Je connois, vous dis-je, mes Polonois. Vous trouverez par-tout l'ignorance la plus monſtrueuſe, les préjugés les plus groſſiers, la ſuperſtition la plus ſtupide, & l'entêtement opiniâtre qui doit marcher à la ſuite de toutes ces belles qualités. Vous rencontrerez ſouvent des hommes inférieurs à ceux avec leſquels vous avez dîné, mais ſoyez sûr que perſonne ne leur eſt ſupérieur ; vous avez vu la Pologne par ſon bel endroit. Quoi, repris-je tout étonné, un gouvernement ſi propre à remuer les paſſions & développer tous les talens, n'auroit produit que ce que je viens de voir ! Où ſe ſont donc réfugiés ces républicains, ces ames fortes, ces Confédérés qui ſe ſont expoſés aux plus grands dangers pour ſauver la liberté de la république. Apparemment, me répondit mon Saxon, que les Ruſ-

ſes les ont tous tués. Je puis vous répondre que Varſovie, d'où je viens, n'eſt pas plus occupée de la liberté que Conſtantinople. On s'y divertit à merveille. Bal, comédie, gros jeu, un luxe aſiatique; perſonne ne penſe au traité de partage, perſonne n'eſt indigné d'y voir régner l'ambaſſadeur de Ruſſie.

Mon cher ami, repartis-je, on m'a donc bien trompé: on ne vous a donc pas dit, reprit-il, que la Confédération de Bar n'eſt qu'une affaire d'intrigue & de cabale. On ne pouvoit ſouffrir de voir le comte Poniatowski ſur le trône, des femmes intrigantes ont irrité l'envie & la jalouſie de quelques grands ſeigneurs. Les partiſans de la maiſon de Saxe ont cru qu'en la rappelant leur fortune ſeroit faite. Le conſeil de Dresde a eu la bonté de répandre quelqu'argent; & voilà une Confédération ſi prudemment établie, que ſa généralité, à peine formée, n'a rien fait de plus ſage que d'aller tenir ſes conſeils en Hongrie. Embarqués dans une grande affaire, les Confédérés ſe ſont conduits comme des étour-

dis. Vous pouvez compter que l'expérience n'instruit point ces gens-ci. Quelqu'accablans que soient devenus leurs maux, vous pouvez compter qu'ils ne sont point parvenus à connoître leur situation.

Je crains, mon cher Cléante, que mon Saxon n'ait que trop raison. J'ai recherché avec empressement les personnes les plus considérables pendant le séjour que j'ai fait à Cracovie. Vous pensez bien que tous les amis de la bonne cause, n'ont pas manqué de faire leur cour à M. le comte Wielhorski. J'ai interrogé tout le monde, & j'ai peur, en vous parlant dans mon banquet de trois personnages passablement bizarres, de vous avoir peint la nation entière. Je vais partir pour Horocow, & je ne manquerai pas de vous faire part des nouvelles observations que je ferai.

FIN.